

*Avant-propos de Leila Celis*

# ¿HASTA DONDE?

**RÉFLEXIONS  
SUR LA GRÈVE  
COLOMBIENNE  
DE 2021**

Nathan Brullemans  
Bernadette Perron





¿Hasta Dónde?  
Réflexions sur la grève  
colombienne de 2021

*Cette revue est dédiée à ces Colombien.ne.s  
qui, dans leurs luttes quotidiennes, tracent ce chemin sinueux  
et semé d'embûches vers la liberté.*

*Au cours de l'année 2021, lorsque ces lignes ont été écrites,  
au moins 171 dirigeantes sociales et dirigeants sociaux  
ont été assassiné.e.s*



Imprimé à Montréal  
Octobre 2022  
ISBN : 978-2-9812561-5-7

## TABLE DES MATIÈRES

Avant-propos .....	13
Notes sur l'internationalisme.....	23
Introduction.....	29
Sur les causes structurelles de la crise .....	41
En marge des mobilisations colombiennes : atelier d'urbanisme critique dans un bidonville de Soacha	49
La « gente de bien » ou le reflet de l'identité fascisante des classes dominantes de Colombie .....	57
Comprendre le phénomène paramilitaire d'hier à d'aujourd'hui.....	73
La bataille de Carthagène ou le silence des Caraïbes .....	85
Arauca : plus de 50 ans de luttes de défense du territoire .....	93
La rivière des disparu.e.s.....	112
Le Canada à l'école de l'impérialisme .....	120
Bilan précédent le premier tour des élections colombiennes : Symptômes d'un coup d'État à venir? .....	146
Mot de la fin : Le Paro est mort, vive le Paro! .....	168





# Carte de la Colombie



## Lexique

Acronymes	En español	En français
ACDI		Agence canadienne de développement international
AGC	Autodefensas Gaitanistas de Colombia	Autodéfenses gaitanistes de Colombie
ANUC	Asociación nacional de usuarios campesinos	Association nationale des paysans usagers des institutions agraires de la Colombie
AUC	Autodefensas Unidas de Colombia	Autodéfenses unies de Colombie
BACRIM	Bandas criminales	Bandes criminelles
CNA	Coordinador Nacional Agrario	Coordination nationale agraire
CDP	Congreso de los Pueblos	Congrès des peuples
DANE	Departamento administrativo nacional de estadística	Département administratif national de la statistique
ECAAAS	Empresa Comunitaria de Acueducto, Alcantarillado y Aseo de Saravena	Entreprise communautaire d'aqueduc, d'assainissement et de propreté de Saravena

<b>Acronymes</b>	<b>En espagnol</b>	<b>En français</b>
EDC		Exportation et développement Canada
ELN	Ejército de liberación nacional	Armée de libération nationale
FARC-EP	Fuerzas armadas revolucionarias de Colombia - Ejército del pueblo	Forces armées révolutionnaires de Colombie - Armée du peuple
JEP	Jurisdicción Especial para la Paz	Juridiction spéciale pour la paix
PASC		Projet accompagnement solidarité Colombie
REDHER	Red de Hermandad y Solidaridad con Colombia	Réseau de fraternité et de solidarité avec la Colombie
UP	Unión Patriótica	Union patriotique



# AVANT-PROPOS

Leila Celis



EL TIEMPO NO PARA SE OLANTE

YA PARAR  
ADOLUCION Y NADA MENOS!

ALABREZA Y ALATA  
AL PATRIOTISMO DE LA  
GUERRA CONTRA EL PUEBLO

MUERTOS  
ESADRO EL PUEBLO  
SE RESPETA

51720736

## Avant-propos

Dans ce recueil de textes qui porte sur les résistances sociales au régime politique colombien, la grève sociale de 2021 prend une place centrale. Doit-on préciser qu'entre la fin du mois d'avril et la fin du mois de juin, ce pays a connu la grève la plus importante de toute son histoire. Et ce n'est pas rien de le dire. Les grèves en Colombie n'ont pas été rares, l'histoire de ce pays est une histoire rebelle. Avant de présenter le recueil et les auteur.es, je voudrais attirer l'attention sur le contexte et la signification de cette grève gravée à jamais dans la mémoire des luttes latino-américaines.

### *Le contexte et les raisons de la grève*

Le déclenchement de la grève s'est fait à travers une triple conjoncture. Premièrement, le contexte mondial de la pandémie qui, comme on sait, a partout empiré les conditions de vie des populations les plus fragilisées. S'il existait déjà en Colombie une certaine conscience à propos du fait que les politiques néolibérales s'étaient attaquées à l'accessibilité du système de santé, la pandémie a fait éclater au grand jour la magnitude du problème. Là-bas, en pleine pandémie, les riches partaient se faire vacciner aux États-Unis, et les pauvres mourraient dans les couloirs d'hôpitaux publics en attendant l'oxygène qu'ils ne pouvaient pas se procurer. Comme ailleurs, les efforts et les sacrifices du personnel soignant (qui travaillait presque sans protection) n'ont pas été suffisants pour éponger la crise. Déjà la situation avait de quoi soulever l'indignation sociale et pour l'empirer, le gouvernement a agi

en imposant des confinements généralisés qui n'ont pas été accompagnés de mesures d'aide sociale, à l'exception de la distribution de quelques maigres paniers d'épicerie, insuffisants et ponctuels.

Par contre, en dépit du manque de mesures sociales, le gouvernement a su dès le départ déployer sa présence partout sur le territoire. Et ce, comme l'a fait historiquement l'État en Colombie : avec une forte présence de la police et de l'armée qui, agissant avec sa logique de toujours, a traité les citoyen.nes les plus pauvres comme des ennemis. Chaque fois qu'on s'aventurait hors de chez soi, on pouvait s'assurer d'être traité comme des voyous. Cependant, rappelons que la majeure partie de l'économie est encore à ce jour informelle, et qu'à ce titre, les confinements ont coupé d'emblée les sources de subsistances des nombreux.euses travailleurs et travailleuses.

Le deuxième élément de conjoncture est celui, un peu plus large, qui renvoie à la mobilisation contre les crimes commis par l'État. Ce dernier est accusé de nombreux génocides : contre les peuples autochtones, contre l'opposition politique et contre les jeunes pauvres. Le mot « génocide » ne doit pas être pris à la légère dans ces dénonciations. Celui contre les peuples autochtones ne réfère pas seulement à l'histoire coloniale, mais aussi au fait que les leaders autochtones sont encore aujourd'hui systématiquement assassiné.es parce qu'iels s'opposent aux politiques économiques de l'État sur

leurs territoires. Quant aux génocides politiques, il suffit de rappeler le cas, autant tragique qu'emblématique, de l'assassinat d'approximativement cinq mille militant.es du parti politique de gauche Unión Patriótica au cours des années 1980. Finalement, dans le cas du génocide des jeunes des quartiers populaires, il convient de rappeler qu'en février 2021 (deux mois avant le déclenchement de la grève) un tribunal de justice transitionnelle en Colombie a établi que 6402 jeunes ont été assassinés en complicité avec les Forces armées de l'État. Ces jeunes, provenant tous des familles très pauvres, ont été assassinés de sang-froid avant d'être présentés devant les médias comme des membres de la guérilla morts en combat. Les militaires ont été récompensés pour ces meurtres, notamment par une collection de vacances et de promotions.

Le troisième élément de conjoncture, le plus immédiatement en lien avec le déclenchement de la grève, concerne deux initiatives législatives gouvernementales. L'une était une réforme fiscale qui visait à augmenter les impôts sur les aliments de base (riz, sucre, viandes, café), sur les salaires et sur les services funéraires. L'autre, une réforme de la santé qui visait la privatisation du rachitique système de santé publique.

Pour ces raisons et bien d'autres, le mécontentement populaire s'est répandu comme une traînée de poudre. Partout à travers le pays, pendant deux mois, jours et nuits,



les mobilisations ont combiné des actions d'indignation et de violence insurrectionnelle (comme les incinérations de banques et de postes de police) avec des actes culturels et civiques. Dans ce dernier dossier, pensons notamment à la fondation de bibliothèques publiques, ou encore à la construction de monuments comme celui de *Puerto Resistencia*, en hommage à la résistance.

La grève a duré deux mois, et ce, malgré le traitement de guerre reçu de la part du gouvernement, qui a déployé l'armée et les différents corps de police – dont certains ont agi en complicité avec des groupes paramilitaires – pour attaquer et réprimer les manifestant.es. Deux mois durant...malgré les 73 manifestants assassinés, les nombreuses personnes blessées à balles réelles – parfois par la police, parfois par les paramilitaires, si ce n'est que par les deux ensemble –, malgré les 28 agressions sexuelles contre les manifestantes, les disparitions forcées et les tortures. Et on pourrait ici allonger longuement la liste de crimes commis par les agents de l'État.

### *La signification de la grève*

Du reste, la grève de 2021 a été un moment charnière de l'histoire de la Colombie. Bien qu'elle soit passée presque inaperçue par les grands médias dans le monde et que les crimes contre les manifestant.es se soient commis avec le silence complice des gouvernements comme celui du Canada, cette grève semble avoir changé à jamais le visage politique de la Colombie. La droite conservatrice, militariste et classiste

n'a plus le monopole des imaginaires sociétaux, ne décide plus seule de ce qu'il est possible d'imaginer comme société à construire. C'est donc une rupture avec la vieille stabilité électorale, une des caractéristiques les plus marquantes du régime politique de ce pays. Car si bien les luttes sociales ont toujours fait partie du paysage politique, c'est la droite qui a su maintenir son contrôle sur l'État. C'est dans ce sens que plusieurs auteur.es théorisent la modalité de la lutte sociale connue au cours des dernières années au Chili et en Colombie comme étant des explosions sociales (*estadillo social*), formes de révoltes populaires qui fissurent l'hégémonie du bloc au pouvoir.

Bref, la grève de 2021 a changé le rapport de forces en faveur du mouvement social de plusieurs manières, particulièrement, en reconfigurant les imaginaires du possible et en insufflant l'espoir de changement au sein de la population en général. Parmi les conséquences évidentes, il faut d'abord souligner le succès des élections présidentielles, qui, un an après la grève, ont pour la première fois de l'histoire de la Colombie amenée la gauche au pouvoir. Après les élections de juin 2022, le gouvernement élu a officiellement pris possession du pouvoir en août 2022. Tout peut arriver d'ici les quatre prochaines années, mais déjà une rupture a eu lieu dans le domaine du discours officiel. Le gouvernement de Petro a, pour le moins, réduit l'écart entre ce qui est permis d'espérer et présenté comme « possible ». C'est très certainement sa première victoire. En témoigne son choix de vice-présidente : Francia Márquez, une femme noire,

militante anti-extractiviste et leader communautaire. Sinon, en matière économique, le gouvernement propose un plan pour sortir de l'extractivisme sur cinq ans. En matière d'investissements sociaux, le gouvernement compte faire de la santé et l'éducation une priorité nationale, ce qui est cohérent avec les premiers jalons déjà connus de sa politique de paix, à savoir des dialogues décentralisés avec les acteurs armés et la société civile. Beaucoup reste néanmoins à faire, et nous renvoyons à la courte conclusion de cet ouvrage à ce propos.

### *La solidarité internationaliste*

Je voudrais maintenant présenter brièvement le recueil de textes que nous avons entre les mains. Bernadette et Nathan ont écrit le gros de ces textes pendant leur séjour en Colombie à l'été 2021, alors qu'ils ont fait de l'accompagnement auprès d'organisations sociales, en produisant de la documentation de terrain et en dénonçant les violations de droits humains commises.

En plus du caractère exceptionnellement beau et dramatiquement pénible de cette grève sociale (plutôt que strictement ouvrière), plusieurs épisodes nous sont racontés dans les pages qui suivent. On pourra y voir que les manifestant.es ont eu pleine conscience du fait que leur action, leur grève, constituait un point tournant dans l'histoire de la Colombie. L'action courageuse et décidée des manifestant.es rythme les textes qui suivent. Le principe qui

sert néanmoins à structurer ces récits, ce sont les déplacements de ces deux accompagnateur.trice à travers le pays. Iels sont allé.es de la capitale à la région du Catatumbo, de Nariño aux Caraïbes, en passant par Cali, l'épicentre de la révolte populaire et par Arauca, foyer historique de l'autogestion des mouvements sociaux.

On peut dire sans exagérer que le travail qui a mené à ce recueil a été énorme et pour l'accomplir il faut avoir une bonne capacité d'analyse, certes, mais aussi une dose importante de motivation. Les ayant vu au travail et ayant entendu leurs analyses, je crois que cette détermination leur vient d'abord de l'indignation devant le traitement médiatique de la grève en Colombie : les plus hauts fonctionnaires de l'État colombien ont qualifié la grève comme un acte de vandalisme, et disaient peu ou rien quand la police matraquait les manifestant.es et tirait sur elles et eux à balles réelles. Cette indignation naît aussi du silence complice du gouvernement canadien et des médias à l'international sur la situation sans précédent de la Colombie. C'est contre le discours de l'État colombien voulant dépeindre les manifestant.es comme des voyous et contre ce silence complice au Québec et au Canada que cette analyse a été produite.

Enfin, le lectorat verra bien que cette motivation leur vient aussi de l'admiration pour les luttes dont iels ont été témoins, de l'espoir que ces luttes du Sud suscitent ici et de la possibilité concrète de transformations qu'elles représentent.

- Leila Celis, professeure au département de sociologie de l'UQAM et militante du Projet accompagnement solidarité Colombie (PASC) depuis 2003.



**NOTES SUR  
L'INTERNATIONALISME**



**Blandine Juchs**



COMITE DE UNIDAD  
CATATUMBO  
"POR LA VIDA, PAZ,  
CULTURA Y DIGNIDAD"  
POR LA VIDA, PAZ, DEMOCRACIA Y  
NEGOCIACION DEL PLEGO NACIONAL  
"CATATUMBO PRESENTE"

MOVIMIENTO SOCIAL FERIALES DE LOS  
PRODUCTORES RURALES DE CATATUMBO

GUARDIA  
CAMPESIÑA

## Notes sur l'internationalisme

Depuis plus de 15 ans, le Projet accompagnement solidarité Colombie (PASC) utilise l'accompagnement comme moyen afin de concrétiser sa pratique internationaliste. Conscientes que nos luttes contre les mégaprojets miniers, les oléoducs ou les coupes à blanc au Québec sont directement liées aux luttes des peuples en Colombie comme ailleurs, nous nous rendons sur le terrain afin de confronter souvent les mêmes entreprises qui alimentent la guerre au Sud. La REDHER (*Red de Hermandad y Solidaridad con Colombia*), le réseau duquel le PASC fait partie, participe de cet effort avec une brigade d'observation internationale qui - aux côtés des équipes colombiennes - documentent, publient des dénonciations, fait appel à ses réseaux francophones au Québec et ailleurs afin de faire pression sur les autorités colombiennes tentant d'éviter une disparition ou un acte de répression de plus grande ampleur.

À la manière des comités légaux au Québec pendant les manifestations ou des brigades de *CopWatch*, les organisations sociales colombiennes forment des équipes de communications et de « droits humains » qui documentent les abus policiers, prennent les noms des personnes détenues afin d'éviter qu'elles disparaissent, trouvent des avocat-es solidaires pour défendre les personnes judiciairisées. Pendant la grève nationale entamée le 28 avril 2021, comme lors d'autres mobilisations, le rôle des équipes d'accompagnement



nationales ou internationales a été crucial dans un contexte où la violence étatique a été des plus brutales.

Ces mécanismes concrets rendent tangible notre solidarité. C'est un rôle qui ne vient pas sans contradictions. Qu'un.e accompagnateur.trice – qui bien souvent provient du Nord global – serve de témoin afin de dénoncer la brutalité policière et les pratiques criminelles de l'État colombien suppose d'emblée que la vie ou la parole d'un.e étranger.ère vaudrait plus que celle des populations locales. C'est néanmoins ce levier, basé sur les injustices globales, qui est actionné afin de faire pression sur les différentes autorités. L'internationalisme embrasse en quelque sorte frontalement ces contradictions. Pour l'internationaliste, ses propres privilèges ne sont pas qu'une donnée fixe, ils sont aussi une arme que l'on peut renverser, instrumentaliser à des fins politiques.

Bref, l'internationalisme, c'est cette idée que nos luttes sont sans frontières, que les peuples du monde - où qu'ils soient - détiennent l'intime conviction que leurs destins sont intrinsèquement liés. Et c'est cette solidarité, cette tendresse des peuples qui se reflète dans nos actions quotidiennes, dans un sourire vers 5h du matin autour d'un café cuisiné au feu de bois sur le bord d'une route bloquée par des communautés paysannes. C'est cette conscience que nous sommes là les unes pour les autres qui émerge dans une accolade lorsqu'on sort un jeune d'un poste de Police après l'avoir cru disparu, lorsque les camarades de Colombie pleurent les fausses

communes des enfants autochtones du Nord du continent ou encore quand ils se réjouissent de la chute d'une statue de la Reine Victoria le 1er juillet, faisant écho à celles des colonisateurs qui tombent au sud du continent.

Le document que vous lisez s'inscrit dans cette perspective internationaliste. Il est le fruit d'un séjour d'accompagnement international en collaboration avec le PASC. Il se veut à la fois le témoignage de la solidarité qui en émane, mais aussi des contradictions qu'il exprime.

- Blandine Juchs, militante du Projet accompagnement solidarité Colombie (PASC) depuis 2003.





**POURQUOI « HASTA DÓNDE » ?  
POÉSIE ET LUTTES SOCIALES**



**Introduction**



ASAMBLEA NACIONAL POPULAR

COMISION NACIONAL AGRARIA  
**CNA**

ACUERDO  
HUMANITARIO

DE P...  
N...  
CIA

## Introduction

Mi voz, la que está gritando	Ma voix, celle qui crie
Mi sueño, el que sigue entero	Mon rêve, celui qui demeure entier
Y sepan que solo muero	Et sachez que je ne fais que mourir
Si ustedes van aflojando	Si vous vous relâchez
Porque el que murió peleando	Car celui qui est mort en combattant
Vive en cada compañero	Vit dans chaque camarade
Ni un minuto de silencio	Pas une minute de silence
Toda una vida de combate	Toute une vie de combat
¿Hasta cuando?	Jusqu'à quand?
Hasta siempre	Jusqu'à toujours
¿Hasta donde?	Jusqu'où?
Hasta la victoria	Jusqu'à la victoire
Y de ser necesario	Et si cela est nécessaire
Hasta la muerte	Jusqu'à la mort

— extrait de *Milonga del fusilado*,  
vers originaux du poète uruguayen Carlos María Gutiérrez;  
la dernière strophe est un ajout du mouvement social colombien.

En Colombie, ces vers sont bien difficiles à ignorer. Il suffit de tendre l'oreille, d'observer les murales peintes sur les artères des grandes villes. Écrits sur chaque mur, entendus dans chaque mobilisation, dans chaque blocage et dans chaque assemblée, l'œil et l'oreille suffisent pour saisir l'ampleur de la rage qui mobilise un peuple. Les autres organes sont aussi excités par cette puissante convergence des corps, grande marche historique qui rassemble les secteurs les plus différents de la société colombienne qui – bon gré mal gré – demeure divisée en groupes

par les blessures historiques du colonialisme, la violence de l'appropriation patriarcale et la destruction des formes ancestrales de propriété collective par l'impérialisme. Ces vers, on les entend donc scander par des voix multiples, diverses en essence qui, dans l'unisson, se lèvent comme une seule masse, un bloc que le destin de l'exploitation a su réunir sous une seule bannière. On les entend de la voix des afrodescendant.e.s du Chocó, des paysan.ne.s du Catatumbo, des jeunes des quartiers populaires de Cali ou encore des étudiant.e.s de Bogotá ou de Bucaramanga. D'est en ouest, on peut écouter les cris de rage de ces femmes révoltées; du nord au sud, ceux de la *Minga* autochtone. Dans un pays qui a été saigné par l'esclavage des autochtones et des peuples d'Afrique, dont la petite paysannerie a été victime d'un processus d'accumulation par dépossession cherchant à l'annihiler au profit de la grande propriété terrienne, et où le prolétariat s'est éreinté - à l'usine comme à la campagne - pour servir la consommation de masse des pays impérialistes, un mouvement social massif semble aujourd'hui procurer les ingrédients d'une réconciliation des opprimé.e.s. Au mois d'avril 2021, un sentiment de révolte crépite dans l'air, prend une pesanteur « atmosphérique », pour reprendre l'expression de Fanon. Bien au-delà du projet de réforme fiscale annoncée par le président Duque, cancre d'extrême droite au service de l'uribisme, ce sont toutes les luttes historiques de Colombie qui sont du même coup convoquées. La conjoncture actuelle est évidemment unique en son genre, mais elle fait aussi résonner l'écho lointain des manifestations étudiantes de 1909 qui firent tomber le général Rafael Reyes, les mobilisations ouvrières et paysannes de 1928 contre les capitalistes et grands propriétaires fonciers de la United Fruit Company, l'émeute du Bogotazo de

1948 qui a suivi l'assassinat de Gaitán ou encore le grand *Paro cívico* de 1977 qui fit converger l'ensemble des secteurs populaires dans une lutte commune. Plus récemment, c'est en 2019-2020 que le poids des contradictions historiques du pays a montré les fissures du bloc au pouvoir, avant d'être brutalement stoppé par la toute dernière pandémie mondiale.

Il n'empêche que ces mots, s'ils ont une résonance toute particulière dans le cadre colombien, sont d'abord le reflet de l'esprit général des luttes latino-américaines. Carlos María Gutiérrez, poète et journaliste uruguayen, a rédigé le poème *Milonga del Fusilado* (La danse du fusillé) pour l'interprète José Luis Guerra afin de décrier le coup d'État en Uruguay de 1973. Précédant de peu le coup orchestré par le général Pinochet au Chili, le putsch des militaires uruguayens annonçait quelques douze années de dictature, laissant poindre une phase d'éclosion de régimes autoritaires supportés par les États-Unis sur le continent. Ce n'est donc pas un hasard si ces paroles retentissent aujourd'hui en Colombie. Si « la plus vieille démocratie d'Amérique latine », autrefois partie de la grande république fondée par Simon Bolívar, ne répond pas aux critères formels d'une dictature, elle en subit tous les soubresauts : l'autoritarisme, la corruption, le paramilitarisme, l'influence étrangère, la cruauté de la propriété foncière et l'indifférence aiguë de sa bourgeoisie comprador<sup>1</sup>.

---

<sup>1</sup> Le concept de « bourgeoisie comprador » fait référence à la partie de la classe capitaliste qui, dans les pays dominés par l'impérialisme, tire ses revenus de sa position d'intermédiaire commercial avec les puissances impérialistes étrangères. Ce terme se définit par opposition aux bourgeois nationaux qui détiennent des intérêts dans le développement de l'économie nationale.



Dans ce poème qui fait aujourd’hui office de slogan, c’est toute la charge des luttes latino-américaines qui s’exprime. « Jusqu’à quand ? », nous interroge le poème ; « Jusqu’à toujours », nous répond-il aussitôt. Que ce soit la révolution cubaine de 1959 (qui guidera l’action politique de quelqu’un comme Camilo Torres), l’initiative de l’Unité populaire du Chili d’Allende ou la rébellion zapatiste de 1994, la lutte traverse l’histoire de ce continent, cherche à panser ses « veines ouvertes ». La grève générale colombienne de 2021 est une expérience qui s’inscrit dans cette dialectique historique, mouvement toujours nécessaire, mais aussi sujet à l’échec. Depuis un certain temps, une partie du mouvement colombien s’est engagé dans une lutte pour l’édification d’un « pouvoir populaire » (*poder popular*), où la montée en puissance des classes subalternes devrait se gagner par l’autonomie organisationnelle. Pour ce mouvement, la question de la révolution n’est plus reléguée à un idéal lointain, dépendant de la prise formelle du pouvoir d’État par les armes, mais s’affronte dans l’immédiat, par la diminution de la dépendance des exploités à l’économie capitaliste. En posant de manière locale les bases matérielles d’une nouvelle organisation sociale, politique et économique, la théorie du pouvoir populaire propose donc une unité entre moyens et fins. Cette série progressive de ruptures face à l’État ne se fait pas sans heurts dans un monde où ce dernier préfère réserver les territoires à la faveur du grand capital monopoliste. Reste à voir jusqu’où ce combat pourra continuer, si l’issue finale de celui-ci est la victoire ou la mort, comme le suggèrent les mots du slogan. En attendant, des organisations de masse comme le *Congreso de los Pueblos* ou le *Coordinador Nacional Agrario* luttent pour une

appropriation immédiate – quoique partielle – des mécanismes qui permettent la subsistance quotidienne des classes subalternes (paysannes et prolétaires).

« ¿*Hasta dónde?* », jusqu’où la lutte doit-elle aller? Quel est le prix de cette espérance? Chose sûre, tant que les conditions matérielles des classes subalternes s’apparenteront à de la pure subsistance, tant que seront de seconde importance la majorité des Colombien.ne.s et tant que la violence d’État sera la réponse à toute revendication sociale, la résistance sera au rendez-vous. Face à cet état des lieux, les luttes sont condamnées à se renouveler, leur dynamique ne pouvant se résoudre qu’une fois les contradictions réconciliées par la pratique du mouvement de masse. À la question « jusqu’où », la seule réponse possible est donc la suivante : « *hasta la victoria !* », comme nous le rappelle les cortèges défilant à gorge déployée, jusqu’à la victoire ! Voilà le seul lieu où la lutte est en mesure de s’arrêter, et même l’échec – du moins partiel – de la grève de 2021 en aura été une expression flagrante. Cette revue n’est pas non plus un traité d’optimisme ; le chemin sera ardu, car la violence des classes dominantes est, en Colombie, la réponse de prédilection face à toute tentative d’émancipation des opprimé.e.s.

En effet, cette question, on peut aussi dire que les classes dominantes se la posent aussi. Jusqu’où l’État ira-t-il pour conserver ses intérêts, garantir les privilèges de la grande propriété foncière et des multinationales? La réponse semble pour le moins identique. Comme en témoigne le dernier *Paro*, l’État colombien est aussi prêt à se rendre jusqu’au bout. La belle âme démocratique-libérale pourrait avancer qu’il existe

nécessairement une limite à la répression étatique, et ce spécialement dans ce régime particulier qu'on appelle « l'État de droit ». La politique colombienne n'est cependant pas de taille pour les consciences politiques naïves qui croient que tout se règle avec des élections et le doux commerce de Montesquieu. En termes de violence, l'État colombien ne cesse de nous surprendre. Lorsque les forces publiques accompagnées de civils armés tirent sur une foule mobilisée, on comprend bien « jusqu'à où » l'État est prêt à aller. Inutile de dire que cela dépasse largement le domaine de l'État de droit. Ce dernier préfère abattre son peuple plutôt que d'écouter ses demandes, revendications parfois aussi primaires que l'accès à l'éducation ou à l'eau potable. Inversement, la grève générale de 2021 prouve que si des armes à feu ne peuvent stopper l'effort du camp des opprimé.e.s, rien ne le pourra et qu'ils sont prêts à aller « jusqu'au bout ».

En dernière instance, « *¿hasta dónde?* » reste donc une question ouverte, posée sur l'avenir des luttes et du projet de transformation sociale qu'elles portent en leur sein.

\*\*\*

Cette revue est le fruit d'un processus de presque trois mois à côtoyer de près les mouvements sociaux ayant secoué la conjoncture colombienne entre mai et août 2021. Encore faut-il bien savoir ce que l'on entend par cette expression : « de près » ne veut pas non plus dire « de l'intérieur » – nous ne prétendons pas avoir agi en tant que protagonistes de premier plan de cette lutte. Nous nous sommes frotté.e.s à la grève colombienne de

2021 en tant qu'internationalistes, avec cette perspective voulant que les luttes des opprimé.e.s du monde entier soient liées. Cela ne veut cependant pas dire que l'internationalisme – qui ne se résume pas qu'à de bons sentiments, mais doit aussi faire les frais d'une certaine dose d'analyse objective – est une position qui permette de contourner tous les écueils d'une position d'extériorité. Nous ne prétendons donc parler au nom de personne, si ce n'est qu'en le nôtre, admettant néanmoins que nos analyses ont une valeur épistémique et qu'elles méritent d'être partagées. Si nous venons du Nord – et plus précisément du pays impérialiste qu'est le Canada dont le capital minier profite ardemment de la violence en Colombie –, notre position ne nous semble pas tant un « point aveugle » de notre analyse, plutôt que son point de départ (voir à ce propos le texte *Le Canada à l'école de l'impérialisme*). Au-delà d'une critique pieuse des privilèges, il s'agit d'en prendre acte, et de passer à l'action, en acceptant de se heurter aux contradictions irréductibles à l'activité politique.

Cette revue est ainsi le résultat d'une réflexion qui ne concerne toutefois qu'une infime fraction du conflit colombien. Elle se veut un amalgame d'écrits, composée à la fois de textes analytiques portant sur la conjoncture de la grève (voir *Sur les causes structurelles de la crise* et *La gente de bien ou l'idéologie fascisante des classes dominantes de Colombie*) que des réflexions situées, construites à partir de rencontres, de témoignages et d'échanges informels (voir *La rivière des disparu.e.s* et *La bataille de Carthagène ou le silence des Caraïbes*). Jonglant avec des niveaux d'analyse local, national et international, les textes offrent une idée du contexte politique colombien dans toute sa complexité

sans toutefois prétendre à une exhaustivité quelconque ; ces derniers n'en demeurent pas moins fidèles aux observations d'une situation et témoignages particuliers. Mieux, il s'agit d'un pied de nez à cette prétendue neutralité axiologique, cette froide distance que l'analyste doit soi-disant poser avec son objet. Si les sciences sociales nous ont été nécessaires pour saisir la complexité politique du contexte colombien (voir notamment le texte *Comprendre le phénomène paramilitaire d'hier et d'aujourd'hui*), nous nous sommes aussi laissé.e.s guider par nos expériences de première main, voyant dans le format du reportage un médium idéal pour reproduire ce que seule l'impression de l'oeil sait induire (voir à ce propos *Atelier d'urbanisme critique dans un bidonville de Soacha* ou encore *Saravena : plus de 50 ans de luttes et le mouvement populaire se tient debout*).

En un mot, cette revue se veut une contribution à ce défi de taille qu'est la dénonciation de problématiques sociales inquiétantes, d'injustices et d'inégalité qui affectent quotidiennement des millions de personnes. Sa position est celle de l'engagement. *Hasta Dónde* est un ouvrage solidaire, une tentative de faire écho à une grève désormais gravée à jamais dans l'histoire de la Colombie. L'ouvrage se veut aussi une critique des appareils de communication occidentaux. Ces derniers, soumis à la logique marchande et au dictat du *buzz* médiatique, ont tout bonnement cessé de relayer les informations liées à la grève colombienne, alors que les événements tragiques continuaient de se succéder, et ce, malgré la fin des mobilisations. Assassinats ciblés de leaders sociaux, dépossession des terres paysannes, déplacements forcés, enjeux de racisme et inégalités sociales ; voilà quelques scandales qui meublent inévitablement le

quotidien de nombreux Colombien.ne.s, dans le silence complice des classes dominantes des pays comme le Canada et de leurs médias. Nous n'attendons rien d'eux ; nous cherchons simplement à prendre le relais, à rendre visibles des faits qui restent pour la plupart ignorés. Ensuite, il s'agit pour nous d'une mise en garde : tout mouvement social sera confronté à ses récupérateurs. L'élection de mai 2022 annonce cette opération de récupération, où les politiciens et politiciennes progressistes feront tout pour se montrer sous l'étendard des « dignes représentant.e.s » du *Paro nacional*. Dans ce festival, on entendra aussi des fascistes de la trempe du président Ivan Duque ou de María Fernanda Cabal clamer qu'ils ont « bien compris » les aspirations du peuple (cette fois !) mais surtout qu'ils mettent en garde contre l'épouvantail du « castro-chavisme », cet indépassable élément de démagogie.

Enfin, cette revue est en quelque sorte un remerciement, à celles et ceux que nous avons accompagné.e.s lors de la grève nationale, qui nous ont accepté.e.s parmi leurs cercles, nous ont partagé leurs revendications, leurs frustrations, leurs tristesses, mais surtout qui nous ont révélé leur impressionnante résilience.



The background is a solid red color. There are two white diagonal lines: one in the top right corner and one in the bottom left corner, both extending from the edge towards the center.

# **SUR LES CAUSES STRUCTURELLES DE LA CRISE**

Analyse





## Sur les causes structurelles de la crise<sup>2</sup>

La Colombie est une nouvelle fois le théâtre de violences. En date du 8 mai 2021, l'État colombien était déjà responsable d'un lourd bilan : 1876 cas de violences policières, 963 détentions arbitraires, 47 homicides, 28 lésions oculaires et 12 victimes de violences sexuelles (Indepaz, 2021). Sans doute rien d'étonnant dans un pays qui connaît depuis sa fondation une guerre de classes meurtrières, épisodes de luttes tantôt silencieuses, tantôt effervescentes et farouchement réprimées. À ce jour, le passé pèse lourd sur le présent en Colombie.

### *De la violence en Colombie : un regard historique*

La gangrène de la violence d'État en Colombie s'est logée dans ses racines, à commencer par la fondation de cette nation. Le premier acte fut la colonisation espagnole qui a massacré et réduit en esclavage les peuples autochtones dans le système des encomiendas, puis des haciendas. Changeant de forme, la domination coloniale fit place à la domination étrangère de type impérialiste. À cet effet, la classe ouvrière nouvellement constituée devait servir les grandes entreprises américaines pour un salaire de crève-faim. La riposte ouvrière – qu'elle s'exprime sous une forme politique syndicale ou autre – était sévèrement punie. En 1928, la grève des ouvriers des bananeraies de l'United Fruit Cie fut réprimée dans le sang par l'armée nationale colombienne, faisant plus de 1000 victimes. Le conflit de classe

---

<sup>2</sup> Ce texte a initialement été publié sur le site des *Nouveaux cahiers du socialisme* le 14 mai 2021. Voici une version légèrement remaniée de cet article.

ne faisait que commencer. En 1948, le chef du parti libéral José Eliécer Gaitán, partisan d'une réforme agraire, est assassiné. Cet événement déclenche une période de guerre civile que l'on connaît désormais sous le triste qualificatif de *La Violencia*. Avec plus de 200 000 morts, cette dernière s'échelonne jusqu'en 1958, avant de se solder par le dit « *Frente Nacional* » (Front national), où les partis libéraux et conservateurs, désormais tous deux inféodés aux intérêts des oligarques colombiens, conclurent une alternance bipartisane du pouvoir à saveur antidémocratique. Pendant la période de la *Violencia*, émergent aussi les groupes armés paysans, constitués sous le modèle de la guérilla dans une perspective d'autodéfense face aux privilèges et à l'impunité de la grande propriété terrienne qui héritera sa richesse de l'histoire de la colonisation. En réponse à cette force ascendante, l'État développe le paramilitarisme dans les années 1970 qui se donnera comme objectif d'éradiquer les guérillas et défendre les intérêts de la propriété foncière. Même dans ses stratégies legalistes, l'organisation de la classe ouvrière est traquée. Par exemple, entre 1985 et 2003, plus de 5000 militant.e.s de l'Union patriotique (UP) furent assassiné.e.s par des groupes armés d'extrême droite et ce, dans le silence complice du gouvernement.

*Et puis, la paix ?*

Une lueur d'espoir était apparue en 2016 lorsque le gouvernement de Juan Manuel Santos (2010-2018) avait signé un accord de paix historique avec les FARC-EP. Cet accord – malgré toutes ces imperfections – avait réussi à aborder minimalement la question des changements sociostructurels,

c'est-à-dire ni plus ni moins que les conditions de possibilité de la paix en Colombie. Le gouvernement d'Iván Duque en a décidé autrement. Il a mis en échec le processus de paix, ce qui n'a pas manqué de provoquer une augmentation massive des assassinats politiques de leaders sociaux et d'anciens guérilleros (plus de 1000 depuis 2016). À partir de 2019, ce même Duque revient à la charge avec un agenda politique explicitement néolibéral qui cherchait notamment à faire reculer l'âge de la retraite. Ces politiques impopulaires poussent les masses à la rue. Le 21 novembre 2019, un premier appel au « Paro nacional » (grève générale), forte mobilisation qui perdurera jusqu'au 25 mars 2020, avant de fléchir en raison de la pandémie de COVID-19.

### *Le conflit actuel*

Seulement, en 2021 les classes populaires de Colombie n'avaient simplement pas le choix de battre le pavé. Face à une gestion de la crise sanitaire catastrophique (troisième pire bilan d'Amérique latine derrière le Brésil et l'Argentine) et une réforme du système de santé aux accents suicidaires qui, défiant toute logique, cherchait – en pleine pandémie ! – à s'attaquer au peu de ce qui restait de l'accès aux soins de santé publics, les classes les plus paupérisées étaient déjà accolées au pied du mur. Il en fallait déjà peu pour que tout explose et c'est à ce moment que le président Duque propose comme élément de sortie de crise sa *reforma tributaria*. Cette réforme fiscale, pour la résumer schématiquement, pose la question suivante : *comment augmenter les recettes fiscales ?* Au moment où les pays occidentaux penchent

massivement vers des méthodes de relance économique keynésienne et s'endettent sans limites pour pallier à la crise sanitaire actuelle, la petite clique de politiciens du pays de Bolivar reste fidèle à elle-même : une bourgeoisie comprador) inféodée aux intérêts du grand capital. La réponse du gouvernement Duque se trahit elle-même par sa si grande simplicité d'esprit : ceux et celles qui vont payer la note de la pandémie, ce ne sont pas les grandes entreprises multinationales, mais plutôt les classes populaires (prolétaires, paysan.ne.s et la classe moyenne inférieure). Au moment où le taux de pauvreté national a monté en flèche passant de 37% à 42.5% de la population – ce qui veut dire 21.021.564 Colombien.ne.s sous le seuil de pauvreté (DANE, 2021) –, ce gouvernement trouve judicieux de taxer davantage les produits de base (chocolat, sel, sucre, café, poulet, etc.) et d'augmenter les impôts de ceux et de celles qui ont déjà la corde au cou.

La réponse ne se fait pas attendre bien longtemps. Les syndicats et divers groupes politiques de gauche en appellent à un nouveau Paro nacional, prévu pour le 28 avril. L'appel est entendu par des secteurs très larges de la population; on ne dénombre pas moins de 5 millions de personnes dans les rues. Tous les jours depuis, des manifestations monstres dévalent dans les grandes villes de Colombie, où des affrontements avec les forces de l'ordre éclatent en marge de certains cortèges. Face à cette victoire ostentatoire des classes populaires, le gouvernement utilise la dernière carte qui lui reste : la répression physique et sa rhétorique démagogique qui consiste à accuser la guérilla, le narcotrafic ou même le Venezuela de contrôler le

mouvement de l'intérieur. Le *joker* de la violence n'en est cependant pas moins une arme à double tranchant : le *Paro nacional* se dresse en bloc, indivisible, contre les violences de la police et lutte pour une Colombie plus sociale. Tous les secteurs de la société se mobilisent à cette fin et convergent pour faire entendre leurs voix : des paysan.ne.s, autochtones et afrodescendant.e.s, jusqu'aux étudiant.es, en passant par le prolétariat et la classe moyenne.

*La gauche a-t-elle une chance ?*

Aux dernières élections présidentielles de 2016, l'actuel président Iván Duque se qualifie au second tour contre Gustavo Petro, chef de la formation de gauche réformatrice *Colombia Humana*. Dans ce pays où l'histoire de la gauche – même la plus modérée – est tracée en lettres de sang (en témoigne le massacre de l'UP), la présence de Petro au second tour constituait déjà une certaine victoire. Face à une crise d'hégémonie politique ouverte du gouvernement colombien et une élection présidentielle prévue pour cette année (2022), la gauche parlementaire saura-t-elle tirer son épingle du jeu ? Pour l'instant, rien n'est assuré. Le problème ne semble pas tant assimilable au fait que la masse électorale colombienne ne penche pas à gauche de l'échiquier politique. Au contraire, 73% des colombien.ne.s disaient appuyer la grève à son lancement et le soutien populaire au gouvernement actuel fond comme neige au soleil. La situation devrait plutôt être pensée ainsi : plus le mouvement avance et plus le *Paro nacional* prend des allures rigoureusement démocratiques et autogestionnaires. Les accusations de mainmise des syndicats ou de quelques organisations que ce soit

sur le mouvement sont simplement irrecevables, la spontanéité de la base qui le mène échappe pour le moment à toute représentation politicienne. Pour gagner cette joute, la gauche parlementaire sera amenée à se lancer dans une entreprise de récupération, c'est-à-dire qu'elle devra tenter de se hisser au-dessus du mouvement et de prouver à la base qui le fait vivre qu'elle en est la digne représentante. Les dés ne sont pas joués et rien n'est gagné d'avance. En attendant, la répression de Duque suit son cours et radicalise la détermination du mouvement.



**EN MARGE DES  
MOBILISATIONS COLOMBIENNES :  
ATELIER D'URBANISME  
CRITIQUE DANS UN  
BIDONVILLE DE SOACHA**

Reportage





## En marge des mobilisations colombiennes : atelier d'urbanisme critique dans un bidonville de Soacha<sup>3</sup>

Le développement urbain chaotique des grandes villes de Colombie n'est pas sans conséquence. Obéissant à des intérêts privés et de la guerre, la dynamique de densification urbaine ne fait les frais d'aucune planification générale. En matière de planification de l'urbanisation, c'est en effet à un délaissement pur et simple de l'État auquel on assiste, où presque aucune infrastructure publique supplémentaire n'est érigée afin de combler les besoins essentiels (que ce soit en santé, en éducation, etc.). Dans la municipalité de Soacha, en périphérie de la capitale colombienne, cette dynamique urbaine atteint son paroxysme de saturation, au détriment des classes populaires.

Samedi 22 mai 2021 à 12h, nous rejoignons Selene ainsi que d'autres membres du groupe de défense de droits humains *Itoco* dans le centre de Bogotá. Un atelier d'éducation populaire est prévu dans la Comuna 4 de Soacha, là où un refuge de fortune s'est spontanément érigé en juin 2020 suite aux difficultés économiques et sociales qu'a entraînées la pandémie de COVID-19 en Colombie. Un peu de retard dans l'horaire nous amène à prendre un taxi au vol pour parcourir les quelque 25 km qui séparent Bogotá de Soacha. À l'extérieur de l'heure de pointe, nous ne prenons pas moins de deux heures pour nous rendre au point d'arrivée, tant une masse frénétique de véhicules

---

<sup>3</sup> Ce texte est originellement paru sur le site Plateforme Altermondialiste le 24 mai 2021. Il a ici été révisé.

s'engouffre dans un trafic interminable. Une fois arrivé.e.s à Soacha, nous prenons un autobus de quartier qui nous mène au plus haut point de la montagne, un point totalement isolé des services publics. L'aménagement urbain prend des allures mixtes entre bidonville et aménagement urbain moyennement régulé, où s'entrecoupent des petits commerces formels et des taudis artisanaux de briques et de taules. Encore quelques minutes de marche et nous arrivons au *Albergue humanitario Teo Aldana*, refuge humanitaire qui porte le nom d'un enfant assassiné par la police lors d'une descente par les forces de l'ordre qui avait pour but d'expulser les gens de ce même lieu. On nous accueille dans une petite pièce – décrépite, mais fonctionnelle – qui empile divers membres d'une quinzaine de familles, principalement des femmes, prêtes à assister à l'atelier.

Une première présentatrice s'avance devant la petite foule et propose une récapitulation du dernier *taller* (atelier). Les thématiques soulevées furent notamment celles de la reproduction de la violence structurelle à l'échelle individuelle. L'animatrice amena particulièrement l'assemblée à réfléchir ce refuge de fortune non pas comme le fait d'erreurs de parcours individuelles, mais plutôt comme le résultat d'une dynamique globale propre au sous-développement de la région. Les conclusions du dernier panel furent aussi exposées : « nous devons nous engager dans une lutte pour la vie digne (*lucha por la vida digna*) », ce qui inclut l'accès à l'éducation, à la santé et à un logement adéquat.

Avant de débiter la seconde partie de l'atelier, un tour de table est proposé afin que chaque participant.e puisse se présenter. Les profils sont multiples, mais se rejoignent de par leurs conditions matérielles d'existence. Une femme, bébé sous le bras, explique son parcours tumultueux. Cette dernière est issue de la ville de Bucaramanga, située au nord de la cordillère orientale, avant de devenir une déplacée en raison de motifs économiques. La pandémie, ayant fait fondre les possibilités d'emplois, l'a amenée à la rue, errant une dizaine de jours avec ses enfants et son mari avant d'atterrir ici, en périphérie de Soacha. À l'opposé de la salle, une autre femme prend la parole. Victime de violence conjugale et souffrant d'épilepsie, elle « remercie Dieu » de l'avoir amenée au campement. Sans cette communauté trouvée, elle serait morte à la rue, succombant à ses blessures. Les autres profils expriment tout autant cette misère sociale qui s'est logée en Colombie depuis trop longtemps. Plusieurs sont des déplacé.e.s forcé.e.s de la violence, ayant fui la campagne à cause de la montée du paramilitarisme. D'autres arrivent du Venezuela, en quête d'une vie meilleure (ce qui n'arrive visiblement pas à chacun.e des 1,7 million de réfugié.e.s de ce pays en Colombie).

Selene commence maintenant le second atelier. Elle nous convie à un véritable cours d'urbanisme critique, décortiquant les problématiques de développement urbain de la municipalité de Soacha qui poussent les gens à l'extrême précarité. Elle commence par tracer une carte de Soacha sur laquelle les participant.e.s sont invité.e.s à identifier les principales infrastructures présentes sur le territoire. On demande de cibler

les lieux culturels, ceux réservés à l'éducation, à la santé, les espaces publics, mais aussi les centres de production. Le contraste est accablant : une ville avec plus d'un million d'habitant.e.s ne possède que trois hôpitaux dont seulement deux publics. On ne compte aussi qu'une poignée d'écoles élémentaires et dénote l'absence d'un service d'aqueduc universel. Bref, les infrastructures ne peuvent simplement pas supporter une telle masse de gens. Selene commente : « notre exclusion de ces espaces n'est rien de plus qu'une méthode de l'État pour nous reproduire comme classe ».

Plus encore, cette dernière enchaîne en pointant le développement contradictoire de l'espace urbain. Ce dernier n'est pas unilatéralement précaire. Au milieu des petits commerces informels de Soacha se dressent les usines et les énormes centres miniers en basse-cour de la ville qui souillent la terre pour y extraire des matériaux de construction. Pour compléter le portrait, Selene note la présence d'un grand nombre de mégaprojets de logements. Ceux-ci devraient-ils être accueillis à bras ouverts ? Au contraire, clame-t-elle, car, suivant une logique marchande de privatisation de l'espace, ces derniers sont peu abordables et sont construits sans considérer les besoins essentiels en matière d'infrastructures publiques. En ce sens, l'idée de tours à logements dépourvus de service d'eau potable n'est pas perçue d'un très bon œil par les résident.e.s actuel.le.s. Selene dénonce donc cette spirale infernale, où toujours plus de personnes sont rejetées en périphérie du centre de la capitale, sans infrastructures sociales et sanitaires correspondantes.

Ensuite, d'autres intervenantes conduisent des ateliers relevant plutôt du travail social. On y expose les rudiments de la vie en communauté et la gestion de ses émotions face à tant de difficultés. Un consensus de règles de vie commune est finalement conclu, dont les piliers centraux sont la communication et la solidarité. Vient à l'assemblée le temps de se positionner politiquement sur le mouvement social actuel en Colombie. Ayant pour la plupart déjà tous et toutes participé.e.s aux mobilisations qui s'éternisaient en date du 22 mai depuis 25 jours, le mot de la fin consistait à réaffirmer l'importance de s'organiser et de se joindre au mouvement afin de pousser les revendications propres au *Albergue* (refuge), celles d'une vie digne.

Une fois l'atelier terminé, au beau milieu des rires et des cris des enfants, nous sommes apostrophé.e.s par un autre membre de l'organisme *Itoco*, qui propose de nous dresser un portrait général de la municipalité de Soacha. Dans un premier temps, ce militant explique que Soacha s'est constituée à travers un exode des classes populaires vers la périphérie de la ville en raison des prix des loyers, le manque de travail et la surpopulation à Bogotá. Dès lors, Soacha a été le théâtre d'une explosion démographique sans précédent : le dernier recensement de 2016 confirme 522 442 habitant.e.s, alors qu'il est aujourd'hui supposé que la population s'élève à plus d'un million. Ensuite, il explique la stratégie économique de l'État pour faire face à la pandémie, qui consistait à alléger les charges fiscales des grandes entreprises et des banques pour s'assurer de leur loyauté. Inversement, le sort réservé à la population colombienne était

tout autre : la quarantaine stricte sans aide gouvernementale, solution difficilement praticable dans un pays où plus de 40% de la population vit de l'économie informelle (donc d'un travail journalier) et que l'épargne des particuliers est presque impossible avec un salaire minimum mensuel qui s'élève à 828 126 pesos colombiens pour le secteur formel (ce qui représente plus ou moins 266\$ canadiens).

Soacha est à l'image de la Colombie, celle d'un pays inégal et contrasté dans son développement urbain. Son gouvernement possède en effet la mauvaise manie d'investir toujours plus dans la répression et toujours moins dans le social. Pour preuve, à défaut de toutes les infrastructures manquantes, Soacha est doté d'une énorme station de police. Au lieu de prendre les problèmes sociaux par leurs racines, on préfère coopter les effets négatifs de la pauvreté à l'aide d'un arsenal policier de plus en plus militarisé. En parallèle, c'est aussi précisément ce qui se passe avec la grève générale actuelle, le *Paro nacional*. Plutôt que de répondre aux demandes de la population qui a vu son niveau de vie fondre lors de la pandémie, la pauvreté passant de 35% à 42,5%, le gouvernement d'Iván Duque cherche à réprimer le mouvement social par tous les moyens possibles, dont les exactions violentes sont monnaie courante.



**LA «GENTE DE BIEN» OU  
L'IDÉOLOGIE FASCISANTE  
DES CLASSES DOMINANTES  
DE COLOMBIE**



Analyse





RESISTE

LUCHA

¿POR QUÉ  
NO LOS  
MIRIAN?

Puerto

P R

SOAT

## La « gente de bien » ou le reflet de l'identité fascisante des classes dominantes de Colombie<sup>4</sup>

*La « gente de bien » : nouvel agent d'une conjoncture ou paramilitarisme déguisé en bonnes intentions ?*

Le 14 juin dernier, dans la municipalité de Las Mercedes, en périphérie de la ville de Cúcuta, capitale du département du Norte de Santander, des membres de l'organisation paysanne du Comité unitaire du Catatumbo entamaient des négociations avec le gouvernement régional dans le cadre du *Paro nacional* (grève générale) qui secoue le pays depuis le 28 avril dernier. C'est en matinée que des civils, opposés à la grève, autoproclamés « *gente de bien* » (« bons citoyens » ou « gens de bien ») se présentent sur les lieux, avant de barricader l'entrée principale avec du fil de fer. Les différents acteurs s'étant réunis à la table de négociation – le gouverneur départemental y comprit – seront privés de liberté, séquestrés pendant près de 13 heures dans le bâtiment, sans eau ni nourriture. La police, déployée pour cette raison, ne semble pourtant pas alarmée par la gravité de la situation et opte pour un faux-semblant d'intervention<sup>5</sup>. Cette situation est d'autant plus inquiétante qu'elle est la pièce la plus récente d'une chaîne d'événements qui marquent un incrément des agressions civiles autonomes contre la grève en cours, et ce avec la complaisance des forces de l'ordre. C'est aussi le spectre du paramilitarisme

---

<sup>4</sup> Ce texte a initialement été publié sur le site d'Archives révolutionnaires le 24 juin 2021.

<sup>5</sup> Voir la publication faite par l'Equipo Juridico Pueblo, « Nueva agresión contra la protestación social en el Catatumbo », 14 de junio, 20h21, via Facebook.

colombien qui plane sur ces événements funestes, où cette extrême droite active au nom de « l'endiguement du communisme » possède dans les faits un programme politique beaucoup plus large qui passe du narcotrafic à la défense du grand capital étranger, jusqu'à l'extermination physique du mouvement paysan.

L'avant-veille, le 12 juin 2021, dans la municipalité de El Zulia à moins de 200 de kilomètres de Cúcuta, une attaque violente orchestrée par des civils était dirigée contre d'autres paysan.ne.s qui s'étaient réuni.e.s pour ériger des blocages routiers. La nuit tombée, aux alentours de 20h40, la garde paysanne remarque l'arrivée de six individus à moto. Aussitôt descendus de leurs véhicules, les suspects - encore une fois auto-étiquetés comme « *gente de bien* » - commencent à ruer de coups les paysan.ne.s rassemblé.e.s au point de blocage, les accusant à tort d'être des membres de la guérilla. Après avoir violenté plusieurs membres de la communauté, les six hommes se révèlent être équipés d'armes à feu de différents calibres. Ils décident alors de tirer sur la petite foule, déchargeant plus de 150 coups dans des directions aléatoires. Deux paysans sont touchés, dont l'un grièvement blessé. Une fois la fusillade terminée et la panique mortellement installée, les individus se targuent de faire partie d'une organisation paramilitaire de la région<sup>6</sup>.

---

<sup>6</sup> Colombia Informa, « Paramilitares disparan a campesinos movilizados en el Catatumbo », 13 juin 2021.

À ce niveau, la suite des événements commence à tracer une conjoncture politique, puisque les interventions armées de civils contre le mouvement social actuel ne constituent plus une simple collection d'événements isolés. Le 9 mai dernier à Cali, troisième ville de Colombie, des hommes habillés en civil, parmi lesquels se sont aussi insérés quelques policiers, ont ouvert le feu contre un contingent autochtone d'une manifestation, faisant six blessés<sup>7</sup>. Le 28 mai, toujours à Cali, un groupe de civils organisés, dont un dénommé Andrés Escobar, coordonne une agression armée contre une manifestation soulignant le premier mois du mouvement social. L'événement s'est déroulé alors que l'homme en question s'était volontairement glissé dans les rangs de la police antiémeute ; celle-ci, loin d'être perturbée par la présence d'un civil équipé d'une arme de poing, opère conjointement avec lui, chargeant la foule qui vient tout juste d'être victime d'une fusillade<sup>8</sup>. Dans une vidéo donnée au quotidien *El Tiempo*, Escobar, agent d'influenceur de métier et milicien dans ses temps libres, se défend d'appartenir à quelque organisation paramilitaire, rétorquant qu'il serait plutôt... « une personne de bien », c'est-à-dire, selon lui, une personne « travailleuse, sans antécédent judiciaire, payant des impôts et apportant des emplois à la société <sup>9</sup> ». Évidemment, la défense d'Escobar voulant qu'il ne soit pas un paramilitaire n'est rien de plus qu'un mensonge éhonté, contredit par sa propre description des

---

<sup>7</sup> El País, « Civiles armados disparan a grupos indígenas y el caos se apodera de Cali », 10 de mayo 2021.

<sup>8</sup> Une vidéo troublante publiée sur Instagram filme la scène : <[https://www.instagram.com/tv/CPbrfRtDrat/?utm\\_source=ig\\_embed&ig\\_rid=9b09da71-0865-4478-a83d-30e5b1060653](https://www.instagram.com/tv/CPbrfRtDrat/?utm_source=ig_embed&ig_rid=9b09da71-0865-4478-a83d-30e5b1060653)>.

<sup>9</sup> Voir le témoignage d'Escobar mise en ligne : El Tiempo, « Habló Andrés Escobar, el civil que apareció disparando en Cali », 2 de junio 2021.

événements où il se présente explicitement comme un civil qui s'arme avec un groupe pour défendre la propriété privée de sa ville.

Que le paramilitarisme constitue une force contre-insurrectionnelle qui cherche à briser la grève sociale, suivant une stratégie de sous-traitance de la violence étatique, cela ne constitue guère un phénomène nouveau en Colombie. Néanmoins, ce dont on peut être assuré, c'est que la dynamique paramilitaire – recyclée en formation de « bandes criminelles » depuis la décomposition des FARC-EP en 2016 – est désormais réactivée dans une perspective d'intervention directe et violente contre le mouvement social. Ce qui est aussi symptomatique dans les cas analysés ici, c'est le recours à l'auto-assignation du concept de « *gente de bien* » ou du qualificatif de « bons citoyens » pour justifier leurs pratiques. Plus qu'un simple discours référant au « gros bon sens » ou à la décence commune, la notion de *gente de bien* constitue en fait le paravent idéologique des forces sociales réactionnaires de la Colombie. Loin d'une éthique de vie moralement exigeante, il s'agit plutôt d'un discours qui cherche à masquer le camp que ces derniers ont choisi dans la guerre de classes ouverte qui déchire actuellement le pays. En tant qu'idéologie organique des classes dominantes du pays, elle se porte au secours de leurs intérêts matériels, intérêts remis en cause dans le climat actuel du *Paro nacional* colombien.

*Gente de bien : une analyse discursive*

Pour saisir le contenu du concept de *gente de bien*, on peut d'abord tendre l'oreille aux personnes qui s'en réclament. À ce titre, ce qu'affirmait le paramilitaire Andrés Escobar peut nous servir de point de départ : la *gente de bien* serait une catégorie méliorative qui décrit les personnes qui respectent la loi, l'intégrité des institutions républicaines et les forces de l'ordre qui les défendent. En définitive, il s'agit d'une forme assez classique de conservatisme politique qui s'accompagne de ses extensions caractéristiques, notamment la vénération de la famille traditionnelle, de la religion et de la patrie. Si le noyau dur du conservatisme est, sous des configurations variables, répandu dans toutes les classes dominantes du monde (et possède même une dimension interclassiste, en venant phagocyter les classes populaires), ses spécificités idéologiques se sont cristallisées en Colombie au début des années 2000 autour du courant de l'uribisme. Álvaro Uribe - ex-président de la Colombie (2002-2010) et mentor de l'actuel président Iván Duque, par ailleurs toujours très influent sur la scène politique colombienne -, l'uribisme n'est rien de plus qu'une apologie des politiques menées par ce dernier et plus particulièrement de son modèle de « sécurité démocratique » qui visait soi-disant à renforcer l'État de droit. Appliquée entre 2002 et 2010, cette politique militariste supportée par les États-Unis à travers le *Plan Colombie* était centrée sur l'élimination de « l'ennemi intérieur », c'est-à-dire les citoyen.nes colombien.nes boucs émissaires qui incarnaient dans la schizophrénie guérreriste les guérillas

communistes de l'ELN<sup>10</sup> et des FARC-EP<sup>11</sup>. Mais, en deçà de cette façade de protection des libertés démocratiques, c'est l'ensemble du mouvement social colombien qui a été violemment réprimé au nom de la lutte contre le terrorisme ; en témoigne un bilan tout simplement catastrophique en termes de droits humains, où des milliers d'exécutions extrajudiciaires ont été encouragées dans les corps policiers et militaires, en plus d'une collaboration étroite avec les groupes paramilitaires organisés. Sous la gouverne d'Uribe, la loi *Justicia y Paz* de 2005 a effectivement lavé les crimes des paramilitaires, leurs offrant des remises de peine avantageuses. À cette époque, suivant les propos des chefs paramilitaires Vicente Castaño et Salvatore Mancuso, les paramilitaires contrôlaient directement près de 35 % des sièges au Congrès colombien<sup>12</sup>.

Face à cela, la cristallisation idéologique de la *gente de bien* comme déclinaison de l'uribisme correspond effectivement à un conservatisme social et culturel typique, auquel s'ajoute une doctrine de l'ennemi intérieur, véritable paranoïa militariste dirigée contre certains groupes sociaux jugés subversifs et associés au choix dans le cadre de ce discours conservateur aux

---

<sup>10</sup> À propos de la plus récente montée en puissance de l'ELN (*Armée de libération nationale*) : Karen Arteaga Garzón, Gwen Burnyeat, Andrei Gómez-Suárez & Germán Otálora Gallego. "Trump, Venezuela and the ELN: The Geopolitics of Peace in Colombia", *Americas Quarterly*, July 1 2020.

<sup>11</sup> Au sujet des FARC-EP (*Forces armées révolutionnaires de Colombie - Armé du peuple*) pendant la période de la sécurité démocratique, voir : Pécaut, Daniel. « Les FARC : longévité, puissance militaire, carences politiques », *Hérodote*, vol. no 123, no. 4, 2006, pp. 9-40.

<sup>12</sup> Philippe Dufort. « Paramilitarisme et scandale de la parapolitique en Colombie », *La chronique des Amériques*, N.17, Octobre 2007. p.5.

groupes armés. Les forces de l'ordre seraient ici le dernier rempart contre la barbarie qu'incarnerait le programme politique du terrorisme guérillero. Si la majeure partie des individus se réclamant de la *gente de bien* ne s'organise pas en groupes paramilitaires (ou ne les appuie pas particulièrement), il n'en demeure pas moins que le paramilitarisme reste dans ces esprits un acteur relativement « inoffensif » du conflit social colombien, supposément moins important et violent que la guérilla communiste. Au final, dans la mesure où elles s'opposent à l'ennemi intérieur, ces organisations d'extrême droite peuvent très bien être ouvertement appuyées par de bons samaritains défenseur.e.s de l'uribisme. Toujours est-il que la réalité montre un tout autre état de choses : entre 2002 et 2006, au début du règne politique d'Uribe, on ne compte pas moins de 20 000 homicides par an, la plupart relatifs à la violence politique ; 60 % de ces assassinats sont attribuables au paramilitarisme, contre seulement 25 % à la guérilla<sup>13</sup>.

### *Une opposition de classe*

Le conservatisme politique de ladite *gente de bien* ne se résume cependant pas à une simple « préférence » politique pour le statu quo et à la militarisation du conflit social. Si le concept de *gente de bien* possède effectivement une dimension interclassiste et constitue un discours officiel qui est parfois relayé par les classes populaires, c'est seulement certains agents appartenant aux classes moyennes qui se mobilisent dans le cadre de tactiques paramilitaires pour attaquer violemment le mouvement social.

---

<sup>13</sup> *Ibid.* p. 3.



On peut aussi préciser qu'il existe définitivement des paramilitaires dont l'origine socio-économique est précaire, mais les réseaux du paramilitarisme constituent un lieu d'ascension sociale : l'association directe avec le narcotrafic, les taxes de protection payées par les grandes entreprises pour réprimer la contestation et le vol des terres des paysan.ne.s constituent autant de méthodes pour s'accaparer une part profitable de la plus-value socialement produite. C'est ici que les beaux discours fondent au grand soleil de l'idéologie pour révéler ce qu'ils sont *in concreto* : des intérêts matériels.

Face à cela, si la guilde des bons citoyens autoproclamés ne forme sans doute pas le *nec plus ultra* de la bourgeoisie colombienne ou du capital étranger qui pille les richesses du pays, elle n'en demeure pas moins un acteur privilégié de la hiérarchie sociale. Appartenant aux classes moyennes supérieure et médiane, ces personnes œuvrent massivement dans des professions libérales bien rémunérées ou sont des petits propriétaires dans des secteurs concurrentiels du capital. Ces fractions privilégiées de la classe moyenne sont ainsi socialement enclines à s'opposer au *Paro nacional*, spécialement lorsque celui-ci s'attaque directement aux commerces à travers la pratique de l'émeute et du pillage. Dans la conjoncture actuelle, l'idéologie conservatrice spécifiquement colombienne connaît une transformation de son contenu interne. L'ennemi intérieur y est substitué, passant de la figure du *guerrillero* à celle du *vándalo*, jeune des quartiers populaires qui ne respecte ni la police ni la propriété privée et qui refuserait d'entrer dans les circuits

formels « respectables » d'ascension sociale (entendre ici : le travail salarié)<sup>14</sup>.

Ce que le concept de *gente de bien* cherche donc à produire, c'est une distinction sociale, une opposition face aux gens qui, contrairement à elle, ne seraient pas de « bons citoyens ». C'est directement les classes populaires qui sont visées, celles qui n'ont pas des conditions suffisantes leur permettant d'adopter le mode de vie que cette bonne société vante comme le salut social désirable. La figure du travailleur gagnant dignement sa vie à la sueur de son front est alors opposée à la réalité des quartiers populaires. Néanmoins, là où la *gente de bien* aimerait y voir une démonstration de bassesse morale et de paresse, une explication platement matérialiste permet de mettre en lumière les conditions de vie des classes dominées de la Colombie et les stratégies politiques qui s'en suivent.

On peut commencer par souligner le fait que la pandémie a durement frappé le pays en termes de conséquences sociales, le taux de pauvreté national montant en flèche de 35% à 42%. Aujourd'hui, près d'un jeune adulte sur deux n'a pas accès à l'école et n'occupe aucun emploi. Le taux de chômage est en effet astronomique, au moment où tous les surnuméraires s'engouffrent dans une économie informelle depuis longtemps

---

<sup>14</sup> Déjà en 1965, Camilo Torres, figure mythique du mouvement révolutionnaire colombien, mettait en garde contre l'inaccessibilité aux canaux d'ascension sociaux officiels, car cette privation fait nécessairement naître des canaux illégaux. Torres, déjà à son époque, prenait l'exemple de la guérilla. Camilo Torres. « La violencia y los cambios socioestructurales », *El pensamiento de un revolucionario*. Ocean Sur. 2015.

saturée. Dans ces conditions matérielles d'existence intenable, l'enjeu n'est ni plus ni moins que la survie. Les affrontements violents avec la police et le recours à l'émeute ne sont pas une question de choix éthique, mais la seule stratégie politique viable pour ces jeunes prolétaires en quête de transformations sociales. Cependant, les bons citoyens de tout acabit ont aussi un point de vue qui est bien à eux : ils n'acceptent pas que leurs petits commerces soient saccagés par une masse qui remet en question leur collection de privilèges.

*Citoyens exemplaires et actions violentes : la gente de bien comme paravent idéologique du paramilitarisme*

Dans un contexte de remise en question profonde de leurs intérêts matériels, le sacro-saint respect de la loi s'applique cependant à géométrie variable pour ces personnes qui ont toujours eu les institutions sociales de leur côté. La question n'est donc pas de savoir si leurs pratiques politiques doivent se conformer au critère de la légalité, mais si leur intervention défend les institutions actuelles. Face à l'intensité de la crise et à l'histoire du conflit colombien, le chemin à prendre est inscrit dans le ciel : celui des armes. Il y a ainsi un drôle de glissement sémantique : partant du principe inviolable du respect de la loi, la *gente de bien* prend illégalement les armes pour la défendre<sup>15</sup>. C'est sans doute ce qui faisait dire au sénateur Gustavo Petro, chef du parti Colombia Humana et candidat à la prochaine élection présidentielle, que « les [vrais] bons citoyens ne

---

<sup>15</sup> Il est aussi à noter que le paramilitarisme a été légalement encadré par la loi 48 de 1968 (et ce jusqu'en 1989). Voir à ce propos : Leila Celis, *Lucha campesinas en Colombia (1970-2016)*. *Resistencia y sueños*. Ediciones desde abajo. 2018. pp.38-39.

possèdent pas de fusil dans leur maison, ils ont plutôt des livres et de l'amour pour leurs enfants ».

Si cette citation frappe le bon sens, notre objectif n'est pas de prendre à contre-pied le contenu idéologique du concept de *gente de bien*, mais plutôt d'en distinguer une dimension formelle et une informelle. Formellement, il s'agit, comme nous l'avons vu, d'une apologie des institutions actuelles et des forces sociales qui la défendent. Informellement, cependant, ce discours a une extension violente qui incite à l'intervention proactive de civils pour défendre le capital et le régime de la propriété qui le fonde. Au final, le concept de *gente de bien* est un écran idéologique pour l'action paramilitaire.

*Culture de l'impunité, consolidation du bloc au pouvoir et pérennité de la dynamique paramilitaire*

Comment se fait-il que dans un pays soi-disant démocratique (« la plus vieille démocratie d'Amérique latine » diraient certain.e.s apologistes), il soit possible de prendre les armes aux côtés de policiers dans l'objectif de tuer des manifestant.e.s et d'installer un climat de terreur ? Le premier élément de réponse est sans doute la culture de l'impunité qui forme l'alpha et l'oméga des institutions colombiennes. Ce laxisme face aux mécanismes de répression extrajudiciaire ne date pas d'hier, la corruption des membres du gouvernement par le narcotrafic dans les années 1980 a aussi laissé le champ libre aux *sicarios* pour commettre toutes sortes d'exactions sans avoir à craindre une condamnation judiciaire digne de ce nom.

La montée en puissance du paramilitarisme dans les années 1990 est aussi symptomatique de cette culture : pour cause de violence paramilitaire, pas moins 14 476 personnes ont été assassinées entre 1988 et 2003 selon les chiffres officiels (donc assurément beaucoup plus) et plus de trois millions de personnes sont devenues des déplacé.e.s forcé.e.s<sup>16</sup>. Néanmoins, la conjoncture de la politique de sécurité démocratique enclenchée par Uribe n'a que renforcé le clientélisme et la corruption des fonctionnaires d'État<sup>17</sup>. Toute cette violence a culminé avec le plus récent scandale des faux positifs où, sous les deux mandats d'Uribe, près de 6 400 jeunes hommes – surtout issus des quartiers populaires – ont été assassinés par l'armée et déguisés en guérilleros pour augmenter artificiellement les statistiques quant au démantèlement de la guérilla<sup>18</sup>. Ces actions étaient encouragées et récompensées par le gouvernement, en plus d'assurer des promotions dans la hiérarchie militaire ou quelques journées de vacances supplémentaires.

La culture de l'impunité – qu'elle soit paramilitaire ou simplement étatique – n'explique cependant pas à elle seule comment des citoyens au cœur pur peuvent décider de s'armer afin d'en tuer d'autres. Certes, la police et l'armée appuient implicitement ces actions autonomes et jamais aucun de ces

---

<sup>16</sup> Carlos Gutiérrez. « Impunité pour les paramilitaires colombiens », *Le Monde diplomatique*, Octobre 2005.

<sup>17</sup> Hernando Calvo Ospina. « Álvaro Uribe, un professeur embarrassant », *Le Monde diplomatique*, 25 mars 2011.

<sup>18</sup> La Presse. « Plus de 6400 civils exécutés par l'armée », 18 février 2021.

assassins ne sera réellement puni, ce qui peut constituer un incitatif. Par contre, la culture de l'impunité n'est qu'une conséquence de la stratégie de répression qu'a choisie le bloc au pouvoir pour assurer la consolidation de son hégémonie. C'est donc dire que les classes dominantes de Colombie utilisent la carte du paramilitarisme comme une manière d'asseoir leur pouvoir, notamment par l'instrumentalisation de la terreur à des fins politiques.

*Conclusion : les classes moyennes fascisantes et la possibilité d'une dérive autoritaire*

Finalement, la *gente de bien*, nous l'avons vu, comme fixation du conservatisme politique sur la formation sociale colombienne, représente l'idéologie dominante. Cette idéologie possède une double dimension. D'un point de vue formel, il s'agit d'une idéologie qui possède un caractère interclassiste, où même les classes populaires peuvent adhérer aux idées de respect de la propriété, du travail, des traditions et des forces de l'ordre en tant qu'elles apparaissent comme gardiennes de ces institutions contre l'ennemi intérieur (*guerrilleros* ou *vándalos*, peu importe). Seulement, la haute formalité de ce discours est dépassée par les faits, puisqu'elle n'est qu'une idéologie-écran de ce qu'elle défend réellement, à savoir les intérêts du capital étranger, de la bourgeoisie nationale et des grands narcotrafiquants.

D'un point de vue informel, le paramilitarisme est donc l'outil privilégié pour se porter à la défense d'un ordre social fissuré par ses contradictions. Là, néanmoins, l'activité paramilitaire de la

*gente de bien* évacue toute référence interclassiste : elle est purement et simplement le fait d'une classe moyenne réactionnaire, hostile aux changements sociaux. La stratégie politique de la petite propriété est ainsi tirillée : ses intérêts matériels ne peuvent se défendre que dans une alliance avec le bloc au pouvoir. Toutefois, en agissant en justiciers privés au service de l'État, ils ne défendent plus leurs intérêts immédiats, mais plutôt celui du capital monopolistique étranger. Si les fractions aisées des classes moyennes constituent donc des agents indispensables à la cohésion de la structure de classe du bloc au pouvoir, elles en forment paradoxalement la couche la plus paupérisée. Toujours est-il que ce support à la grande propriété semble indispensable à une classe moyenne qui est frontalement attaquée par la radicalité de la grève actuelle. À cette radicalité dans la lutte des classes, l'officieuse *gente de bien* prend les armes et appuie l'État dans son opération militaire de destruction du mouvement social. De ce fait, elle participe activement à la suspension de l'État de droit, institution que ces pourfendeurs de la justice avaient pourtant juré de protéger.

L'avenir de la conjoncture politique colombienne est incertain, mais le chemin vers la dictature militaire est une option probable au moment où la répression sanglante de l'État a fait plus de 70 morts et des centaines de disparu.e.s. Si les élections prévues pour 2022 sont truquées, bafouées ou simplement inexistantes, ladite *gente de bien* aura été un agent important de l'éradication des derniers semblants de démocratie en Colombie.



**COMPRENDRE  
LE PHÉNOMÈNE PARAMILITAIRE  
D'HIER À AUJOURD'HUI**



Analyse





## Comprendre le phénomène paramilitaire d’hier à d’aujourd’hui

Lors de la grève générale qu’a connue la Colombie à partir du 28 avril 2021, de nombreuses interventions paramilitaires ont été recensées dans différentes régions du pays, agissant afin de freiner l’avancée du mouvement social. Selon un rapport élaboré par la *Jurisdicción Especial para la Paz* (JEP), des pratiques d’« autodéfense » et de paramilitarisme auraient eu lieu à maintes reprises dans le cadre de la grève afin de semer la terreur chez les participant.e.s<sup>19</sup>. Le paramilitarisme semble avoir trouvé un terreau fertile en milieux urbains : les graffitis glorifiant des anciens groupes de paramilitaires ayant surgit sur les murs ainsi que les nombreuses vidéos et photos de civils armés agissant aux côtés des membres de la police nationale prouvent que le volet urbain du paramilitarisme est désormais un phonème bien vivant et n’est plus seulement cantonné à la campagne. Face à cela, il est juste de dire que le contexte récent dévoile la formation d’une phase nouvelle du paramilitarisme : celle d’agressions de civils au grand jour. Si les auteurs de ces pratiques criminelles ne se soucient aucunement de voir leur identité révélée, ce n’est qu’en raison de l’impunité qui leur est réservée (à ce sujet voir également *La « gente de bien » ou le reflet de l’identité fascisante des classes dominantes*). Manifestement, la durabilité du phénomène s’explique par la pratique coutumière de l’État qui refuse de véritablement condamner le paramilitarisme.

---

<sup>19</sup> JEP, Unidad de investigación y acusación, « Gravedad de la Situación de Derechos Humanos en Colombia : El caso del paro nacional y sus repercusiones sobre el Sistema Integral para la Paz (28 de abril al 30 de mayo de 2021) ».

### *L'évolution du paramilitarisme colombien*

Le paramilitarisme colombien d'aujourd'hui est le produit de l'évolution de ses nombreuses phases (notamment la défense de la propriété foncière et sa conversion en acteur principal du narcotrafic), dont le contexte de chacune d'entre elles détermine les pratiques de ces acteurs criminels et armés ainsi que ses conséquences sur la vie de la population civile.

Selon plusieurs, les débuts du conflit armé colombien trouveraient leur origine dans les conflits idéologiques entre libéraux et conservateurs des années 1940. À l'époque, la rivalité entre les partisans libéraux et conservateurs témoignait d'un puissant rapport de force politique entre ces derniers, les conservateurs étant les représentants de la grande propriété terrienne, alors que les libéraux avaient des idéaux plus « progressistes », plus près des syndicats et de la bourgeoisie nationale industrielle. Des guérillas libérales auront surgi à cette époque pour se défendre dans un contexte de violence bipartisane, période dénommée *La Violencia*. Ces dernières seraient à l'origine de l'émergence des guérillas paysannes, apparues en campagne au début des années 1960. Profondément inspirées de la révolution cubaine, ces guérillas émergeaient dans un contexte où l'accaparement des terres par de riches propriétaires terriens se faisait au détriment des populations rurales. C'est dans le cadre d'une posture contre-insurrectionnelle promue par l'État (et les États-Uni) en réponse à cette contestation et lutte agraire que se sont consolidés les groupes paramilitaires. Menacés par l'émergence de mouvements sociaux qui se soulevaient notamment contre la

concentration de la propriété foncière, l'État colombien a rapidement concrétisé sa stratégie : un décret émis au milieu des années 1960 aura légalisé l'armement de civils afin de « rétablir la normalité »<sup>20</sup> de manière à contrer tout appui potentiel et ainsi dissuader le reste de la population civile d'appuyer ces mouvements. L'objectif était en fait de contrer cette nouvelle dynamique révolutionnaire ; en armant certains civils, c'était aussi une manière de dissuader certains de prendre les armes. Ainsi, les groupes irréguliers de civils armés, parrainés par l'État colombien, auraient été parmi les premières formes concrètes de groupes antisubversifs organisés au service de la classe dominante.

Depuis la fin des années 1980, le paramilitarisme s'est retrouvé en pleine expansion à l'aide du financement par le narcotrafic, faisant de lui un revenu principal<sup>21</sup>. On peut dès lors dénoter une convergence historique très nette du narcotrafic et du paramilitarisme, et caractériser l'affinité de ces groupes comme du « narco-paramilitarisme ». Cette réalité a considérablement modifié l'importance des paramilitaires dans le conflit armé colombien, notamment parce que désormais ils bénéficient d'un important financement, en plus de reconfigurer leur lien avec l'État, qui ne se gêne pas de leur fournir un appui financier (en armes) et politique. Tranquillement, à travers une accumulation de la richesse basée sur la violence et la dépossession, le narco-paramilitarisme s'est davantage structuré, recourant à des tactiques militaires offensives dans une logique d'expansion du

---

<sup>20</sup> Décret n° 3398 (24 décembre 1965), « Por el cual se organiza la defensa nacional ».

<sup>21</sup> Ce ne sont pas tous les groupes paramilitaires qui ont eu recours à un financement *via* le trafic de la drogue, mais c'était tout de même une pratique répandue.

pouvoir à travers le territoire colombien, tout en s'intégrant dans la sphère politique. Les années 1980 et 1990 représentent donc le paroxysme de cette nouvelle phase organisée : les différents groupes paramilitaires se sont unis sous la bannière des Autodéfenses unies de Colombie (AUC), faisant de cette dernière le comble de la puissance paramilitaire et par le fait même un acteur principal du conflit armé colombien.

### *La connivence de l'État colombien avec les forces paramilitaires*

Malgré certaines rivalités territoriales, la convergence entre les groupes de paramilitaires est rendue possible par la compatibilité de leurs idéologies et de leurs intérêts matériels. Le dénominateur commun qui rassemble ces groupes est principalement le rejet de tout mouvement qui s'apparente à la gauche politique, considérée – parfois à juste titre, parfois par simple amalgame – comme des organisations qui menacent la concentration de la propriété terrienne et le pouvoir des élites. Ces idées ont une certaine résonance dans la classe politique ; les groupes de paramilitaires s'y fondant, tissant des réseaux de proximité avec l'État. La connivence liant ces deux groupes, que l'on associe beaucoup à la période du gouvernement Uribe, peut être caractérisée comme « para-politique »<sup>22</sup>, signifiant que la politique est élaborée à l'extérieur du cadre légal établi.

Parmi les institutions étatiques bénéficiant d'un soutien paramilitaire, il est important de noter l'assistance mutuelle

---

<sup>22</sup> Porch, Douglas et María José Rasmussen. « Demobilization of Paramilitaries in Colombia: Transformation or Transition? », p. 521.

entre forces publiques – soit les corps armés et policiers – et les groupes paramilitaires dans le cadre de la lutte contre l' « ennemi commun ». Force est de constater que l'armée régulière et les forces paramilitaires ont régulièrement travaillé de pair dans les opérations qu'ils ont conduit. On peut notamment penser au fait que l'armée a été l'auteur de nombreux massacres revendiqués *a posteriori* par les groupes paramilitaires. Plus encore, grâce à la protection et à la facilitation à l'aide d'effectifs offerts par les forces publiques, les paramilitaires ont pu réaliser de maintes opérations d'envergure militaire. Au sujet de cette alliance, un lieutenant-colonel haut gradé de l'armée du nom d'Hernán Orozco a confessé que:

Les militaires de l'Armée considèrent le paramilitarisme comme la Sixième Division, le nom symbolique donné à cette organisation qui les reçoit et finit de les préparer à affronter la subversion... il est sans doute vrai qu'il existe une culture et une idéologie au sein de l'Armée pour faciliter l'accomplissement des objectifs militaires des forces d'autodéfense [traduction]<sup>23</sup>.

Qui plus est, les relations entre, d'un côté, de nombreux sénateurs et membres du Congrès, et de l'autre, les groupes de paramilitaires seront dévoilées publiquement lors d'une entrevue de 2002 conduite avec Vincente Castaño, le chef et fondateur des AUC. Il révélera qu'à l'époque, les AUC comptaient comme allié plus du tiers du Congrès et, semblerait-il, contrôlaient 8 millions d'hectares de terre en Colombie.

---

<sup>23</sup> Álvaro Rodríguez, Miriam. « De las armas a la desmovilización : El poder paramilitar en Colombia » *Revista internacional de sociología (RIS)*, vol. 67, n° 52 (enero-abril 2009), p. 69.

Plus que de simples jeux d'alliances sporadiques avec l'armée officielle et le gouvernement, le paramilitarisme, est une entité rendue possible grâce à une certaine culture de la violence qui s'est implantée depuis des décennies en Colombie. Certains intellectuels vont argumenter que cette « culture de la violence » retrouverait ses origines dans la faiblesse historique de l'État quant à l'imposition de ses lois à l'échelle du pays. En raison de cette incapacité d'imposer la règle de droit sur le territoire colombien, les résolutions de conflits entre groupes se sont traditionnellement exécutées en marge de la loi, et ce, souvent par l'entremise d'une forme de violence extrême<sup>24</sup>. Conséquemment, cette même violence s'est transformée de manière à ce qu'elle soit structurellement ancrée et qu'elle fasse partie intégrante – non officiellement – du fonctionnement de l'État colombien. En dépit de ces analyses qui regrettent une absence de l'État, on peut argumenter que la reproduction des privilèges des classes dominantes est aussi liée à la dynamique conflictuelle du pays. Ici, les paramilitaires cherchent à faire de l'État un véhicule pour légitimer leurs pratiques et représenter leurs intérêts et, en ce sens, sont loin de faire l'expérience d'une « absence » de l'État.

*Le revers de la Loi Justice et Paix : entre préservation d'intérêts politiques et encadrement du paramilitarisme.*

Dès 2005, alors qu'un gouvernement d'extrême droite – celui d'Uribe – ayant des liens de proximité avec le paramilitarisme se retrouve à la tête du gouvernement, la démobilisation des AUC

---

<sup>24</sup> *Ibid.*, p. 534.

est enclenchée. Ce choix est officialisé sous la loi Justice et paix et entraînera son lot de répercussions – sans pour autant freiner les pratiques paramilitaires. Elle représente plutôt une période de transition du paramilitarisme, en ce que la situation juridique des acteurs sera normalisée. En effet, nombreux seront ceux qui bénéficieront d'une protection légale ayant pour conséquence la légalisation des fortunes bâties grâce au narcotraffic et autres activités criminelles, tout en permettant à ces derniers de se réorienter et réinvestir ces acquis vers des secteurs économiques lucratifs, notamment dans le domaine de l'extractivisme. D'autres profiteront d'une peine d'incarcération fortement réduite, en évitant en sus l'extradition vers les États-Unis, ou encore se verront accorder l'impunité totale face aux crimes commis. Ainsi, offrir l'amnistie aux paramilitaires – qui sont les auteurs de la majorité des massacres liés au conflit armé – n'est donc finalement nulle autre chose qu'une manière de légaliser leurs activités à des fins politiques.

### *Quid des paramilitaires démobilisés ?*

La loi Justice et paix, qui était censée mettre fin à la violence paramilitaire, n'a pas su mener à bout cet objectif. La preuve : les forces paramilitaires sont toujours très actives à l'heure actuelle sur le territoire colombien. Cela témoigne donc de l'ineffectivité de la loi non seulement au niveau de son contenu, mais également au niveau de son application. En ce qui a trait à la pérennité des forces paramilitaires, les structures et dynamiques formant la base de l'État colombien et qui ont permis l'émergence de tels groupes criminels ne se sont pas transformées. La mise en application de cette loi aura donné voie



libre à la création d'un autre type d'organisation paramilitaire, ce que l'on nomme plus communément les BACRIMS (bandes criminelles) – essentiellement les mêmes paramilitaires, ou néo-paramilitaires, mais sous une nouvelle forme organisationnelle. Formés majoritairement d'anciens membres des AUC désormais démobilisés – ou encore qui proviennent d'ailleurs, comme les *Rastrojos* qui incarnent le legs du Cartel de Cali –, l'intérêt principal des BACRIMS est, en règle générale, de s'enrichir à travers le narcotraffic et ainsi gagner en puissance pour contrôler d'importantes zones économiques. Les BACRIMS sont souvent considérés comme une nouvelle génération d'organisation du trafic de la drogue. Ayant des liens de proximité avec les cartels mexicains, ils ont une puissance ascendante en termes de trafic illicite. D'un côté, la drogue est un aspect fondamental, mais ils se livrent en outre à toutes sortes d'activités autres, en passant par le trafic d'armes à l'extractivisme, de l'extorsion à la traite humaine. Pour s'assurer que ce commerce soit profitable, ils contrôlent des territoires entiers pour préserver une bonne circulation des biens illicites.

Contrairement aux paramilitaires « classiques » dont le volet idéologique est de première importance, les BACRIMS n'auraient officiellement pas de motivations anti-subversives, toujours économiques. Puisque l'aile militarisée des BACRIMS est souvent formée de simples *sicarios*, la confrontation avec une guérilla armée n'est ni dans ses capacités ni dans ses intérêts (sauf en cas de confrontation liée au narcotraffic). Néanmoins, pour mener à bien leurs intérêts commerciaux et criminels, des actions de nature antisubversive doivent inévitablement être

exécutées. Ainsi, ces derniers se cachent souvent derrière les crimes liés à l'assassinat de dirigeants sociaux et syndicaux défenseurs du territoire et des droits fondamentaux ; ils sont ceux qui s'opposent aux accords de paix et ceux qui déposent les paysan.ne.s de leurs terres.

### *Conclusion*

Le portrait des acteurs de la grève nationale de 2021 est bien complexe et les groupes qui le forment – d'un côté les acteurs armés et de l'autre les manifestant.e.s –, profondément hétérogènes. Bien que l'assistance mutuelle entre les paramilitaires et les forces armées ait été un élément perturbateur face à la répression de la grève, notamment dans la ville de Cali où des civils armés agissaient aux côtés des policiers, il demeure que certaines bandes criminelles – dont les AGC – se sont aussi prononcées en appui aux manifestations pour rétablir l'« ordre à la patrie ». En somme, la grève nationale de 2021 a mis en évidence les pratiques urbaines du paramilitarisme. Loin d'effacer les formes conventionnelles du phénomène, l'activité en milieu urbain démontre d'autant plus la combinaison et diversité des stratégies paramilitaires. Cela représente la phase la plus récente du phénomène, caractérisée par des pratiques davantage individualisées sans toutefois s'éloigner des objectifs antissubversifs ayant guidé depuis toujours la logique paramilitaire.





# LA BATAILLE DE CARTHAGÈNE OU LE SILENCE DES CARAÏBES

Réflexion

LA POLICIA  
NO NOS CUIDA



VIOLA, TORTURA,  
ABUSA Y  
ASESINA

CHOA

MICKO

MPR

## La bataille de Carthagène ou le silence des Caraïbes

Lieu de naissance du réalisme magique, la région caribéenne de la Colombie est reconnue pour ses couleurs flamboyantes et sa riche diversité culturelle qui baignent sous le soleil plombant des tropiques. Pourtant, derrière cette illusion se cache un lourd passé qui est méconnu des passager.ère.s temporaires. L'omniprésence du paramilitarisme, dont les années 1990 représentent le point culminant, et de la guérilla, qui eut une influence croissante à partir des années 1980, a participé à l'édification d'une conjoncture politique basée sur la violence et un climat de terreur. Cette dynamique est caractéristique de la volonté de quelques familles puissantes qui forment l'oligarchie locale, profitant de la situation d'instabilité pour conserver l'hégémonie des sphères sociales et économiques. Ces circonstances ont été déterminantes quant à la portée politique des mouvements sociaux lors des dernières décennies. Désobéissant aux codes imposés par les garants du *statu quo*, de nombreuses luttes populaires ont été historiquement réprimées par le sang, et ce, de manière systématique - en particulier les mouvements ouvriers et étudiants. De cela résulte un certain abatement moral et, conséquemment, un amoindrissement de l'organisation sociale en vue de la mobilisation. Sachant que de nombreux paramilitaires démobilisés ont trouvé refuge dans la région des Caraïbes - à l'occasion de la tentative d'enclencher un processus de justice transitionnelle au début des années 2000 -, tout laisse croire que ces derniers n'aient pas entièrement cessé leurs activités. Ainsi, étant donné le poids de son histoire et la fragilité de son présent, il serait juste d'affirmer que le *Paro*

*nacional* de 2021 a eu une portée relativement moins puissante dans la région caribéenne qu'ailleurs en Colombie. Néanmoins, le soulèvement populaire a su éveiller des voix qui, malgré une conjoncture complexe, ont décidé d'exprimer leurs revendications face à de nombreux enjeux sociaux. C'est notamment le cas de la ville de Carthagène.

### *Carthagène : entre misère et clubs de golf*

La ville de Carthagène n'échappe pas aux contradictions sociales générées par le poids historique de la région caribéenne. La polarisation politique ainsi que les inégalités socio-économiques sont à l'image de la dynamique régionale, et celles-ci s'entremêlent à des enjeux de genre, de race et de classe. Cette ville, célèbre pour l'élégance de son centre historique et de son architecture coloniale, est une destination hautement prisée par le tourisme. Pourtant, l'illusion idyllique d'une cité charmante, presque enchantée – précisément l'image que souhaitent projeter les entrepreneurs du tourisme – ne s'avère possible qu'à travers l'effacement des réalités socioéconomiques qui se manifestent en périphérie de la vieille ville. En effet, en bordure du centre pittoresque se trouvent des quartiers démesurément paupérisés, invisibles à l'œil des vacanciers. Cette dichotomie est le résultat d'un développement urbain inégal de la ville de Carthagène, rendu possible non seulement grâce à la dépossession violente des terres autochtones, mais également à la traite de l'esclavage au XVI<sup>e</sup> et XVII<sup>e</sup> siècle particulièrement, dont plusieurs victimes sont les ancêtres de la population la plus précarisée. Les *barrios* (quartiers) périphériques sont aussi le reflet d'une modernisation et reconfiguration de la ville pensée

par les élites économiques du 20<sup>e</sup> siècle, ayant renforcé l'exclusion et la marginalisation des secteurs populaires tout en consolidant la division urbaine. Les intérêts économiques de cette élite ont forgé la dynamique urbaine de la ville – où des appartements hors de prix et leurs clubs de golf adjacents cohabitent avec des localités niées des services de base – l'intention étant d'écarter la classe dominée. Cette dualité se mêle d'un racisme profondément ancré dans le système, alors que les seuls espaces prévus pour les personnes afrodescendantes dans le précieux centre historique sont les emplois au service des touristes étrangers, reproduisant ainsi la perpétuelle dynamique coloniale. À l'extérieur de cet espace, les membres de cette communauté endurent quotidiennement le poids de leurs conditions matérielles précaires, ainsi que la discrimination qui découle du fait d'avoir une peau foncée. En fin de compte, force est de constater que la ville n'appartient pas réellement aux habitant.e.s de Carthagène, mais uniquement qu'aux détenteurs de son capital.

### *La réplique des barrios*

Les secteurs les plus paupérisés de la ville de Carthagène sont aujourd'hui le lieu de résidence de nombreux jeunes colombien.ne.s à court d'opportunités – dont la quasi-totalité est issue de la communauté afrodescendante –, freiné.e.s dans les possibilités futures en raison de leur position désavantageuse dans la hiérarchie sociale. Les mobilisations inscrites dans le cadre de la grève nationale de 2021 ont explicitement illustré que les habitant.e.s de ces quartiers populaires – surtout les jeunes – n'acceptent plus leurs conditions de misère et que par le fait



même, un renversement de l'ordre des choses est impératif. L'écart entre cette fameuse vieille ville et la périphérie a été mis en évidence lors de la pandémie mondiale, lorsque la réactivation du tourisme après des mois de fermeture demeurait une priorité pour le gouvernement local, alors qu'en périphérie plusieurs familles n'avaient pas les moyens de se nourrir convenablement.

La réponse aux mobilisations liées à la grève nationale de 2021 est un exemple illustrant le désir d'exclure toute présence de ces secteurs précaires dans le centre de Carthagène. Face à la volonté d'occupation symbolique du centre historique, les manifestant.e.s prenant part au rassemblement pacifique à la porte de la vieille ville ont été reçu.e.s par des gaz lacrymogènes sur-le-champ, forçant leur recul. Cette réaction disproportionnée des forces publiques a été un fait récurrent et généralisé des mobilisations sociales à Carthagène. Les longues journées à occuper les rues se sont trop souvent conclues par une poignée de victimes d'abus de la part des forces publiques. Les jeunes réclamant – à juste titre – leurs droits se sont retrouvés à être les cibles d'une féroce brutalité policière, de profilage racial et de violences basées sur le genre, pour ne nommer que quelques points d'une longue liste de violations des droits humains. Face à ce dernier propos, de nombreuses jeunes femmes ont courageusement dénoncé devant les autorités le traitement abusif et sexualisant des agents de l'État ayant profité de la conjoncture pour amplifier les relations de pouvoir préexistantes. Étant donné une culture de l'impunité profondément ancrée dans les institutions colombiennes, aucune

dénonciation – peu importe son objet – n'a porté fruit. Les blessures physiques et psychologiques persistent, mais les réclamations pour lesquelles elles ont souffert semblent avoir été mises de côté par les autorités locales.

Plus encore, en raison de la canicule de mi-journée, les mobilisations débutaient plus tardivement et l'heure de fin (et de rentrer chez soi) se retrouvait à être décalée. Or, la grève générale et ses journées de rassemblement coïncidaient avec les moments-phares en termes de contaminations liées au coronavirus. De cette manière, les décrets pandémiques relatifs aux couvre-feux ont été instrumentalisés comme prétexte de judiciarisation des jeunes se dirigeant vers leur domicile suite aux actions formulées dans le cadre du *Paro nacional* pour cause de transgression du décret. Le profil type de la personne régulièrement conduite à la station de police à ces heures de fin de journée s'avérait être, sans surprise, le jeune afro-colombien issu d'un quartier populaire.

Quoi qu'il en soit, il reste difficile de mettre le doigt sur de l'information journalistique pertinente et de qualité qui relate les problématiques qu'ont vécu les habitant.e.s de Carthagène lors de la grève générale. Seuls quelques éditoriaux conservateurs se prononçant contre la casse ou encore sur le fait que les manifestant.e.s. en demandent trop sont facilement repérables sur le web, invisibilisant le cœur du conflit social. L'analyse mise de l'avant dans ce texte se base principalement sur des témoignages, entendus lors d'un séjour dans la région colombienne des Caraïbes. Ceux-ci relataient l'insignifiance que représente pour l'État tout ce qui se retrouve à l'extérieur du centre historique ou des gigantesques quais appartenant au port,

en plus de l'oppression historique que vivent de nombreuses communautés. L'expérience du *Paro nacional* a remis en évidence la dynamique néocoloniale qui continue de dicter les rapports sociaux et d'alimenter une stricte division urbaine. Bien que la ville de Carthagène détienne une conjoncture qui lui est propre, de nombreux éléments avancés font écho à des expériences répétées de manière systématique vécues partout à travers la Colombie dans la dernière année : on peut penser notamment aux détentions arbitraires, aux violences sexuelles ou encore à l'instrumentalisation des mesures sanitaires pour judiciairiser des jeunes qui correspondent à certaines caractéristiques préétablies. Bref, contrairement à ce qui a été exposé, les habitant.e.s de Carthagène ne sont pas resté.e.s sous silence et ont été très actif.ve.s dans cette vague de manifestations.



**ARAUCA :  
PLUS DE 50 ANS DE LUTTES  
DE DÉFENSE DU TERRITOIRE**

Reportage



## Arauca : plus de 50 ans de luttes de défense du territoire<sup>25</sup>

*Les dernières lignes de ce texte ont été rédigées alors que trois personnes furent assassinées à Saravena le 24 août 2021, officialisant le 67<sup>e</sup> massacre en Colombie de cette même année. Ce texte est dédié à ces victimes.*

### *Une région à la géopolitique complexe*

Ville de Saravena, département d'Arauca, 22 juillet 2021. On nous presse d'attendre dans une salle d'un bâtiment communautaire, sans explications supplémentaires. Rien de plus coutumier dans cette région du pays, où l'expérience quotidienne de ce territoire dit « zone rouge » du conflit armé apprend à ne pas tout divulguer aux premiers visiteurs venus. Siège historique de l'Armée de libération nationale (ELN), Arauca constitue malgré lui un espace géostratégique de première importance. Frontalier avec le Venezuela qu'un mince fleuve sépare de part et d'autre, la tension à la frontière est vive dans un contexte où la politique étrangère du gouvernement colombien se présente comme la plaque tournante des intérêts étatsuniens en Amérique latine. Satellite géopolitique de Washington, la Colombie fait partie des quelque 12 signataires du Groupe de Lima, association visant à renverser le gouvernement vénézuélien. Le voisin à l'étiquette socialiste est devenu cet ennemi par procuration dans ces jeux d'alliance aux

---

<sup>25</sup> Cet article a paru sur le site des *Nouveaux cahiers du socialisme* le 1<sup>er</sup> septembre 2021.

arrière-goûts de Guerre froide. Qui plus est, ce département est aussi connu pour ses importantes richesses naturelles, dont le pétrole - situation qui ne manque pas d'éveiller l'avarice des autres acteurs « classiques » du conflit armé, FARC-EP et paramilitaires se jetant dans la mêlée pour toucher leur part du gâteau. Au milieu de ce beau gâchis, c'est la population civile qui est prise en otage.

Après quelque temps d'attente, une jeune femme se présente à nous, sa chevelure séparée en son centre par deux couettes soigneusement tressées. Cette dernière nous tend la main avec un grand sourire. C'est ainsi que nous avons fait la connaissance de Sonia, une dirigeante sociale très respectée de la région. S'en suivent quelques formalités, avant qu'elle s'avance dans un exposé savant de l'histoire du département d'Arauca. « Notre département, s'empresse-t-elle aussitôt, est le fruit d'un processus de colonisation des terres qui s'est déroulé dans toute la Colombie à la fin des années 1960. Cherchant à fuir la terreur provoquée par la période de *La Violencia*, de nombreux paysans se sont réfugiés ici, afin de cultiver la terre. » Arauca ne sera pas exactement un Éden pour ces gens qui, sans terre et miséreux, se heurteront à la violence paramilitaire et aux caprices de la grande propriété foncière. Cela, c'était sans compter les difficultés matérielles quotidiennes liées au délaissement de l'État qui ne fournissait aucun service strictement essentiel... ne serait-ce que de l'eau potable. Cette masse désœuvrée entamera ainsi un long processus d'organisation qui se matérialisera une première fois dans le fameux *Paro cívico* de 1972. Ce mouvement social historique entraînera près de 162 000 travailleurs et

travailleuses en grève à l'échelle nationale, débutant un bras de fer avec le gouvernement qui forcera la signature d'une série d'accords concernant les services publics fondamentaux. Sans surprise, ces accords ne seront jamais respectés, conclut Sonia. Face à cette situation, un second *Paro* s'organisera dix ans plus tard pour remettre le gouvernement devant ses responsabilités. C'est à ce moment que le Syndicat uni de Saravena a vu le jour dans la ville éponyme en tant qu'outil de consolidation de l'organisation sociale.

Tout processus de lutte amène forcément sa réaction. Ces mêmes années coïncident effectivement avec une augmentation significative de la répression du mouvement social. Ce cadre « sécuritaire » favorise la convoitise de la *Occidental Petroleum Corporation* qui a vent d'un précieux gisement dans le département et, avant de s'y installer définitivement en 1983, veut s'assurer de ne pas être empêtrée par quelques foules exagérément contestataires. La présence de l'entreprise produit un *boom pétrolier* sans précédent dans l'histoire de la région. Arauca, ce département autrefois négligé et méconnu, aurait enfin son nom sur la carte. Des gens de tous les coins du pays s'y déplaceront, espérant trouver un emploi. Toutefois, cette industrie qui concentre essentiellement du capital sous une forme technique n'absorbe qu'une petite partie de cette masse qui, pour la plupart, demeurera sans travail.

En 1986, dommages environnementaux et chômage de masse obligent, le mécontentement face à la pétrolière est généralisé.



Cela mène à l'organisation d'une grande marche vers le pipeline de Caño Limón, dans la municipalité d'Araucuita, qui constituera une première tentative d'expulser la pétrolière. Sonia commente : « il s'agit d'un changement du caractère de la lutte. On est passé d'une dynamique de lutte revendicative à celle d'une lutte politique de permanence du territoire ». En s'expliquant, elle précise que ce saut signifie une plongée du mouvement social dans l'autonomie politique. Alors que la lutte revendicative chercherait la reconnaissance de l'État et l'interpellerait pour qu'il remplisse conséquemment son rôle, la lutte politique autonome tente de construire *directement* des alternatives de vie, immédiatement administrées par le mouvement populaire (ce que dans le jargon colombien on appelle le « *poder popular* », soit le pouvoir populaire). Dans ce second paradigme, si l'État est évidemment invité à remplir ses fonctions sociales et à démilitariser le territoire, il n'est plus pris comme interlocuteur légitime. « Nous n'attendons rien de l'État », tranche Sonia avec assurance.

Cette analyse du rôle de l'État comme d'un ennemi de classe se confirme sans doute lorsque nous examinons la complicité que l'institution entretient avec le narcotrafic et les groupes paramilitaires d'extrême droite. En Arauca, de nombreux massacres témoignent de cette proximité. En novembre 1998, des soldats de l'armée nationale occupent le quartier de la Cabuya dans la municipalité de Tame aux alentours de 18h. Vers 23h, cette simple opération de « courtoisie » se transforme en véritable massacre, où, joignant un groupe paramilitaire du nom de *Masetos*, militaires et voyous feront cinq mort.e.s et plus de 34

familles déplacées. Une femme enceinte de sept mois sera violée et décapitée. La douzième journée du mois suivant, prétextant une opération stratégique contre un front des FARC, un hélicoptère de l'armée tirera à l'aveugle dans le quartier de Santo Domingo, faisant 17 mort.e.s, dont 7 enfants. Ces massacres plus spectaculaires ne doivent cependant pas obscurcir ceux du quotidien, plus invisibles. Dans le département d'Arauca, la collusion de la police avec le crime organisé est telle que les histoires d'assassinats à la sortie des postes de police par des *Sicarios* (tueurs à gages) sont pratiques courantes.

Comme si ce n'était pas suffisant, en toile de fond du conflit social s'ajoutent les querelles liées au contrôle territorial entre les principaux groupes armés de gauche, les FARC-EP et l'ELN. S'étant détachées de leurs bases sociales, les Forces armées révolutionnaires de Colombie se sont progressivement enfoncées dans une logique militariste, privilégiant davantage les conquêtes militaires que l'accroissement de leur ligne de masse. Le contrôle du territoire devient ainsi un enjeu crucial, étant donné qu'il permet l'augmentation de « l'impôt révolutionnaire » et donc, du butin de guerre. À ce titre, pour les FARC, il ne pouvait y avoir qu'une seule guérilla digne de s'ériger en maître du territoire, invitant les combattant.e.s de l'ELN à rejoindre leurs troupes ou à désertir le territoire. La période entre 2005 et 2008 représente le paroxysme du conflit entre ces deux groupes, période durant laquelle plusieurs civils seront déplacés et assassinés. À l'extérieur de la confrontation armée, les guérillas s'en prenaient aussi fréquemment aux mouvements sociaux historiquement associés à l'un ou l'autre de

ces groupes. Dans cette bâtisse communautaire, le même endroit où Sonia nous raconte ces années angoissantes, on avait accueilli pendant une année entière plus de 150 personnes qui fuyaient les violences causées par la dispute entre *guerilleros*. Pour pallier cette problématique, des quartiers ont été érigés à la hâte en périphérie de la ville de Saravena pour loger ces personnes déplacées qui n'avaient pas la possibilité de retourner vivre sur leurs terres, en attendant une accalmie du conflit. Finalement, après une demande formelle de la part de la population civile au cours de l'année 2008, une série d'accords entre les FARC et l'ELN mène à un pacte de non-agression qui prévoit une clause d'immunité aux citoyen.ne.s. C'est ce pacte qui aura permis le retour graduel de plusieurs déplacé.e.s vers leur territoire respectif.

Dans un contexte où la paix n'est pas l'affaire de grands traités gouvernementaux signés dans des palais présidentiels, mais plutôt le fruit des efforts de la population civile, d'autres mesures seront prises pour assurer un semblant de stabilité politique. Une décision de l'ANUC (une association nationale paysanne) changera le cours du conflit armé en Arauca pour le mieux. Les paysan-ne-s colombien-nes sont confronté.e.s à un grave dilemme : soit on laisse pourrir la moitié de ses plantations de yucca qu'on ne pourra vendre au prix déterminé par les traités de libre-échange, soit il leur reste l'option de la coca qui permet de récolter la petite monnaie du narcotrafic. Face à cette problématique, le congrès de l'ANUC de 2008 opte pour le choix de l'éradication complète de la feuille de coca dans la région d'Arauca, permettant de saper les bases matérielles du

narcotrafic. Se concentrant sur les diverses cultures paysannes traditionnelles - plantain, café, cacao, etc. -, la décision aura pour effet d'expulser indirectement les trafiquants de drogue. Néanmoins, la tâche de convertir une économie illicite en économie strictement agricole est ardue lorsque 70% du territoire est consacré à l'exploitation pétrolière.

*Saravena : La riposte de l'autogestion*

Le lendemain de notre arrivée à Saravena, nous rencontrons quelques camarades impliqués dans le mouvement social. Ceux-ci nous proposent de faire la connaissance des divers projets et associations communautaires de la ville. Apparemment, Saravena en foisonne. L'un d'eux est un projet dont la particularité est d'être « productif », c'est-à-dire qu'il s'attache directement à la sphère de l'économie. Son objet est ainsi d'opérer un appareil de production en vue de fournir des biens et des services à la population locale. Ce dernier en est un de grande envergure : il s'agit d'une entreprise communautaire qui se spécialise dans l'offre de services publics. Nous entrons donc dans les locaux de cette compagnie du nom d'ECAAAS (*Empresa Comunitaria de Acueducto, Alcantarillado y Aseo de Saravena*), où nous sommes chaleureusement accueilli-es par son président, M. Bernardo. Visiblement enthousiaste à l'idée de présenter les réussites de ce projet, l'homme nous décrit pendant de longues minutes l'ensemble de sa genèse. Selon ses dires, le gouvernement colombien cherchait depuis belle lurette un prétexte juridique pour justifier l'abandon des territoires ruraux, corroborant ainsi l'opinion de Sonia entendue hier à ce sujet. Pour Bernardo, ce motif fut enfin trouvé dans la loi 142 de 1961,

manœuvre légale qui - dans sa déresponsabilisation du rôle de l'État en matière de services publics - n'aurait eu nul autre effet que d'assurer la suprématie du secteur privé, favorisant l'essor des monopoles et l'augmentation drastique des prix (n'en déplaise aux chevronné.e.s de la main invisible du marché). Le secteur privé jugeait alors « trop coûteux » l'idée d'approvisionner les municipalités du département en eau potable, comme si l'accès à l'eau devait se mesurer en ressources comptables et non pas en termes de droits fondamentaux. ECAAAS aurait dès lors surgi d'une initiative populaire pour pallier l'absence étatique, car, en ce début des années 1970, la municipalité ne connaissait pas encore de service d'aqueduc. Quelques années plus tard, le plan d'ECAAAS est mis à exécution. L'infrastructure dessert la majeure partie de la zone urbanisée de Saravena et assure même le traitement des eaux usées! L'eau potable qui en sort, examinée par les biochimistes qui y travaillent jour et nuit, dépasse largement la qualité offerte par le secteur privé. Aujourd'hui, plus de 50 000 âmes sont desservies par le projet. Forte de cette première grande victoire, l'entreprise s'embarquera plus tard dans la gestion des déchets et même de l'approvisionnement énergétique. Avant-garde en la matière, la compagnie se charge même du compost, alors que la capitale Bogotá ne s'occupe de recyclage que dans les quartiers les plus huppés. Même constat du côté de l'énergie, étant donné que les différentes multinationales pétrolières considéraient « improbables » l'acheminement du gaz vers les cuisinettes colombiennes, alors que c'est chose faite par l'entreprise communautaire en date du 30 juillet 2021.

Ce qui est d'autant plus remarquable, renchérit Bernardo, c'est que tout cet ouvrage a été guidé par une « structure d'organisation communautaire ». La loi colombienne ne reconnaît en effet que deux types d'institutions (étatiques *ou* commerciales), ce qui ne laisse que peu d'espace sémantique pour les entreprises à vocation sociale. Faute de meilleurs termes, ECAAAS est dès lors considéré comme une entreprise « privée », mais sans but lucratif ; tous ses profits sont redirigés dans les canaux de la communauté. Cette compagnie qui emploie à l'heure actuelle quelque 115 salarié.e.s est néanmoins directement redevable aux instances organisées du mouvement social. L'autorité maximale de l'entreprise est constituée de 100 délégué.e.s issu.e.s des communautés qui participent au processus de vote lors des assemblées visant à prendre des décisions importantes. S'épongeant le front humide dû à la chaleur accablante, un compagnon du nom d'Eduardo, très impliqué dans le mouvement paysan de la région, se permet le commentaire : « Le projet d'ECAAAS n'est pas celui d'une simple entreprise communautaire inspirée du modèle coopératif. Sa mission est plus profonde. Pour nous, elle s'inscrit dans notre plan de vie pour construire ici et maintenant des alternatives au capitalisme ». L'évidence veut effectivement que le mouvement social d'Arauca possède des affinités intellectuelles avec la pensée autogestionnaire, mais c'est sans doute les conditions matérielles *elles-mêmes* qui leur imposent ce sens de l'autonomie. L'État colombien a jeté Arauca dans l'anarchie du marché mondial, organisant de fait son sous-développement économique. Si la population n'avait pas pris les choses en main, il n'y aurait sans doute toujours pas d'eau potable à Saravena, et des montagnes d'ordures s'accumuleraient dans les quartiers.

L'entreprise ECAAAS n'a néanmoins pas toujours vogué sur un fleuve tranquille. Sa réussite d'aujourd'hui est le fruit de dizaines d'années à lutter pour sa survie. Outre la passivité de l'État quant à la prestation de services de base dans la région, on a sans cesse tenté de mettre des bâtons dans les roues de l'entreprise, visant son effondrement. Plus particulièrement, M. Bernardo décrit la période de l'élection d'Alvaro Uribe comme le début d'un chapitre sombre de l'histoire d'Arauca, ce qui concernera la compagnie ECAAAS. Les années Uribe représentent une régénération considérable du paramilitarisme, et conséquemment un renouvellement et une multiplication des actes violents. À cette époque, le gouverneur du département ainsi que le maire de Saravena détenaient des liens forts avec les structures paramilitaires de la région – délit pour lequel ils sont d'ailleurs aujourd'hui incarcérés. À ce propos, inutile d'insister sur le fait qu'en Colombie, pour faire de la prison pour paramilitarisme, *il faut vraiment forcer la chose*. Sinon, étant donné que l'État n'était pas enchanté par ces projets communautaires, s'en est suivi également une série de coupures de leur financement, mais aussi de nombreux épisodes de persécution. Le 12 novembre 2002 est marqué à jamais dans le calendrier du mouvement social : cette journée-là, quelque 2000 personnes ont été acheminées de force vers le Colisée Jacinto Jerez Archila dans la ville de Saravena, où elles ont été questionnées à propos de leur potentielle relation avec l'ELN. Accusation de masse délirante, au moment où cette organisation ne comptait pas plus de 4000 combattant.e.s sur l'ensemble du territoire national! La moitié de l'organisation en armes était-elle tenue captive par le

gouvernement ce 12 novembre? Rien ne saurait être plus éloigné de la réalité, étant donné qu'il est politiquement payant de criminaliser le mouvement social en l'associant fallacieusement à la guérilla. Conséquemment, les personnes identifiées comme « militantes » sont celles ayant été judiciairisées. Parmi ces personnes, M. Bernardo a été accusé de rébellion et terrorisme, en plus d'une accusation formelle de faire partie de la faction urbaine de l'ELN. Malgré son innocence, il a passé de nombreux mois en prison, n'abandonnant toutefois pas la cause à laquelle il est dévoué. L'année suivante, alors que le groupe paramilitaire AUC (Autodéfenses unies de Colombie) avait consolidé leur présence dans la région, quatre employés d'ECAAAS ont été assassinés, dont 3 plombiers et un membre de la direction. La mort des camarades d'ECAAAS demeure une épreuve importante pour l'entreprise et ses membres, mais la répression n'a pas mis un frein à leur acharnement.

### *Voisin.e.s d'une pétrolière*

28 juillet, nous accompagnons une avocate spécialisée dans la défense des prisonniers politiques sur le chemin de Caño Limón, terre habitée par la pétrolière SierraCol. L'avocate nous apprend que cette dernière a subi nombre de transformations cosmétiques, changeant quelques titres de propriété et actionnaires au fil des années afin de nier ses engagements envers les communautés. Moins de 2 heures séparent Saravena du point d'arrivée. Longeant le fleuve Arauca, frontière naturelle entre la Colombie et le Venezuela, nous sillonnons des routes endommagées par le transport pétrolier effectué par une armée de véhicules de gros calibre. Au bord de la rive apparaissent des



terres essentiellement paysannes, où l'élevage bovin est prédominant. Passé la municipalité d'Araucuita nous attend un point de contrôle militaire qui exige une fouille en règle du véhicule. Rien d'anormal dans une région entièrement militarisée. L'armée colombienne cherche effectivement à réguler le passage d'armes dans cette région où les attentats contre les pétrolières constituent la marque de commerce de l'ELN. Une fois notre passage autorisé et le point de contrôle traversé, l'avocate nous commente que ce dernier est le résultat d'une entente entre la compagnie et l'armée colombienne. C'est la pétrolière elle-même qui débourse des fonds pour s'assurer le contrôle du territoire qu'elle occupe, convertissant l'armée colombienne en un groupe de mercenaires privés au service de l'entreprise. Le point de contrôle permet non seulement une surveillance des flux de mouvements près de ses points d'extraction, mais représente aussi un moyen dissuasif et coercitif destiné aux éternel.le.s récalcitrant.e.s.

Ce sont ces « éternel.le.s récalcitrant.e.s » que nous avons rencontré quelques kilomètres plus loin. Un petit groupe d'hommes nous attend à l'entrée de leur communauté et se met d'accord pour nous faire une visite des lieux, où quelque 200 familles partagent – bien malgré elles – leur quotidien avec un voisinage dérangeant. Ce monstre de métal, formé de ses extensions de tuyaux, de valves et de puits sur ces hectares de terres paysannes a transformé la vie des populations locales en un véritable cauchemar. On connaît la chanson : au début des années 1980, nombreux.euses furent les citoyen.ne.s d'Arauca réjou.i.e.s de la découverte d'un petit trésor dans leur sous-sol

évalué à plusieurs milliards de pesos en termes de ressources pétrolières. Aujourd'hui ils et elles s'en mordent la langue. Ce rêve de développement d'autrefois s'est finalement avéré être une pure malédiction. Arpentant les hectares de leurs propriétés, la poignée de paysan-nes nous présente la diversité de leurs cultures, nous conviant du même coup à une dégustation de leurs produits locaux. L'un deux se plaint néanmoins de la qualité de leurs récoltes, dénonçant l'implication de la pétrolière dans une opération de contamination des sols. Parfaisant sa critique de la compagnie, ce dernier nous pointe à l'horizon un espace jadis réservé à une étendue d'eau, écosystème où, nous dit-il, les poissons et la vie fourmillaient en abondance. Désormais, ce havre de vie est entièrement asséché par la même entreprise qui se vante très ironiquement d'être une pétrolière « verte » - comme il est affirmé sur les pancartes du site.

On nous présente un vétéran du processus, nous indiquant qu'il avait fait partie de la « reprise » de la terre, combat qui fait écho au changement de dynamique identifié par Sonia. Cette communauté paysanne, ayant été roulée par l'État, n'attend dès lors plus rien de lui ; mieux, elle s'engage à bâtir son quotidien elle-même, sans dépendre de quelconque institution. L'aîné nous explique effectivement qu'au cours de l'année 1995, la première entreprise du nom d'*Occidental Petroleum* - alias Oxy, racheté quelques années plus tard par *Ecopetrole* pour des motifs susmentionnés - a organisé l'éviction forcée des communautés. De connivence avec l'État, un coup a été monté de toutes pièces pour s'emparer de leurs terres, plaçant les paysan.ne.s devant le faux dilemme suivant : soit accepter les maigres compensations,

soit l'expulsion par la force. *Plata o plomo* (« de l'argent ou du plomb »), comme on dit en Colombie. Formule gagnante pour la pétrolière qui, jetant les miettes des dividendes aux paysan.ne.s dépossédé.e.s, avait maintenant le champ libre pour procéder à l'exploitation du territoire. Les négociations avaient néanmoins conclu d'autoriser un délai de 30 jours afin de relocaliser les déplacé.e.s ... promesse de l'État qui n'avait toujours pas été réalisée plus de 18 ans plus tard ! C'est ainsi qu'en 2013, ces gens trahis par un État inféodé aux intérêts du grand capital ont pris la décision collective qui jettera les bases d'un plan de reprise des terres. S'en suivront de nombreux épisodes de violence et d'intimidation orchestrés par la force publique qui fait autant usage de tactiques de matraquage judiciaire que de la répression physique. Une véritable guerre d'usure est déclarée par l'État : les paysans se désolent notamment d'avoir vu leurs maisons réduites en cendres par les policiers. Ils se souviennent aussi particulièrement d'une attaque de la police contre le village ayant fait de nombreux blessés. Alors qu'un de leur camarade a perdu son œil dans la bagarre, un des paysans présents nous montre son bras qui loge une vieille blessure. Lors des événements, ce dernier s'est fait tirer une balle de fusil dans l'avant-bras et se satisfait d'être toujours en vie. Le vétéran conclut alors son exposé avec un brin d'humour et déclare : « La Colombie est un pays qui partage tout également : les riches se partagent toute la richesse et nous, les pauvres, toute la pauvreté ». Se reconnaissant dans cette blague, le groupe éclate de rire.

La visite continue et nous guide vers une première installation extractive. Parlant de manière visiblement agacée, les hommes

avancent qu'il n'existe pas moins de 300 de ces machines sur leur territoire. Selon eux, ces puits de pétrole contribuent à la pollution de l'eau potable, ce qui augmenterait notoirement les problèmes de santé de la communauté. « Cette horreur nous donne le cancer », s'exclame un des paysans arborant fièrement son gilet de la *guardia campesina* (la garde paysanne se chargeant de la sécurité des communautés). Par-dessus le marché – face à ce lourd bilan quant aux pertes de la qualité de vie et en dommages écologiques –, les habitants critiquent le fait qu'ils ne touchent aucun avantage social de cette exploitation forcenée. Ce n'est pas que l'eau potable qui est un enjeu, l'accès à l'électricité leur est nié alors que l'on peut voir une centrale non loin de là éclairée en permanence. Un de la bande nous explique que ce n'est visiblement pas par manque de moyens, mais qu'il s'agit d'un autre élément de cette stratégie de l'État mûrement réfléchi pour tenter d'épuiser la communauté afin de l'évincer. En termes de manque de services, c'est une longue liste d'épicerie qui s'allonge. Faute d'appui, la communauté doit aussi assurer de manière autonome la scolarité de leurs enfants.

Nous visitons une deuxième installation, pas plus petite que la première, où il est impossible d'ignorer la chaleur étouffante. Pour installer un puits, il faut raser la végétation qui l'entoure, une ceinture végétale qui apaise le climat et nourrit normalement l'écosystème. Un des gaillards nous invite à nous approcher. D'ici, du pétrole s'échappe d'un baril pour que les ouvriers du chantier puissent attester de la qualité. Une substance noire foncée aux allures de goudron nous est présentée. Visqueux, épais et à l'apparence toxique, le pétrole d'Arauca est d'ores et

déjà le banal symbole de l'oppression d'un peuple, ce qui a fait de ces êtres humains des damnés de la terre.





# LA RIVIÈRE DES DISPARU.E.S

Réflexion





## La rivière des disparu.e.s



*Río Cauca (Fernando Botero)*

« Aimes-tu la rivière Cauca? ...Tu y apparaîtras en flottant ».

- Paroles d'un agent de police envers un jeune *Caleño* lors de son arrestation arbitraire en mai 2021.

La rivière Cauca traverse la Colombie sur son côté ouest, coulant depuis les Caraïbes jusqu'au département de Cauca. Cette dernière est aux prises avec des enjeux de contamination de ses eaux, à un point tel que l'étendue d'eau atteint un niveau d'oxygène équivalent à zéro dans certaines localités. Mais, cette même rivière est également le théâtre de divers autres soucis.

Historiquement, les affluents qui traversent la Colombie sont les protagonistes des crimes les plus inimaginables. Les fréquentes confrontations mortelles entre groupes armés aboutissaient couramment à l'abandon stratégique des corps, ceux-ci se retrouvant ainsi jetés depuis un pont dans le but d'envoyer un message macabre aux communautés riveraines. Dans le même ordre d'idées, mais de manière plus récente, la rivière Cauca s'est nouvellement retrouvée à adopter la fonction de dépotoir *post mortem* où sont jetées les dépouilles des victimes de l'État.

*Cali : bienvenue à la capitale de la résistance ... et de la répression*

La rivière Cauca traverse l'épicentre de la résistance - et de la répression - des mobilisations de 2021. La ville de Cali est la capitale d'un département caractérisé par une forte complexité politique et dont l'histoire s'entremêle d'une dynamique de violence généralisée due à la présence de groupes armés et du trafic de la drogue. À cet endroit se retrouvait le chef-lieu du fameux Cartel de Cali, particulièrement puissant entre 1993 et 1995 et principal compétiteur de celui dirigé par Pablo Escobar. Ses activités ont engendré un climat dangereusement conflictuel affectant de première main la population civile. Aux alentours de la ville, on retrouve le Pacifique colombien, lieu et climat opportun pour la culture de la feuille de coca, ainsi que le département de Cauca, noyau des luttes autochtones de défense du territoire. La ville héberge une importante population afrodescendante, faisant opposition à la démographie blanche des quartiers favorisés. Manifestement, des enjeux de racisme et des oppositions de classe forment les relations sociales et entraînent l'exclusion des communautés moins fortunées vivant

au sein de quartiers marginaux, formés majoritairement de populations victimes de déplacements forcés. Ces quartiers populaires sont le résultat de déplacements de nombreuses communautés dus à l'intensification des confrontations des années 1980 entre l'armée et groupes insurgés des zones rurales, de la violence générée par le narcotrafic, ainsi que de la multiplication des groupes paramilitaires lors des années 1990. Dans ces secteurs, l'accès aux services de base, au système d'éducation, et à la possibilité d'avoir un emploi permettant de vivre dignement y est limité. Le taux de pauvreté frôle aujourd'hui les 36%, la pandémie ayant exacerbé cette statistique.

La ville de Cali est également l'endroit où ont été froidement assassinés plus d'une cinquantaine de manifestants depuis le début de la grève générale de 2021. Quelques situations surréalistes dénotent l'ampleur de la répression face aux mobilisations, notamment les coups de feu tirés depuis les hélicoptères par les forces de l'État. D'autres ont été victimes de détentions arbitraires, de violence sexuelle ou ont même été éborgné.e.s. Les mobilisations sociales de la présente année ont révélé le côté très actuel du conflit : les civils armés aux côtés des hommes portant l'uniforme, ou encore agissant en tout anonymat depuis une camionnette blanche, maniant des armes létales de haut calibre pour réprimer les rassemblements en sont l'image la plus ostentatoire. L'État agissant de connivence avec ces paramilitaires dits « gente de bien » (voir le texte *La gente de bien ou l'idéologie fascisante des classes dominantes de Colombie*) – des civils armés qui prétendent défendre leur quartier – met d'autant

plus en évidence cette guerre de classe qui divise la ville de Cali. La grève générale de 2021 représente un point culminant des inégalités que vit sa population. Après plus d'un an de pandémie et des décennies de misère, les manifestants ont choisi de s'organiser une nouvelle fois pour dénoncer l'oppression latente qui agit comme frein à toute possibilité d'autodétermination populaire. À travers ces rassemblements, les *Primeras líneas* (premières lignes) se sont concrétisées en tant qu'organisation et identité politiques. Des jeunes de quartiers populaires ont assumé le rôle de protection des rassemblements, équipés de boucliers, de lunettes protectrices et de casques en cas de confrontation avec la police, ainsi que des cagoules pour conserver l'anonymat. Puis, de nombreux réseaux de solidarité se sont élaborés et des espaces dédiés à alimenter ceux et celles qui se mobilisent se sont érigés.

#### *La disparition forcée comme arme de guerre*

Nombreux sont les manifestant.e.s dont le sort aura été des plus sinistres : la disparition forcée comme arme de guerre s'est avérée être une manœuvre répressive sans précédent pendant le *Paro nacional*. Celle-ci se définit comme étant le résultat de la privation de liberté d'une personne, dont les responsables ne divulguent aucune information liée à sa localisation à la famille, aux ami.es ou aux proches en général. Il y a donc un refus catégorique de fournir les informations sur les conditions de la détention ou mieux, une dissimulation du lieu où se retrouve la personne ayant été détenue préalablement. Si on se fie à l'histoire des disparitions forcées en Colombie, les possibilités de retrouver cette personne en vie sont moindres. Contrairement à

l'assassinat – qui serait dans ce cas un délit additionnel – permettant de détenir certaines connaissances sur les circonstances entourant la mort d'un proche, et ainsi l'accès à une parcelle de la vérité, la disparition forcée tente d'effacer toute trace d'une personne pour au moins un moment. Puis, maintes fois, les restes d'une victime sont retrouvés quelques jours ou semaines après la disparition, dans un sac de plastique, dans un jardin, une fosse commune, ou encore flottant dans la rivière Cauca – faisant écho aux pires moments du conflit entre paramilitaires, guérillas et État colombien.

Lors de la grève générale de 2021, la consigne voulant qu'une personne en processus d'arrestation crie son nom et numéro de document d'identification était la clé pour tenter d'échapper à cette fatalité. Le laps de temps entre l'arrestation et l'arrivée au lieu de détention représentait le moment crucial, une course contre la montre, sachant que la personne ne rejoignait pas toujours la destination (puisqu'un détour pourrait avoir été pris pour entamer le processus d'une disparition forcée). Ainsi, lorsqu'une personne détenue ne se retrouvait ni dans un lieu de détention ni dans un centre de santé, il était dès lors juste de signaler la disparition de la personne en question. À Cali, des organisations de défenses des droits humains ont relayé que des maisons dédiées à la torture, à l'assassinat et au démembrement des manifestants se trouvaient à Ciudad Jardín – quartier aisé où ont été enregistrées de nombreuses activités paramilitaires – et que la police serait impliquée dans ces crimes, notamment parce que leurs camions transporteraient les corps des victimes. Des centres de détention (et de torture) irréguliers – tels que des

commerces – ont aussi été fréquemment utilisés comme outil supplémentaire à l'étouffement de la protestation sociale par les forces publiques. La plupart du temps, les personnes actives dans les mobilisations ou qui adoptent un certain leadership ont été particulièrement ciblées par ces gestes violents. Bien que les autorités colombiennes choisissent d'utiliser l'euphémisme délirant de « personnes non-localisées », les organisations sociales les enregistraient plutôt comme étant victimes de disparitions forcées. Cette pratique relève du terrorisme d'État et sert à dissuader la mobilisation sociale, tout en déchirant les familles et communautés auxquelles les victimes appartiennent.

L'image du vautour picorant un cadavre flottant tranquillement dans la rivière Cauca dépeinte par Fernando Botero n'est pas complètement fictive. De multiples versions réelles de cette même scène existent, captées avec des cellulaires, par des gens qui se désolent de s'être retrouvés sur les rives à ces instants précis. La disparition forcée comme arme de guerre et comme tactique de propagation d'un climat de terreur a réussi à choquer l'imaginaire, même celle d'une population familière avec des décennies de conflit armé. Lancer des cadavres dans un plan d'eau n'est pas chose nouvelle en Colombie, mais le fait de cibler un profil précis de jeune participant – ou qui détient malgré lui l'allure de participer – à la mobilisation sociale est une cruelle nouveauté qui exprime bien la stratégie de répression. La négation de toute participation des corps policiers dans la disparition forcée d'une manifestant.e – même lorsque son arrestation est la dernière information connue –, la fréquence de tels actes ainsi que l'implication de véhicules officiels dans les

activités paramilitaires, laissent croire que l'appareil d'État appui ces crimes et assure l'impunité totale à ceux qui les

# LE CANADA À L'ÉCOLE DE L'IMPÉRIALISME



**POLICIA**  
TRANSITO Y TRANSPORTE



# Le Canada à l'école de l'impérialisme

## *Introduction*

Jamais dans l'histoire les investissements directs étrangers (IDE) des pays occidentaux n'ont occupé une place aussi importante dans l'économie des pays dits « en développement »<sup>1</sup>. Le cas du Canada vers l'Amérique latine nous en livre un exemple paradigmatique : entre 2000 et 2013, les IDE ont augmenté de près de 2000%, frôlant les 60 milliards (CAD\$)<sup>2</sup>. Cette statistique, réévaluée à 67 milliards en 2020, est d'autant plus énorme lorsque l'on rappelle que ce type de placements a la particularité de contrôler *directement* l'activité économique d'une entreprise, s'immisçant dans le procès de travail et générant du capital productif au profit des propriétaires étrangers. En ce qui les concerne, les IDE canadiens en Amérique latine se concentrent principalement dans le secteur primaire (extraction de matières premières, notamment les ressources minérales et les hydrocarbures), où les entreprises promettent de l'emploi pour les populations locales et disent contribuer au développement économique régional et national. Or, c'est tout l'inverse qui semble se produire : l'industrie minière est pauvre en création d'emploi et lourde de conséquences environnementales. L'impératif du « développement » promu par les opérations de communications du lobby minier ne suffit plus à masquer les conflits sociaux que les minières et pétrolières canadiennes

---

<sup>1</sup> Gaulard, M. (2015). *Économie politique de l'émergence*. Paris, Éditions Campus Ouvert. p.7.

<sup>2</sup> Gordon, T. et Webber, J. F. (2019). Canadian capital and secondary imperialism in Latin America, *Canadian Foreign Policy Journal*, 25 (1), p. 79.

provoquent; notamment, elles constituent des facteurs aggravants de pauvreté chez les populations locales – pour la plupart autochtones et paysannes – et une destruction de leurs modes de vie traditionnels. Toujours est-il que le degré d’attractivité de ces investissements n’est pas apparu *ex nihilo* ; il est en effet redevable à l’État canadien qui, de concert avec la bourse de Toronto, multiplie les appels au capital étranger, l’invitant à s’enregistrer en sol canadien en échange d’avantages financiers. Le résultat est tel qu’aujourd’hui près de 75 % des sociétés mondiales d’exploration ou d’exploitation minière ont leur siège social au Canada et pas moins de 60% que l’on cote en Bourse sont enregistrées à la bourse de Toronto<sup>3</sup>. Comment expliquer ce phénomène ? Pourquoi le Canada s’est-il transformé en plaque tournante du capital international dans le domaine de l’industrie extractive ? Cela modifie-t-il le statut politique et économique du Canada comme pays du Nord ? La réponse à cette série de questions réside dans la compréhension du Canada comme d’une puissance impérialiste secondaire qui, loin de l’image misérabiliste que certains analystes cherchent à lui donner, fonde une partie importante de son économie sur l’exploitation des pays d’Amérique latine.

*Quel est le succès du « Canada’s Brand » ?*

Pourquoi le Canada peut-il être considéré comme une puissance impérialiste? Et qu’est-ce que cela nous dit sur son modèle d’accumulation et les relations géopolitiques qu’il entretient avec

---

<sup>3</sup> Deneault, A. et Sacher, W. (2012). *Paradis sous terre. Comment le Canada est-il devenu la plaque tournante de l’industrie minière mondiale*. Montréal, Écosociété. p.14.

les pays de la périphérie (et où l'Amérique latine semble occuper une position névralgique) ? Notons en premier lieu que, même selon les critères des économistes traditionnels, le Canada possède une place de choix dans l'économie mondiale. Arrivé grand 9<sup>e</sup> au classement du PIB en 2021, ce dernier est incontestablement une grande puissance. Le Canada doit la recette de son succès, nous dit-on encore du côté de l'économie ordinaire, à sa position privilégiée avec les autres grandes puissances, particulièrement avec le géant américain. Selon les données du Gouvernement canadien, les exportations du Canada envers son voisin du sud représentent près du 1/4 de son PIB<sup>4</sup>. Les États-Unis absorbent en effet près de 75% des marchandises canadiennes dédiées à l'exportation<sup>5</sup>. Le Canada tirerait ainsi quelques avantages de ses relations fructueuses avec la première puissance impérialiste mondiale, mais aussi avec les puissances impérialistes secondaires, dont l'Union européenne, avec qui il a des rapports commerciaux bien établis. Son essor est ainsi lié à cette position de « partenaire » avec les autres colosses de l'accumulation capitaliste mondiale. Rappelons à ce propos un fait aujourd'hui banal : le G7, dont le Canada est membre depuis 1976, détient à lui seul le 2/3 de la richesse mondiale produite. Ainsi, la percée du Canada sur la scène internationale s'expliquerait par ses rapports commerciaux enviables avec d'autres « puissances partenaires », relations

---

<sup>4</sup> Atkins, M. et Roesler, M. Investissement direct étranger au Canada par pays investisseur ultime. *Statistique Canada*. 13 octobre 2017. En ligne. <<https://www150.statcan.gc.ca/n1/pub/13-605-x/2017001/article/54868-fra.pdf>>.

<sup>5</sup> *Ibid.*

d'échanges qui s'agrémentent d'alliances militaires stratégiques (comme c'est le cas avec l'OTAN).

Un autre ingrédient du *canadian success* est l'investissement direct étranger (IDE). D'abord, le Canada bénéficie lui-même d'investissements étrangers sur son territoire à la mesure de plusieurs centaines de milliards de dollars chaque année. Cependant, ces investissements proviennent principalement d'autres grands centres d'accumulation : l'UE se taillait la place de second investisseur avec 164 milliards de dollars placés au Canada en 2009, pourcentage qui représente la quote-part de 25% du total des IDE dirigés au sol canadien<sup>6</sup>. Les États-Unis sont ici fidèles à leur poste: grand premier avec la possession de 33.7% des IDE locaux, dont la plupart sont investis dans le secteur extractif<sup>7</sup>. Les IDE, rappelons-le, sont des placements bien particuliers. À la différence d'autres types d'investissements, ces derniers ne touchent pas uniquement une partie du taux de profit net (pris sur les bénéfices), mais représentent des parts de propriété d'une entreprise. Ce phénomène permet d'obtenir une influence de direction, voire même de contrôle direct des orientations de l'entreprise. Conséquemment, les profits sont redistribués en fonction des parts de propriété détenues par les capitalistes à l'international, c'est-à-dire massivement rapatriés à l'extérieur des pays hôtes. Donc, s'il doit y avoir une telle chose que des « redevances » aux populations locales ou aux

---

<sup>6</sup> *Ibid.*

<sup>7</sup> Conseil de la fédération. *Le Canada dans l'économie mondiale*. En ligne. <[https://www.pmprovincesterritoires.ca/wp-content/uploads/2011/07/fr-cof\\_canada\\_global\\_economy.pdf](https://www.pmprovincesterritoires.ca/wp-content/uploads/2011/07/fr-cof_canada_global_economy.pdf)>, p. 2.

citoyen.ne.s des pays où se ponctionnent cette richesse, il n'en tient qu'à la sévérité des politiques fiscales d'un État, politiques qui sont beaucoup plus sévères au Nord qu'au Sud. La même chose tient à propos des normes de travail et environnementales, où les pays du centre ont des réglementations généralement plus rigides. Les IDE étrangers au Canada, bien qu'ils se concentrent dans un secteur extractif canadien très permissif, n'en demeurent pas moins relativement diversifiés et ne condamnent pas le Canada à une position de dépendance à l'exportation, comme c'est le cas en Amérique latine<sup>8</sup>.

### *Le Canada dans la chaîne impérialiste mondiale*

Par contre, le scénario n'est pas exactement le même lorsque le Canada investit à l'étranger. En 2018, les IDE canadiens à l'extérieur du pays s'élevaient à 1 289 milliards \$CAD<sup>9</sup>. Cette somme ne constitue pas moins de 40% du PIB du pays<sup>10</sup>. En essence peu diversifiés dans les pays dits « en développement », les IDE canadiens sont essentiellement concentrés dans le domaine du secteur minier. Cette industrie a néanmoins bien mauvaise réputation à l'international en ce qui concerne les violations de droits humains, comme l'a démontré le très accablant rapport de 2009 du lobby minier canadien Prospectors

---

<sup>8</sup> Bednik. *op. cit.* p. 64-65.

<sup>9</sup> Marie-Eve Yergeau. « L'investissement direct canadien dans les pays en développement: une analyse descriptive ». Site du gouvernement du Canada. En ligne. <<https://www.international.gc.ca/trade-commerce/economist-economiste/analysis-analyse/countries-invest-dev-pays.aspx?lang=fra>>.

<sup>10</sup> Deblock, C. Les relations commerciales entre le Canada et les États-Unis à l'heure des trois « D ». *Centre d'étude sur l'intégration et la mondialisation*. En ligne : <[https://www.ieim.uqam.ca/spip.php?page=article-ceim&id\\_article=7921](https://www.ieim.uqam.ca/spip.php?page=article-ceim&id_article=7921)>.

and Developers Association of Canada (PDAC). Dans ce compte-rendu mené au service de l'organisation par le Canadian Center for the Study of Resources Conflict, on y apprend que les minières canadiennes ont le pire bilan en termes de droits humains, d'impacts environnementaux et d'occupation de territoire. Les minières canadiennes représenteraient à elles seules près du 1/3 des violations commises par l'industrie minière mondiale<sup>11</sup>. Le rapport n'a évidemment pas été rendu public par le lobby, une source anonyme a dû organiser une fuite vers les médias<sup>12</sup>. L'organisme Justice and Corporate Accountability Project a très lourdement corroboré cette description dans son rapport *The "Canada Brand" : Violence and Canadian Mining Companies in Latin America* dont le bilan a documenté les activités de violations de droits humains commises par 28 entreprises canadiennes entre 2000 et 2015 en Amérique latine<sup>13</sup>. On ne rapporte pas moins de 44 morts dont 30 de celles-ci ont été considérées comme « ciblées » ; 403 blessures, 363 de ces dernières ayant été causées par des confrontations dans des manifestations ; et pas moins de 709 cas de « criminalisation », c'est-à-dire des manœuvres « légales » poussées dans les intérêts de l'entreprise pour incarcérer ou faire condamner des opposant.e.s aux projets miniers<sup>14</sup>. Ce niveau de violence semble effectivement être la norme chez les multinationales canadiennes, en témoigne le cas de figure de la

---

<sup>11</sup> Deneault et Sacher. *op. cit.* p. 27.

<sup>12</sup> Gordon, T. et Webber, J. F. (2016). *Blood of Extraction. Canadian Imperialism in Latin America*. Halifax, Fernwood Publishing. p. 19.

<sup>13</sup> Justice and Corporate Accountability Project. *The "Canada Brand" : Violence and Canadian Mining Companies in Latin America*. December 1, 2017. p. 4.

<sup>14</sup> *Ibid.* p. 12.

minière Ascendant Copper qui, en Équateur, s'est retrouvée coupable d'avoir employé des paramilitaires pour intimider des populations locales réfractaires à son projet<sup>15</sup>.

Pourtant, malgré une littérature pléthorique des gravités commises par le grand capital minier canadien – assassinats ciblés, criminalisation de la contestation, corruptions des institutions publiques locales, contrat de « sécurité » donné à des groupes paramilitaires ou des seigneurs de guerre –, le Canada mise toujours massivement sur les IDE extractifs en Amérique latine, phénomène qui va même en augmentant. Récemment, en 2018, le stock d'investissements canadiens dans la région de l'Amérique centrale et du Sud était de 67 milliards \$CAD, ce qui représente une augmentation de 98% depuis 2011<sup>16</sup>.

Néanmoins, est-il suffisant qu'un pays du Nord possède des investissements discutables sur le plan éthique pour qu'il soit caractérisé d'« impérialiste » ? Par impérialisme, nous entendons un processus d'accumulation par dépossession, selon l'expression de David Harvey, qui se reproduit par la finance et l'exportation des capitaux. Qui plus est, il s'agit d'un processus médiatisé par l'État, ce qui implique ici que les différents gouvernements canadiens aient appuyé activement l'industrie et le secteur financier. La trajectoire de l'investissement canadien

---

<sup>15</sup> Radio-Canada. « Une entreprise canadienne dans la tourmente », 5 décembre 2006. En ligne : <<https://ici.radio-canada.ca/nouvelle/332372/ascendant-difficultes-equateur>>.

<sup>16</sup> Yergeau. *op. cit.*

en termes d'IDE décrit très nettement ce rapport, car les projets miniers s'imposent très souvent à des économies paysannes indépendantes, encore étrangères au salariat et à l'accumulation. Le schéma typique des capitaux canadiens en Amérique latine forme ainsi la liaison de ces trois composantes (finance/État/dépossession), où les grandes compagnies extractives canadiennes se financent massivement par le biais de la bourse de Toronto. Toute cette opération d'accumulation par dépossession, alimentée par le capital financier, est elle-même redevable à la participation active de l'État canadien. Faire remarquer que l'économie canadienne tient à son 4/10<sup>ième</sup> à l'investissement étranger est suffisant pour démontrer qu'il s'agit d'une donnée que la classe politique ne peut tout bonnement ignorer. Cela dit, il ne s'agit pas que d'un appui passif ; historiquement, elle a fait tout en son pouvoir pour que la bourse de Toronto devienne la plaque tournante du capital minier mondial.

### *Une puissance impérialiste secondaire*

Avec Claudio Katz, on peut ajouter que l'une des modifications fondamentales qui distinguent un impérialisme du XIX<sup>e</sup> siècle de celui du XXI<sup>e</sup> est la reconfiguration du rapport entre centre et périphérie, entre puissances impérialistes et formations sociales dominées <sup>17</sup>. En effet, loin d'un scénario de rivalités interimpérialistes actives, c'est-à-dire une lutte ouverte pour le partage de l'hégémonie entre plusieurs puissances (le cas des pays européen pendant la Première et Deuxième Guerre

---

<sup>17</sup> Katz, C. (2014). *Sous l'empire du capital*. Gatineau, M Éditeur. p.229.



mondiale), les États-Unis forme la puissance incontestée, et ce, autant d'un point de vue industriel que militaire<sup>18</sup>. Cependant, au même moment où cette hégémonie se renforce avec la tutelle de l'Europe organisée par le plan Marshall, on constate l'émergence de ce que le sociologue Immanuel Wallerstein a appelé une « semi-périphérie ». La thèse de Wallerstein est que le concept de semi-périphérie permet de rendre compte de nouveaux phénomènes, notamment ceux de pays dits « émergents » qui, bien qu'ils conservent une relation de dépendance « classique » envers les pays centraux (exportation, matière première, etc.), possèdent un niveau de développement économique national qui leur permettrait de se comporter comme des centres face à leurs périphéries immédiates<sup>19</sup>. Dans les mêmes années, portant un regard critique similaire à celui de Wallerstein, Ruy Mauro Marini avance que :

En tout état de cause, l'expansion et l'accélération de la circulation du capital productif et de la circulation du capital monétaire ont façonné une nouvelle économie mondiale capitaliste, qui repose sur un schéma de division internationale du travail différent de celui qui prévalait avant la crise mondiale [...]. Il en est résulté une reconfiguration, une hiérarchisation pyramidale des pays capitalistes et, par conséquent, l'émergence de centres d'accumulation de taille moyenne – qui sont aussi des puissances capitalistes de taille moyenne – ce qui nous a amenés à parler de l'émergence d'un sous-impérialisme<sup>20</sup>.

---

<sup>18</sup> Gidin, S. & Patnick, L. (2012). *The Making of Global Capitalism. The Political Economy of American Empire*. Great Britain, Verso. p.63.

<sup>19</sup> Bednik, A. (2019). *Extractivisme*. Lyon, Le passager clandestin. p. 94.

<sup>20</sup> Mauro Marini, R. (1977). *La acumulación capitalista mundial y el subimperialismo*. Cuadernos Políticos n. 12, Ediciones Era, México, abril-junio. Traduction libre.

Ici, on voit bien qu'il n'y a pas d'équivalence conceptuelle entre le concept de semi-périphérie et de sous-impérialisme. Marini qui prend comme exemple l'émergence du Brésil comme d'une puissance sous-impérialiste est instructif pour penser la question canadienne, mais est insuffisant sans le concept de semi-périphérie. Le Canada, pays central, ne peut être simplement considéré comme une « puissance capitaliste de taille moyenne », comme le serait le Brésil. La notion de semi-périphérie apporte ainsi un critère supplémentaire pour penser la position des formations sociales dans l'ordre géopolitique mondiale. Le Brésil, s'il est effectivement un pays sous-impérialiste, l'est donc seulement en sa qualité de pays semi-périphérique. Cela semble aussi être le cas pour la Chine qui, bien qu'elle a activement cherché à s'élever au statut de centre d'accumulation, possède encore massivement des caractéristiques semi-périphériques, tout en étant une puissance impérialiste de second ordre<sup>21</sup>. Le Canada, inversement, est sous-impérialiste *et* central ce qui lui octroie quelques lettres de noblesse supplémentaires par rapport à la semi-périphérie. Cette analyse rejoint celle des théoriciens canadiens Gordon et Webber qui décrivent justement la position du Canada comme celle d'un pays impérialiste « de second ordre » (*secondary imperialist power*).

### *Le succès de la bourse de Toronto et la complicité de l'État canadien*

---

<sup>21</sup> Voir à ce propos : Turner, N. B. (2015). *Is China an imperialist country ? Considerations and evidence*. Montreal, Kersplebedeb Publishing. Bien que nous considérons ici la Chine comme un pays semi-périphérique, cela pourrait parfaitement changer dans les années à suivre. Cela est de peu d'importance dans notre analyse actuelle et il est parfaitement cohérent qu'un pays semi-périphérique puisse peser plus lourdement dans les rapports géopolitiques qu'un pays central comme le Canada.

Bien que notre propos concerne un phénomène beaucoup plus contemporain, il est bon de rappeler les racines historiques de l'État canadien. En rétrospective, la « Nation canadienne » ressemble davantage à un projet entrepreneurial qu'à un partage d'une culture commune ou d'un projet de société particulier (en témoigne la situation autochtone, et aussi, dans une moindre mesure, la question de la diaspora francophone). La fondation même du Canada à travers l'Acte d'Amérique du Nord britannique (AANB) de 1867 fut l'occasion trouvée par la bourgeoisie d'affaires canadienne pour avancer son agenda économique : la construction du chemin de fer. Les hommes d'affaires se sont alors convertis en politiciens en vue de favoriser les intérêts des entrepreneurs et des grands spéculateurs. L'objectif était de faire fructifier les actions du chemin de fer ; « *Railways are my politics !* » lançait le très honorable Sir MacNab, premier ministre de la province du Canada avant sa Constitution<sup>22</sup>. Ce clientélisme qui unit intimement politiciens et capitalistes canadiens deviendra aussi bien connu du public canadien à partir de l'éclatement du Scandale du Pacifique (1872-73), où des membres du Parti conservateur sont accusés d'avoir sollicité de l'argent auprès de compagnies de transport maritime pour financer leur élection. Le scandale, s'il mena à la démission du premier ministre John A. Macdonald, ne changera pas profondément la relation de connivence qui lie les membres du gouvernement et les intérêts de leurs capitalistes nationaux.

---

<sup>22</sup> Deneault et Sacher. *op. cit.* p. 31.

La bourse de Toronto est un autre exemple de ce phénomène. Comme l'ont déjà exposé Deneault et Sacher dans *Paradis sous terre*, réédition détournée de leur livre *Noir Canada* qui a été soumis à la censure suite à une poursuite de la minière canadienne Barrick Gold, la bourse de Toronto ne s'est pas tout bonnement réveillée un bon matin en étant le centre mondial d'investissement en termes de capital minier. L'État canadien a joué une part proactive dans des opérations de séduction du capital étranger, cherchant à rendre les marchés canadiens « attractifs », c'est-à-dire permissifs<sup>23</sup>. Les avantages que le gouvernement a mis sur la table furent monumentaux ; en plus d'allègements fiscaux importants, l'État se donna la mission « d'accompagner » les entreprises et les encourager à s'enregistrer à la bourse. L'un de ces mécanismes correspond à ce que l'on dénomme dans le jargon de la finance les « actions accréditives ». Cette manœuvre permet, en toute légalité, de supprimer la charge fiscale d'une entreprise minière débutant dans l'industrie en transférant la part hypothétique qu'elle devrait payer en impôt à ses investisseurs<sup>24</sup>. Une fois ce bassin de capital minier réuni au tournant des années 1990, il s'agira d'exporter le modèle, de l'internationaliser à l'heure de la transnationalisation du capital<sup>25</sup>.

En plus des avantages fiscaux déjà énoncés, le gouvernement canadien s'engage dans ces années à appuyer activement le

---

<sup>23</sup> *Ibid.* p. 71.

<sup>24</sup> *Ibid.*

<sup>25</sup> *Ibid.* p. 78.

grand capital minier à l'étranger. Il veut l'aider à se bâtir un empire. Pour ce faire, il a développé deux plateformes-écrans qui sont utilisées pour financer les activités des minières : Exportation et Développement Canada (EDC) et l'Agence canadienne de développement international (ACDI) (aujourd'hui Affaires mondiales Canada)<sup>26</sup>. Ces institutions, essentiellement subventionnées à partir des fonds publics, cherchent à se couvrir d'un verni éthique de développement « humanitaire », mais pour mieux agir dans l'ombre. À travers des programmes que l'on nomme « d'aide liée », les grandes entreprises peuvent réussir à toucher une partie de ces fonds alloués pour le « développement international », alors qu'elles rapatrient massivement les capitaux vers les sociétés mères situées au Canada. En 2007, l'EDC a accordé pas moins de 7,3 milliards au secteur extractif dont quelque 800 millions ont été dirigés vers le financement de projets en Afrique caractérisés « à haut risque »<sup>27</sup>. Dans le cas de l'ACDI, son ingérence dans le contexte latino-américain est à peine voilée, où l'organisme s'est porté garant de la rédaction du code minier colombien de 2001. Adopté sous fond de controverses, il s'agit d'une réglementation taillée sur mesure, faite « par et pour » les entreprises canadiennes<sup>28</sup>.

Cela dit, ce n'est pas seulement à l'étranger que le Canada apparaît comme particulièrement généreux avec ses entreprises.

---

<sup>26</sup> *Ibid.* p. 87.

<sup>27</sup> *Ibid.* p. 88.

<sup>28</sup> Projet accompagnement solidarité Colombie. « L'ACDI: instrument de la politique impérialiste canadienne », 22 juin 2011. En ligne : <<https://pasc.ca/node/3110>>.

Il a historiquement développé le modèle de la vente à rabais des ressources naturelles comme la colonne vertébrale de son économie nationale. Cela crève tellement les yeux que ça en a marqué durablement l'imaginaire populaire. L'anecdote voulant que Maurice Duplessis vendait du fer deux sous la tonne est aujourd'hui un lieu commun qui appartient à la culture générale. Cependant, nous ne sommes plus à l'époque de la grande noirceur et l'État canadien fait toujours preuve d'une générosité sans borne avec les multinationales. Autre exemple plus récent tiré de l'exploitation minière sur le territoire québécois : une enquête menée par le vérificateur général de cette province Renaud Lachance dans l'année 2008-2009 a montré que 14 entreprises minières exploitantes n'ont versé aucune redevance au trésor public<sup>29</sup>. C'est notamment à travers cette permissivité que le Canada a accueilli de nombreuses entreprises à s'installer sur son territoire, puis les a incitées à se lancer à l'international.

En rétrospective, on peut aujourd'hui dire sans se tromper que l'objectif de faire de Toronto la plaque tournante du capital minier international est une mission réussie. Entre 2007 et 2011, ce centre d'accumulation a tenu pour 220 milliards de dollars de financement par action dans le domaine minier – pas moins du tiers du total mondial. À la fin de cette période, 90% des actions émises dans le secteur minier étaient livrées sous l'indice de la bourse de Toronto (TSX)<sup>30</sup>. Ce grand monopole financier du secteur minier s'est néanmoins bâti sur une accumulation de

---

<sup>29</sup> Deneault et Sacher. *op. cit.* p. 81.

<sup>30</sup> *Ibid.* p. 15-16.

richesses abstraites, déconnectées des processus productifs réels. La spéculation y a joué un rôle central dans la formation du capital minier canadien, où, entre 1953 et 1967, sur les 850 millions de dollars investis, 510 ont été utilisés pour la promotion et la vente, alors qu'un mince 150 millions est dédié à l'exploration (ce qui n'est déjà pas de l'exploitation)<sup>31</sup>.

*Les IDE canadiens en Amérique latine*

Maintenant qu'il est clair que l'opération de financement du grand capital minier est menée à Toronto avec l'appui actif de la classe politique canadienne, engageons-nous dans une description plus détaillée des IDE en Amérique latine. Le rapport de l'économiste Marie-Ève Yergeau « L'investissement direct canadien dans les pays en développement: une analyse descriptive », commandé par le gouvernement du Canada, est à ce propos très informatif. Le rapport travaille deux variables croisées de l'investissement canadien à l'étranger : (I) selon le niveau de développement du pays, établi par strate de revenu *per capita* ; (II) la répartition des investissements selon les secteurs d'activité économique. La première variable se base sur la catégorisation établie par la Banque Mondiale (BM) qui propose de diviser l'ensemble des formations sociales en quatre catégories exclusives suivant le revenu par habitant en dollar US. C'est en conformité avec les catégories de la BM que l'économiste canadienne poursuit son exposé, établissant une répartition des IDE dans les tranches 1, 2, 3 et 4.

---

<sup>31</sup> *Ibid*, p. 51.

**Tableau 2 - Classification des pays selon le revenu annuel par habitant, en \$US, 2018**

<b>Classification</b>	<b>Revenu annuel par habitant (\$US)</b>
1) Revenu faible	995 \$ ou moins
2) Revenu intermédiaire inférieur	Entre 996 \$ et 3 895 \$
3) Revenu intermédiaire supérieur	Entre 3 896 \$ et 12 055 \$
4) Revenu élevé	12 056 \$ et plus

**Source** : Banque Mondiale. Pris dans : Marie-Eve Yergeau. « L'investissement direct canadien dans les pays en développement: une analyse descriptive ». Site du gouvernement du Canada.

Il faut d'emblée faire remarquer le degré assez extraordinaire d'arbitraire qu'implique cette division analytique. À regarder de près, cette dernière relève plutôt de préférences morales induites par les économistes de la BM que d'une analyse empirique des inégalités entre les Nations. Une fois ce préjugé axiologique levé, on voit bien que ces catégories sont faites sur mesure pour chercher à accueillir un nombre à peu près équivalent de pays par catégorie (de 30 à 50 par tranche). Cela n'en demeure pas moins une erreur de méthode, car on cherche par là à agglomérer un nombre égal de pays dans la tranche la plus élevée, mais on gonfle du même coup artificiellement le nombre de pays considérés comme « riches » en y intégrant une collection de pays



dont le taux de pauvreté nationale demeure élevé. Est-il en effet analytiquement pertinent de traiter le Costa Rica (12 070 \$US) – pays périphérique et dominé par l’impérialisme – comme un pays de la taille de la France (42 270 \$US) ou du Canada (46 460\$US)<sup>32</sup> ? Autre exemple latino-américain : la Colombie, pays catégorisé comme dans la fraction 3 (ce qui semble sous-entendre un degré relativement important de développement économique), ne possède qu’un revenu annuel par habitant de 6 580\$<sup>33</sup>. Il est donc risible de voir l’économiste se satisfaire du fait que les investissements canadiens en Amérique latine se concentreraient surtout dans « des pays à revenu intermédiaire supérieur ou à revenu élevé <sup>34</sup>».

Après avoir repris de manière acritique les catégories dysfonctionnelles de la Banque Mondiale, Marie-Ève Yergeau cherche à développer la thèse voulant qu’il existe un effet de causalité entre IDE et une foule de bénéfices inespérés dans les pays en voie de développement (PED), par exemple : l’augmentation des salaires, de la productivité et des transferts de connaissance<sup>35</sup>. Mieux, cela permettrait de développer des objectifs de « développement durable ».

---

<sup>32</sup> Banque mondiale. « RNB par habitant, méthode Atlas (\$ US courants). 2019 ». En ligne :<[https://donnees.banquemondiale.org/indicateur/NY.GNP.PCAP.CD?end=2019&locations=CR-CA-FR&most\\_recent\\_value\\_desc=false&start=1962](https://donnees.banquemondiale.org/indicateur/NY.GNP.PCAP.CD?end=2019&locations=CR-CA-FR&most_recent_value_desc=false&start=1962)>.

<sup>33</sup> Yergeau. *op. cit.*

<sup>34</sup> *Ibid.*

<sup>35</sup> *Ibid.*

Cette affirmation peut sembler, dans le cas canadien, pour le moins douteuse. En effet, bien loin d'une « croissance verte », les IDE canadiens dans les pays à revenu intermédiaire et inférieur sont massivement concentrés dans le domaine du secteur extractif, secondé par le secteur financier. Selon ce même rapport, en 2011 près de 99% des IDE canadiens dans les pays catégorisés comme de catégorie 1. dite « à revenu faible » (essentiellement des pays africains comme le Mali, le Burundi, le Niger, le Burkina Faso, etc.) finançaient directement l'industrie extractive et le maigre 1% distribué dans la catégorie bancaire et hétérogène des « autres industries »<sup>36</sup>. En 2018, ce ratio chute modestement autour de 96% pour l'extraction et monte à 4% pour l'ensemble des autres secteurs<sup>37</sup>. En dépit des incantations – plus idéologiques que scientifiques – à la croissance verte et au développement durable (oxymores dont il faut se méfier, comme le précise Bednik<sup>38</sup>), il faut rappeler avec Gordon et Webber que les investissements miniers et pétroliers consistent en l'une des pires formes de création d'emploi des grandes industries, avec un ratio de 0.5 emploi créé par 1 million \$US investis<sup>39</sup>.

Dans le cas de l'Amérique latine, le rapport cherche à augmenter quelque peu la réalité, en avançant que les pays de cette région qui reçoivent de l'investissement canadien font partie des tranches supérieures (soit 3 et 4), affirmation sociologiquement

---

<sup>36</sup> *Ibid.*

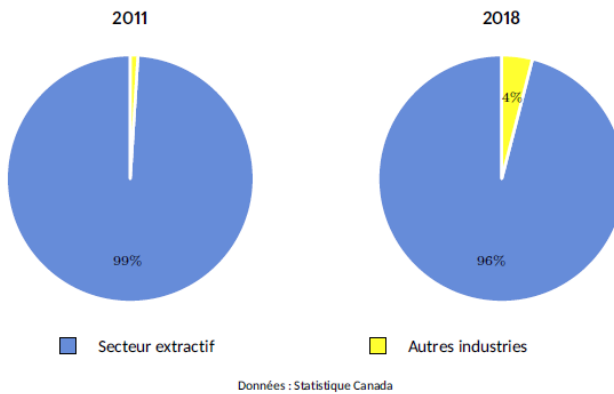
<sup>37</sup> *Ibid.*

<sup>38</sup> Bednik. *op. cit.* p. 134.

<sup>39</sup> Gordon et Webber. *p. cit.* p. 9.

discutable <sup>40</sup>. Yergeau montre ensuite qu'il existerait une croissance et une diversification de l'investissement par secteurs en fonction du revenu du pays, ce qui est vrai lorsqu'on le compare au graphique des pays de strate 1. Cependant, en dernière analyse, le nerf de la guerre demeure toujours le secteur minier, secondé par la finance.

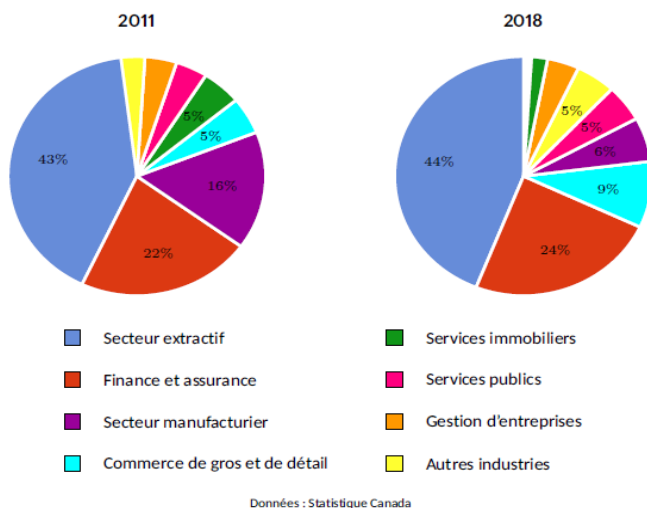
**Figure 1 : Distribution de l'IDE sortant canadien dans les pays à revenu faible, par industrie**



---

<sup>40</sup> « Plus de 90 % du stock d'investissement canadien dans la région Amérique centrale et du sud était concentré dans 5 pays, soit le Chili (32 % du stock de la région), le Pérou (21 %), le Brésil (21 %), le Panama (10 %) et la Colombie (7 %) ». Pris dans : Yergeau. *op. cit.*

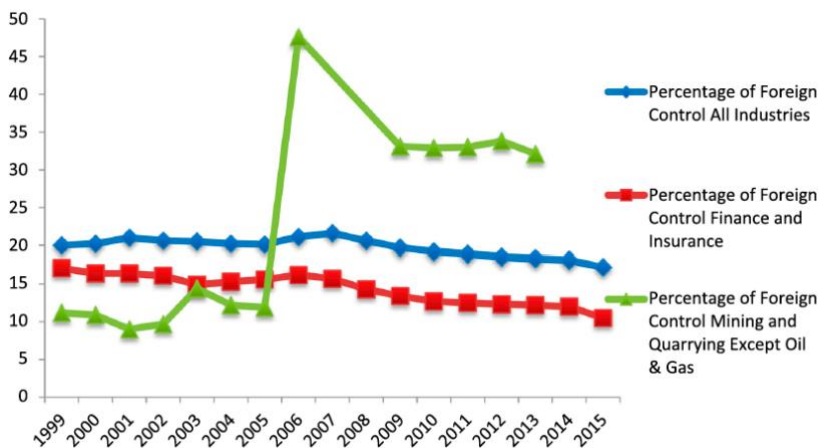
**Figure 2 : Distribution de l'IDE sortant canadien dans la région Amérique centrale et du sud, par industrie.**



Comme le démontre aussi très explicitement le graphique ci-dessous, les IDE canadiens ont drastiquement augmenté dans le début des années 2000, alors que l'État canadien multiplie les cadeaux aux entreprises pour qu'elles viennent s'enregistrer au Canada. À partir de 2006, on observe des processus de fusions-acquisitions très fortement marqués par le capital canadien dans le domaine du secteur extractif (mines, pétroles et gaz). L'Amérique latine représente en effet la moitié de toutes les recettes du capital minier canadien au monde, soit près de 72 milliards<sup>41</sup>.

<sup>41</sup> Gordon et Webber. *op. cit.* p. 17.

**Figure 3 : Possessions étrangères de l'économie canadienne**



**Source :** Table CANSIM 179-0004. Pris dans : Gordon, T. et Webber, J. F. (2019). Canadian capital and secondary imperialism in Latin America. *Canadian Foreign Policy Journal*. 25 (1), p. 78.

Il n'est donc pas étonnant que 66% des compagnies actives sur le territoire latino-américain soient d'obédience canadienne <sup>42</sup>. Cette tendance au monopole se manifeste très clairement dans la répartition des IDE par secteurs, où il ressort qu'en 2018, 68% de l'investissement direct canadien dans la région de l'Amérique centrale et du sud est demeuré cloisonné dans les secteurs extractifs et financiers, comme le concède Yergeau<sup>43</sup>. On peut aussi préciser que le secteur financier est lui aussi la vache maigre de la création d'emploi. Si une partie des fonds est allouée aux secteurs « productifs » (qui peuvent d'ailleurs eux aussi être

<sup>42</sup> Deneault et Sacher. *op. cit.* p. 23.

<sup>43</sup> Yergeau. *op. cit.*

peu disposés à la création d'emplois, comme c'est le cas avec le secteur minier), une bonne partie est dédiée à la spéculation boursière, ce qui rapporte certes des gains aux actionnaires, mais ne crée littéralement aucune richesse concrète. Corollairement, le Canada est devenu à la même époque le plus grand investisseur dans la région des Caraïbes et de l'Amérique latine, et ce, autant d'un point de vue relatif qu'absolu. Avec trois autres pays – le Royaume-Uni, l'Australie et les États-Unis –, il formait 74% de toutes les fusions-acquisitions de l'industrie minière sur le sol latino-américain entre 2000 et 2015<sup>44</sup>. Selon l'INSEE, une relation d'investissement direct s'établit conventionnellement à 10%. Dans le cas canadien, cette statistique a bondi à 47,6% en 2006 dans les secteurs susnommés, avant de se stabiliser autour des 35% en utilisant les données de l'indice canadien du Corporate Returns Act (CRA) qui sont présentes dans la base de données CASIM, où les entreprises hébergées au Canada ont l'obligation de faire état de leurs actifs financiers<sup>45</sup>. Cet état de choses corrobore notamment la thèse de la pérennité de la fixation des capitaux à des États-nations, en dépit du processus accéléré de transnationalisation.

### *Conclusion*

Partant d'un constat empirique sur le volume de l'investissement étranger canadien en Amérique latine, nous avons cherché à expliquer la nature socio-économique de ce phénomène.

---


<sup>44</sup> Gordon et Webber. ordon, T. et Webber, J. F. (2019). Canadian capital and secondary imperialism in Latin America, *Canadian Foreign Policy Journal*, 25 (1). p. 79.

<sup>45</sup> *Ibid.* p. 76.

Contingenté par le capital extractif et appuyé activement par l'État canadien, nous avons vu que ce processus de pénétration des économies périphériques, relativement récent, constitue une source importante des profits des multinationales canadiennes et des recettes gouvernementales. Le concept d'impérialisme nous a semblé le plus aiguisé pour saisir cette réalité dans toute sa complexité. Un détour par les différents aspects de la théorie classique de l'impérialisme nous a permis d'en cadrer l'essence : celui d'un processus d'accumulation par dépossession, mais qui se reproduit massivement par la finance et l'investissement, processus activement épaulé par l'État. Pour situer le Canada dans ce complexe, il nous a paru adéquat de faire intervenir le concept « d'impérialisme de second ordre », tout en le distinguant de celui de semi-périphérie, car il est inopérant pour caractériser la dimension impériale de l'économie canadienne. En analysant l'histoire du capital minier canadien et sa connivence avec la classe politique, il est devenu clair que l'exportation d'un modèle national permissif a été le gage de la réussite de la bourse de Toronto. L'analyse des IDE a couronné le tout, exposant son caractère primordial pour l'économie canadienne (40% du PIB) et sa surreprésentation dans le capital extractif en Amérique latine. Le résultat est donc clair : le Canada est bel et bien un pays impérialiste de second ordre. Cette thèse, déjà défendue par un certain nombre d'auteurs et d'autrices canadiennes, se doit d'être popularisée ; il en va de la bonne santé de la critique de l'économie politique qui, autant dans le cas québécois que canadien, s'est historiquement enfermée dans une théorie de la dépendance falsifiée. Dans cette dernière, on a fait du Canada un pays dominé politiquement par les États-Unis et « dépendant » de cette puissance pour assurer son

développement. En bafouant les faits empiriques les plus élémentaires au profit d'une réalité politique plus agréable à contempler, cette théorie travestit non seulement le concept de dépendance tel qu'utilisé par les *dependentistas*, mais elle trouble aussi l'analyse du champ social. En toute rigueur, si l'on admet que le Canada est une formation sociale « dépendante », la ligne est mince à savoir quelle relation économique ne l'est pas (même l'économie américaine est « dépendante » du *cheap labor* trouvé dans les pays périphériques pour sa consommation de masse, etc.). Une théorie qui se veut réellement critique n'a pas le loisir de faire des entorses au réel. En maquillant la réalité, on la livre simplement aux charlatans. Dans le cas latino-américain, on ne peut pas critiquer correctement l'impérialisme canadien si l'on cherche à faire de lui l'enfant pauvre des États-Unis. Les rapports impérialistes et les rivalités militaires qui lui sont constitutives se sont modifiés, et il s'agit d'en prendre acte. Pour clore, on doit soulever le caractère très partiel de cet essai. En prenant l'aspect froid et détaché du discours propre à l'économie politique, on ne doit pas diminuer le fait que l'aventure d'accumulation par dépossession est une opération violente, qui blesse les corps et tourmente les esprits. L'impérialisme tue, si ce n'est par des drones ou quelques technologies à la mode, il le fait par l'expropriation des moyens de subsistance et la pauvreté. C'est donc l'histoire des luttes en Amérique latine en résistance à l'empire canadien qu'il reste à tracer.





**BILAN PRÉCÉDENT LE PREMIER  
TOUR DES ÉLECTIONS  
COLOMBIENNES :  
SYMPTÔMES D'UN COUP  
D'ÉTAT À VENIR ?**



**Analyse**



## Bilan précédent le premier tour des élections colombiennes : Symptômes d'un coup d'État à venir ?<sup>71</sup>

Le 29 mai 2022 aura lieu le premier tour des élections présidentielles colombiennes. Cette conjoncture se présente comme un conflit des forces en présence. Après les violents épisodes de luttes de classes qui ont secoué le pays entre 2019 et 2021, on est toujours bien loin d'une situation d'accalmie ou de paix sociale. Si la séquence de luttes de 2019-2020 a été en quelque sorte court-circuitée par le déclenchement de la pandémie, le fameux *Paro nacional* amorcé le 28 avril 2021 a été l'étincelle qui a réussi à réanimer les forces vives de la contestation sociale, engageant la plus grosse démonstration de force des classes populaires depuis les années 70. Pressé, le gouvernement eu tôt fait de retirer sa réforme fiscale à saveur néolibérale – détonateur de la mobilisation –, mais ce fut nettement insuffisant pour enrayer le mouvement. Les mobilisations prirent une envergure nationale, où l'on critiqua non seulement l'agenda économique de Duque, mais aussi son refus d'implanter les accords de paix et sa nonchalance face aux assassinats de militant.e.s politiques (pour la plupart, issu.e.s de communautés afrodescendantes ou autochtones, de syndicats, de la paysannerie et de groupes écologistes). Il a fallu du plomb et beaucoup de sang versé pour asphyxier les manifestations. L'État donna aux militaires et gendarmes l'ordre d'augmenter le niveau de répression et même de tirer sur la foule à balles réelles

---

<sup>71</sup> Ce texte a paru sur la plateforme Contretemps le 28 mai 2022, la veille du premier tour des élections présidentielles.

; les paramilitaires et narcotrafiquants se chargèrent du reste, multipliant les menaces, les enlèvements et autres crimes de masse. Le mouvement ne bat que d'une aile, avant de s'estomper progressivement vers la mi-juillet.

On aurait pu croire qu'après avoir frôlé le pire, la bourgeoisie colombienne aurait tenté de lâcher un peu de lest, de faire mine d'avoir bien compris la nature des émeutes, du pillage urbain et des blocages nationaux, et de se lancer dans une vaste entreprise de compromis de classes. Et pour entériner un faux-semblant de transformation sociale, quoi de mieux qu'une élection ? S'en aurait suivi, comme cela s'est vu un nombre incalculable de fois dans l'histoire, une opération de sauvetage du capital, présidée par une restructuration des fractions de classes qui forment le bloc au pouvoir. Pourtant, pour les classes dominantes, accepter le risque d'une potentielle victoire d'un parti de gauche semble une idée trop indigeste. Malgré le réformisme assez accommodant du candidat Gustavo Petro — ancien guérillero du M-19 démobilisé en 1990, puis maire de Bogotá en 2014 —, les capitalistes se sentent vexés dans leurs intérêts. Cet homme qui a su réunir autour de lui une alliance transpartisane de gauche, le *Pacto Histórico*, est assisté de la militante afrodescendante Francia Márquez qui brigue le poste de vice-présidente. Il n'en fallait pas plus pour que les références démagogiques au Venezuela se multiplient ; les grands médias scandent au populisme, à l'autoritarisme, à la crise économique, à la dictature, alouette ! Quand les capitalistes ne peuvent se résoudre à endosser un gouvernement, plus rien ne va, l'incertitude commence à pourrir la moelle du débat public. La

lutte des classes se transpose sur le terrain parlementaire. C'est sa dernière phase avant une potentielle irruption violente.

N'oublions pas une chose : la bourgeoisie colombienne n'est pas n'importe quelle bourgeoisie. Comme toutes les classes capitalistes nationales d'Amérique latine, son sort est solidaire de la présence du grand capital étranger (principalement lié aux industries extractives). Les choses ne vont donc pas rondement à l'heure où le candidat Petro est largement en avance dans les sondages. Ce dernier entend s'attaquer à l'extraction pétrolière<sup>72</sup>, dont les divers produits – souvent transformés *a minima* sur le sol national – constituent aujourd'hui 55% des exportations du pays sur le marché mondial<sup>73</sup>. Il faut aussi ajouter que le projet de réforme fiscale soutenu par le tandem Gustavo Petro/Francia Márquez promet d'appuyer son agenda réformiste sur une imposition des grandes fortunes. Cette proposition a de quoi troubler la quiétude des capitalistes comme ceux représentés par le *Grupo Empresarial Antioqueño* (GEA), réseau financier du département d'Antioquia qui compte aujourd'hui pour au moins 7% du PIB national. Ces derniers n'entendent donc pas rester les bras croisés ; ils défendront coûte que coûte leurs intérêts. Pour l'heure, en ce qui concerne les candidatures présidentielles jugées acceptables, les capitalistes ont encore l'embarras du choix

---

<sup>72</sup> *El Colombiano*. « Petro, blanco de críticas por afirmar que frenaría exploración petrolera », 22 novembre 2021. <<https://www.elcolombiano.com/colombia/gustavo-petro-dice-que-frenaria-exploracion-petrolera-JC16059246>>.

<sup>73</sup> Clémence Vergne, (2015). « Colombie : l'enjeu des réformes structurelles et du processus de paix », dans : Clémence Vergne éd., *Colombie : l'enjeu des réformes structurelles et du processus de paix*. Paris Cedex 12, Agence française de développement, « MacroDev », p.32.

: le meneur Federico Gutiérrez dit « Fico », ancien maire de Medellín, est talonné par Rodolfo Hernández, baptisé par plusieurs comme le « Donald Trump de Colombie »<sup>74</sup>. D'aucuns n'a reçu la bénédiction officielle du parti de la droite historique, le *Centro Democrático*, formation politique décrédibilisée par le dernier mandat de Duque (2018-2022), mais dont le prestige n'a d'égal que celui de son fondateur : l'ancien président Uribe (2002-2010), encore très influent dans la politique du pays. Ce dernier est notamment célèbre pour sa sympathie envers le paramilitarisme et ses politiques de guerre totale contre le mouvement social. En fait, on ne peut nier la profonde ressemblance de cette force politique avec les relents néofascistes que l'on retrouve aussi chez un Bolsonaro : conception exclusive de l'identité colombienne — fondée sur la romantisation du colonialisme espagnol et un racisme décomplexé —, militarisme et destruction du mouvement social, tout cela sous-poudré d'une bonne dose de néolibéralisme. La matrice du fascisme y est : la construction fantasmée d'une l'altérité en vue de la détruire, processus perçu par ses planificateurs comme une production d'unité nationale. Dans le cas colombien, la cible à abattre, c'est la conception progressiste et multiethnique de la nation, perçue par la droite comme le cheval de Troie des guérillas « terroristes ». Voilà en gros l'agenda qui guide la Colombie depuis l'élection d'Uribe en 2002. La bourgeoisie n'a que très peu dérogé à ce genre de pratiques ; l'État de droit n'est qu'un prétexte, pourvu que les affaires tournent !

---

<sup>74</sup> Horacio Duque, « ¿Es Rodolfo Hernández el Trump colombiano? », *Las 2 Orillas*, 29 diciembre 2021. <<https://www.las2orillas.co/colombia-es-rodolfo-hernandez-el-trump-colombiano/>>.

### *Le bloc au pouvoir colombien*

Rappelons aussi qu'en Amérique latine, et plus particulièrement en Colombie, les capitalistes ne font pas cavalier seul ; ils doivent partager l'exercice du pouvoir avec d'autres agents – propriétaires terriens, paramilitaires et narcotrafiquants. Bien que les intérêts de ces groupes soient liés à l'accumulation du capital en général, on ne peut nier la spécificité de leurs revenus et les sources particulières de leur pouvoir social (d'où une certaine autonomie dans leurs pratiques politiques). Dans le cas des *latifundistas*, il s'agit d'une classe qui tire sa richesse d'un processus ininterrompu d'accumulation par dépossession, où le pillage et la dépossession de la petite propriété paysanne sont le succès de leur fortune. Alors que la grande propriété, celle de plus de 500 hectares, concernait 5 millions d'hectares en 1970, on parle aujourd'hui de 47 millions d'hectares ; 81% de la terre est occupée par 1% des propriétaires et, réciproquement, 99% se partagent les maigres 19% restants <sup>75</sup> . Les groupes de paramilitaires, placés à l'extrême droite du spectre politique, se sont initialement organisés dans une perspective de « lutte contre le communisme ». Sous prétexte de lutter contre les guérillas (les FARC-EP et l'ELN, fondées en 1961), ils ont constitué le principal véhicule de cette dépossession territoriale. Depuis le début du conflit armé en 1958, les paramilitaires sont responsables de plus du 3/4 des meurtres et massacres, avec un bilan sanguinaire de

---

<sup>75</sup> Oxfam (2017). *Radiografía de la desigualdad. Lo que nos dice el último censo agropecuario sobre la distribución de la tierra en Colombia*. <<https://www.oxfam.org/es/informes/radiografia-de-la-desigualdad>>. p.10.

94.754 morts<sup>76</sup>. Le paramilitarisme est aujourd'hui connu pour sa connivence profonde avec l'armée nationale, avec qui il a collaboré à de multiples reprises. Nous verrons plus loin de quelle manière ces agents « s'invitent » au rendez-vous électoral.

Du côté des narcotrafiquants, ils sont, avec le secteur extractif, le secteur le plus lucratif de l'économie colombienne. Leur raison d'être ne se distingue sans doute que très superficiellement de celles de capitalistes légalistes : l'accumulation de surtravail. Néanmoins, le *modus operandi* des narcos, teinté de violence extra-économique et de stratagèmes de corruption des institutions publiques, leur donne certains avantages par rapport à ces derniers. En un mot, ces forces sociales qui font de l'utilisation de la violence politique leur principal mécanisme d'enrichissement personnel ne peuvent voir que d'un très mauvais oeil les idées de « démocratisation de la terre », de bras de fer avec la corruption, de respect de la constitution et de la promotion des droits humains promus par le *Pacto Histórico* de Petro.

C'est donc que le « pari » démocratique des classes dominantes légalistes risque de virer aux vinaigres. Petro gravite autour des 40% d'intentions de vote et certains sondages le couronnent même vainqueur de l'élection dès le premier tour (dans le cas où il obtenait plus de 50% des voix). Fico et Hernández se disputent

---

<sup>76</sup> Centro Nacional de memoria histórica (2022). 262.197 muertos dejó el conflicto armado. <<https://centrodememoriahistorica.gov.co/262-197-muertos-dejo-el-conflicto-armado/>> .



la seconde place, loin derrière, avec des sondages les plaçant à quelques 23 et 16 % respectivement. La tension monte dans la République de Bolivar, où les classes dominantes préfèrent affronter la gauche lorsqu'elle est armée, dans la jungle, le plus à l'écart possible des lieux de pouvoir. Qu'advierait-il si Petro l'emportait ?

Les expériences politiques latino-américaines ont démontré à de multiples reprises que les classes dominantes, en dépit du vernis républicain dont elles cherchent à s'enduire, préfèrent largement les irrégularités électorales et les coups d'État à la possibilité d'une victoire importante de la gauche, aussi démocratique soit-elle<sup>77</sup>. On a pu l'observer dans le dernier « cycle » des gouvernements progressistes, expériences nationales ponctuellement déstabilisées par des coups d'État comme au Venezuela en 2002, au Brésil en 2016 ou en Bolivie en 2019<sup>78</sup>. C'est un scénario similaire – du moins son risque – qui semble aujourd'hui se profiler en Colombie. Et si le coup d'État apparaît désormais comme une option presque inusitée dans ce pays qui aurait connu, à écouter les analystes, une forme « d'anomalie démocratique » sur le continent, n'ayant vécu qu'un court épisode dictatorial entre 1953 et 1957, c'est bien parce que les classes dominantes n'ont jamais eu besoin d'aller aussi loin. Comme le disait Marx dans le *18 Brumaires*, on supporte la

---

<sup>77</sup> Renaud Lambert, « Icare ou l'impossible démocratie latino-américaine », *Le Monde diplomatique*, mars 2021.

<sup>78</sup> Pour une introduction aux analyses en terme de « cycles » des gouvernements progressistes, voir : Frank Gauchichaud (2019). « Les gouvernements "progressistes" dans leur labyrinthe ». Recherches internationales, Association Paul Langevin, dans : *L'Amérique latine en bascule*. pp.61 – 81.

République, mais uniquement lorsqu'elle est un outil commode pour appuyer sa domination de classes<sup>79</sup>.

Les institutions démocratiques colombiennes sont sur la corde haute : pour les classes dominantes, vaut mieux sacrifier la Constitution pour éviter le « castro-chavisme ». N'est-ce pas Pinochet qui disait que la démocratie n'était qu'un joli concept de philosophie politique, car « sans adaptation adéquate, elle s'avère parfaitement incapable de s'opposer au communisme » ? Voilà le tour de force que s'apprête à faire le bloc au pouvoir colombien, alliance de classes qui respectent l'autonomie relative des intérêts du capital, des propriétaires terriens et des narcoparamilitaires.

#### *Une campagne marquée par le racisme*

En outre, le *Pacto Histórico* a infligé à la droite colombienne une injure qu'elle ne sait toujours pas digérer : la vice-présidence est disputée par une afrocolombienne, Francia Márquez, issue d'un milieu populaire<sup>80</sup>. La Colombie a, à l'image de plusieurs pays des Caraïbes, été historiquement modelée par des rapports sociaux racistes, dont la pierre de touche a été l'institutionnalisation de rapports de production esclavagistes. Pour servir son projet mercantile d'extraction des ressources minérales, l'Empire espagnol avait formé sa principale force de

---

<sup>79</sup> Karl Marx (1969). *Le 18 Brumaire de Louis Bonaparte*. Paris : Éditions sociales. p.43-44.

<sup>80</sup> Voir : Daniel Pardo, « Cómo se ven el racismo y el protagonismo de candidatos negros en las elecciones desde los lugares más afro de Colombia ». *BBC News*. 17 mayo 2022. <<https://www.bbc.com/mundo/noticias-america-latina-61431677>>.

travail à travers l'esclavagisation des peuples autochtones (la Vice-royauté du Pérou représentant ici le modèle type du colonialisme espagnol). Bien que les populations autochtones aient aussi été réduites en esclavage en Colombie, la colonie voit ses capacités productives réduites – notamment en raison de la difficulté d'accès de l'or – et fait donc appel à la traite négrière pour combler ce problème. De là est issu un peu moins d'un dixième de la population colombienne, principalement dispersée sur les côtés pacifique et caraïbe du pays. En dépit de l'abolition de l'esclavage en 1851 et de l'avènement – historiquement singulière – d'un président afrodescendant en 1861, les rapports sociaux racistes ont persisté à travers les époques, renvoyant les personnes noires à des positions subalternes, au grand bonheur d'une bourgeoisie naissante qui a verrouillé toute mobilité sociale aux non-créoles. Encore aujourd'hui, l'un des départements les plus désinvestis par l'État et le plus ravagé par le conflit armé est le Chocó ; ce n'est pas non plus un hasard que sa population soit constituée à quelque 74% par des afrocolombien.ne.s.

Les classes dominantes se voient donc blesser dans leur orgueil : Márquez, militante de base de longue date (et de surcroît noire!), s'apprête à déranger leur traditionnel petit cocktail présidentiel. D'ordinaire, en Colombie, le paramilitarisme s'occupe de ces voix divergentes, les fait taire par tous les moyens possibles et imaginables ; plus de 1400 d'entre eux et d'entre elles ont été assassiné.e.s depuis les accords de paix de 2016. C'est justement cette situation qui a forcé Francia Márquez à fuir le département du Cauca pour s'installer à Cali, en 2014. Après s'être opposée

aux déplacements forcés de communauté locale par de grandes minières, elle a été victime de menaces de mort de la part de groupes d'extrême droite. Le capital extractif transnational – dont faisait partie le géant sud-africain AngloGold, troisième extracteur mondial d'or – s'était livré à des pratiques d'extraction illégale, procédant vraisemblablement à des alliances avec des groupes paramilitaires, les utilisant comme force de choc, comme racket, pour semer la terreur et détruire toute opposition tenue par la base. Voilà le genre de destin que la droite colombienne réserve aux gens qui mènent la lutte ; elle n'espère donc pas les voir briguer les plus hautes instances du pouvoir.

La campagne a donc été un lieu de surenchère pour les déclarations racistes de tout acabit. Début avril, les invectives se déchaînèrent au moment où une médiocre chanteuse populaire identifia Francia Márquez à « King Kong », comble de la déshumanisation. C'était la porte-ouverture du délire raciste : les insultes ont fustigé de toute part. Certains politiciens l'invitaient à « retourner en Afrique », d'autres à « manger des bananes ». Ces violentes attaques racistes ne sont qu'un symptôme de l'incapacité de la droite à accepter l'éventualité de voir une femme noire vice-présidente du pays. Les initiatives paramilitaires n'ont pas chômé et lui ont envoyé une énième lettre qui promet son assassinat. Dans un communiqué des *Aguilas Negras* (Aigles noirs), un groupe narcoparamilitaire qui jure la mort de Márquez et de Petro, on voit très bien exprimé le fond de la pensée des classes dominantes, quoique de manière moins subtile et plus brutale :

« notre appel veut que tous les secteurs qui croient en la sécurité démocratique s'unissent afin d'éviter que le communisme arrive en Colombie comme au Venezuela [...]. En ce qui nous concerne, nous lutterons pour éviter la catastrophe pour le pays et nous annonçons que ce ne sera pas la célébration du M-19, sinon la mort du M-19 et tous les gens qui se disent démocrates, leaders sociaux, défenseurs des droits humains, mais qui ne sont que des guérilleros réfugiés dans la légalité. Ils seront notre cible jusqu'à ce que nous terminions notre mission et que nous les exterminions comme ces rats qui ne méritent pas d'exister ».

À la névrose raciste se superpose la névrose anticommuniste.

#### *Les signes avant-coureurs : la politisation de l'armée*

Déjà à la fin mars, les signes de panique se sont fait sentir au sein de l'armée. Une lettre ouverte rédigée par un colonel des forces armées colombiennes appelait justement les généraux et amiraux à se tenir « prêts à affronter le pire » face aux élections présidentielles à venir<sup>81</sup>. Cet artifice de démagogie interpelle directement l'armée et les invite à intervenir pour maintenir l'ordre dans le cas d'une victoire « frauduleuse » du *Pacto Histórico*. Ledit colonel, Hugo Bahamón Dussán, admet ouvertement craindre un nouveau « Bogotazo », à savoir cette série d'émeutes urbaines déclenchées en 1948 suite à l'assassinat de Jorge Eliécer Gaitán. Dussán confie être particulièrement inquiet des activités de la *primera línea* (la première ligne, tactique

---

<sup>81</sup> Hugo Bahamón Dussán, « Las Fuerzas Armadas de Colombia deben estar listas para afrontar lo peor en estas estas elecciones presidenciales », *IFM noticias*, 29 marzo 2022. <<https://ifmnoticias.com/las-fuerzas-armadas-de-colombia-deben-estar-listas-para-afrontar-lo-peor-en-estas-estas-elecciones-presidenciales/>>.

d'autodéfense en manifestation développée à l'exemple du modèle chilien de 2019) qui a fait grand bruit lors des mobilisations de 2019-2021. Évidemment, la menace est surestimée par le militaire. Le but visé est plutôt de fabriquer un épouvantail pour provoquer, attiser l'effroi au sein du débat public. Sous prétexte « d'éviter le pire » et pleurant des larmes de crocodile démocratiques sur les irrégularités électorales, c'est bien le pire que l'armée cherche ici à exciter. Quoique cette lettre prend l'allure d'un « appel », il s'agit aussi d'une démonstration de force. Le colonel Dussán le sait très bien lorsqu'il affirme, bien loin de toutes spéculations, que : « les forces armées sont prêtes à maintenir la paix <sup>82</sup>».

Au mois d'avril, les choses se sont confirmées. Ce n'est plus un simple colonel qui crie au loup, mais bien le général en chef des forces armées Eduardo Enrique Zapateiro qui fait une entrée remarquée dans les élections. Ce dernier s'est en effet lancé dans une polémique ouverte contre Gustavo Petro sur Twitter. Dans le plus grand mépris de la Constitution de 1991 qui prescrit à l'armée une position de neutralité politique, Zapateiro critique vivement Petro, insinuant que ce dernier « politiserait » à son avantage la mort récente de soldats des mains du *Clan del Golfo* (groupe criminel dont il sera question plus loin). Au-delà de cette accusation peu convaincante, ce qui importe c'est le fait même qu'un général critique ouvertement un candidat de gauche, alors que cela est parfaitement illégal, l'arrière-texte étant qu'il pourrait très bien ne pas rester neutre face à une victoire du *Pacto*

---

<sup>82</sup> *Ibid.*

*Histórico*. Le niveau de banalisation est devenu tellement grave, que les journalistes questionnent régulièrement Petro à savoir si : « une fois au pouvoir, serez-vous capable de contrôler les forces armées ? »

Bien qu'il soit donc parfaitement clair qu'un général ne peut se mêler à ce genre de débat, l'État s'est dressé en bloc pour défendre Zapateiro. Au premier rang, l'actuel président Duque qui a refusé de congédier le séditieux et l'a plutôt défendu, considérant que la faute revenait plutôt à Petro dans cette histoire. Les adversaires de la démocratie ne seraient donc pas ceux qui, armés, menacent la tranquillité de la passation démocratique des pouvoirs, mais bien le duo Petro-Márquez (!) Cette équipe, en leur qualité de sociaux-démocrates, serait d'emblée tentée par l'autoritarisme, le *caudillismo*, le culte du chef. Être progressiste suffit pour angoisser le bloc au pouvoir qui craint que le *Pacto Histórico* cherche à troquer la belle démocratie colombienne pour le pouvoir du « populisme », du « chavisme », bref ce vilain et tenace spectre du « communisme ». Il n'en est rien : le programme de la gauche parlementaire colombienne se maintient dans le cadre étroit du réformisme, bien en deçà du feu programme de Chávez (qui ne prônait déjà pas l'abolition du capital!). En toute franchise, peut-être que le *Pacto* serait plus ambitieux si, comme dans le cas de la « révolution bolivarienne », il détenait un soutien – au moins partiel – de l'armée. Quoi qu'il en soit, en matière de démagogie, Fico Gutiérrez redouble même d'originalité pour caricaturer le projet de Petro, l'accusant d'être soutenue *à la fois* par la guérilla de l'ELN (Armée de libération nationale), les

dissidences des FARC (Forces armées révolutionnaires de Colombie) et le groupe de narcotrafiquants *Clan del Golfo*<sup>83</sup>. Ces trois formations armées sont connues pour leurs intérêts divergents et même leurs conflits ouverts. Cette parodie d'accusation serait simplement ridicule si elle n'était pas prononcée par le candidat qui promet de perpétuer le programme uribiste.

### *Des alternatives au coup d'État ?*

Un coup d'État demeure une opération délicate et coûteuse politiquement. Il s'agit d'un atout dans la manche qu'on ne doit utiliser qu'en dernier recours. En attendant, les classes dominantes ont d'autres cartes à jouer. La plus simple de toutes les options consiste à faire disparaître physiquement le candidat. Dans ce pays qui rayonne à l'international par la puissance de son crime organisé, il est aisé de faire porter le chapeau à un petit *sicario* et de faire rentrer les choses dans l'ordre. C'est précisément ce qui a été tenté le 2 mai dernier, alors que le Petro était de passage dans la région du Eje Cafetero. Avant qu'il tienne un discours public, des preuves d'un attentat contre le candidat ont alarmé son équipe de campagne. Le rassemblement a été annulé devant la menace d'une conspiration qui impliquerait des policiers, des militaires et des membres d'une bande criminelle nommée *La Cordillera* (subordonnée aux AUC,

---

<sup>83</sup> *El Tiempo*, « Fico: 'Petro está aliado' con el Eln, las disidencias y el clan del Golfo », 9 mayo 2022. <<https://www.eltiempo.com/elecciones-2022/actualidad-electoral/fico-gutierrez-dice-que-petro-esta-aliado-con-el-eln-y-las-disidencias-670949>>.



plus grand groupe de paramilitaires dans le pays)<sup>84</sup>. On avait promis à cinq complices 2500 millions de pesos à partager (un peu plus d'un demi-million d'euros) en échange de la tête de Petro. L'assassinat de candidats dissidents est une méthode tristement banale en Colombie. On se souviendra bien sûr de l'assassinat de Gaitán en 48, mais aussi du communiste Jaime Pardo Leal en 1987, du libéral Luis Carlos Galan en 1989, en plus de Bernardo Jaramillo et de Carlos Pizarro de l'Union patriotique en 1990. Tous étaient des prétendants à la présidence. C'est donc de bon ton que le très bourgeois *The Economist* dit s'inquiéter de l'intégrité du candidat de gauche, tout en mentionnant en gros caractère que son style populiste et son implication passée dans le M-19 a de quoi préoccuper<sup>85</sup>.

Ce que la droite n'est pas capable de performer de manière légale, elle le continue de manière extra-légale, cela est désormais très clair. Le 11 mai le président Duque, après avoir cajolé quelques jours plus tôt le général factieux, c'est empressé de « suspendre » (entendre ici : destituer) le maire de Medellín, Daniel Quintero, qui a commis l'outrage d'avoir fait une référence indirecte à un slogan de campagne de Petro dans le cadre d'une vidéo promotionnelle. Il s'agit d'une suspension tout à fait inconstitutionnelle, compte tenu du motif reproché ; l'objectif est

---

<sup>84</sup> *Cuestión Pública*. « Informe de seguridad sobre plan de asesinato contra Gustavo Petro », 3 mayo 2022. <<https://cuestionpublica.com/exclusivo-informe-de-seguridad-de-gustavo-petro/>>.

<sup>85</sup> *The Economist*. « The front-runner for Colombia's election faces death threats », 13 mayo 2022. <<https://www.economist.com/the-americas/2022/05/13/the-front-runner-for-colombias-election-faces-death-threats?fbclid=IwAR1CDOZky6Aj7Mu0-KfvTIDji0BeQJWkZSVW3uKXH0q7WJAJVhbdEU5n-tg>>.

évidemment de museler l'opposition. Quintero n'a d'ailleurs rien d'un gauchiste dans l'âme. L'ex-maire de la deuxième ville de Colombie a commencé sa carrière avec le Parti conservateur, avant de siéger comme ministre sous l'administration Santos en 2016. Il appartient à cette fraction progressiste de la classe capitaliste qui respecte les institutions démocratiques comme de vieux bijoux de famille, héritage que l'on se doit de passer à la génération suivante. Le lendemain de sa destitution, Quintero a fait une sortie publique, où il diagnostique son renvoi comme le symptôme d'une stratégie plus large. Il s'y permet d'omettre de sérieux doutes que les militaires et l'actuel gouvernement accepteront une transition pacifique des pouvoirs dans le cas d'une victoire Petro<sup>86</sup>. Pour lui, l'intervention des forces armées était même déjà fortement probable dans le cadre du *Paro nacional* de 2021, où il accuse le gouvernement d'avoir comploté une auto-dissolution du parlement afin de laisser l'armée agir en toute liberté.

### *La « grève armée » du Clan del Golfo*

Entretiens, l'une des organisations criminelles les plus puissantes du pays, le fameux *Clan del Golfo*, a décidé le 6 mai de se mobiliser à travers un « *paro armado* », soit une « grève armée » pour s'opposer à l'extradition de leur chef de gang, Dairo Antonio Úsuga alias « Otoniel ». Pour Gustavo Duncan, professeur de sciences politiques à l'université de Los Andes,

---

<sup>86</sup> *Semana*. « La grave hipótesis de Daniel Quintero sobre un supuesto golpe militar contra Duque en medio del paro: ¿qué significa? », 12 mayo 2022. <<https://www.semana.com/semana-tv/vicky-en-semana/articulo/la-grave-hipotesis-de-daniel-quintero-sobre-un-supuesto-golpe-militar-contra-duque-en-medio-del-paro-que-significa/202204/>>

cette mobilisation du *Clan del Golfo* est une démonstration de force, visant à prouver qu'ils sont capables de contrôler une échelle territoriale importante, sans réelle opposition de l'État<sup>87</sup>. C'est effectivement ce à quoi se sont donnés les membres de ce groupe de narcotrafiquants d'extrême droite, organisant une vaste opération de blocages des moyens de circulation dans 11 départements du pays. Véhicules brûlés, moyens de transport confisqués, menaces et une dizaine de morts... cette opération cherche ni plus ni moins qu'implanter un sentiment de terreur auprès de la société civile. Fait paradoxal, depuis Uribe, la droite s'est toujours autoproclamée championne de la sécurité et de la protection de la propriété. Toutefois, dans la situation actuelle, que fait l'actuel président Duque ? Ce Dauphin d'Uribe a, rappelons-le, refusé d'appliquer les accords de paix sous prétexte qu'on ne négocie pas avec des « criminels » et des « terroristes ». Et que fait-il face au *Clan del Golfo* ? Il reste bouche bée, totalement inerte. Dans les années 2000, le plan de « sécurité démocratique » mis de l'avant par Uribe a engagé des ressources énormes pour militariser le pays, multipliant le nombre de soldats, le calibre de l'armement et donnant de la latitude aux interventions militaires. Ces ressources ont été massivement utilisées pour détruire l'organisation politique de la base, tout en donnant l'amnistie aux *Autodefensas Unidas de Colombia* (AUC), principal groupe de paramilitaire. Si la guérilla de l'ELN, de tendance guévariste, s'était risquée à une telle aventure, il est fort à parier que l'armée aurait entamé une boucherie.

---

<sup>87</sup> Cristina de la Torre. « Hambre y violencia ». *El Espectador*. 17 mayo 2022. <<https://www.elespectador.com/opinion/columnistas/cristina-de-la-torre/hambre-y-violencia/>>.

Pour beaucoup, cette mobilisation du *Clan del Golfo* va donc au-delà d'une simple « défiance » de l'État. Sans doute, les cerveaux de l'opération savaient bien qu'ils agirait en toute quiétude. Dans le fond de l'affaire, le but était de montrer publiquement de quoi une organisation armée, ayant des intérêts bien définis, était capable de rassembler comme force de frappe. Si un groupe paramilitaire est capable de prendre le tiers du pays pendant 4 jours sans résistance aucune des gendarmes, la question se pose : de quoi sera capable ce genre d'organisations au lendemain d'une victoire Petro ?

### *Conclusion*

Il est bien difficile de prédire ce qu'il se passera exactement après la soirée électorale du 29 mai. Si Petro se qualifie pour le second tour, mais sans pour autant l'emporter dès le premier, la tension actuelle pourrait très bien perdurer jusqu'au 19 juillet. Les choses pourraient même se corser uniquement à la passation officielle des pouvoirs en août. Dans tous les cas, que Petro gagne au premier ou au second tour, il est fort à parier que la droite criera à la fraude. L'incertitude électorale (fabriquée de toute pièce) pourrait être une condition suffisante pour que l'armée intervienne. Si ce n'est pas le cas, et que l'armée accepte de se plier à l'autorité de Petro, on peut tout de même prédire une forte résistance des classes dominantes, avec des mobilisations réactionnaires comme nous avons pu les voir sous le Chili d'Allende dans la première partie de l'Unité populaire. Cela est presque sûr, parce que l'extrême droite est *déjà* active et

organisée. Ses mobilisations dépassent le simple cadre des cortèges et des défilés ; ses bataillons sont disposés à passer à l'offensive, comme cela s'est vu avec le *Paro armado* du *Clan del Golfo*. Dans le cas échéant, si le tandem Petro/Márquez parvenait à garder les rênes du pouvoir, leur capacité à imposer leurs réformes serait grandement amputée. Chose sûre, c'est que les forces politiques issues de la base, celles que nous avons pu voir opérer dans les épisodes récents de la lutte des classes doivent se tenir sur le qui-vive. Les mouvements ouvrier, paysan, autochtone et afrodescendant devront se tenir prêts, et entamer un bras de fer avec l'armée pour défendre ses intérêts. Il ne s'agit pas de fantasmer sur des forces révolutionnaires que le pays n'a pas. La mobilisation prendra sans doute un caractère *défensif*. De toute façon, en additionnant la puissance de feu de l'armée à celle des paramilitaires, les chances de succès militaires de la gauche sont dans l'immédiat risibles. Même une implication de la guérilla de l'ELN n'y changerait à peu près rien. L'évidence veut que le dénouement de cette conjoncture ne soit pas à une révolution. Ce qu'il faut surtout éviter, c'est le déclenchement d'une *réaction*, d'une contre-attaque violente du bloc au pouvoir qui chercherait à liquider durablement les forces contestataires des classes subalternes.





**MOT DE LA FIN :  
LE PARO EST MORT,  
VIVE LE PARO!**

**Conclusion**





## Mot de la fin : Le Paro est mort, vive le Paro!

Les optimistes ont eu gain de cause. Le *Paro nacional*, en dépit de son bilan sanglant, a pour le moins su produire quelques bons effets<sup>88</sup>. Pour preuve, un homme de gauche a remporté la présidence de ce pays depuis toujours piloté par les intérêts politiques et économiques des États-Unis. Ce n'est pas le Grand soir que plusieurs attendaient, mais ce mouvement social aura, quoi qu'on en pense, su engendrer sa « ruse de la raison ». C'est au prix d'une expérience douloureuse et pénible que les classes populaires ont su faire advenir cet événement dont la portée historique est encore à ce jour sous-estimée.

L'optimisme doit cependant faire place à la raison et la situation doit être analysée froidement, telle qu'elle est. Le gouvernement du tandem Petro-Marquez devra naviguer en eaux troubles, et c'est parler prudemment que de dire que ses chances de réussite sont minces, voire inexistantes. On a certes évité le pire, les scénarios de coup d'État semblent être pour l'instant rangés dans les tiroirs. Mais ils demeurent l'atout des classes dominantes, l'As fourré dans leur manche. Le plan d'un renversement de l'ordre légal ne sera opéré qu'en ultime recours. À terme, d'autres soulèvements violents organisés par l'extrême droite

---

<sup>88</sup> Les mobilisations du *Paro nacional* auront duré deux mois, avec un bilan atteignant les centaines de blessé.e.s et dizaines de mort.e.s. Selon l'ONG colombienne *Temblores*, entre le 28 avril et le 26 juin 2021, on dénombre 73 homicides, 1617 victimes de violences de la part des forces publiques, 82 personnes victimes d'agression oculaire, 228 blessé.e.s par armes à feu, 28 victimes de violence sexuelle et 2005 personnes détenues arbitrairement.

pourraient avoir lieu, notamment en ce qui concerne la mobilisation du *Clan del Golfo*, aussi autodésigné comme le groupe « Autodéfenses Gaitanistes de Colombie » (AGC).

Sans doute conscient de cette réalité, le gouvernement de Petro a, et ce depuis le tout premier soir de la victoire, misé sur la désescalade de la tension. Pour ce faire, Petro a mis sur la table sa stratégie dite du *Frente amplio*. Cette dernière est, en essence, une proposition de compromis de classes, et c'est à la bourgeoisie nationale qu'elle est adressée. C'est le grand moment de « l'unité nationale » et autres balivernes pour endormis qui cherchent à cacher les contradictions sous le tapis de l'histoire. Mais en deçà des grandes phrases et de l'idéologie de la patrie réconciliée, il s'agit aussi d'une offre de nature *commerciale* ; l'union ne sera sanctifiée et consommée qu'à travers le déploiement d'un nouveau programme économique. Le gouvernement veut « développer » l'économie, « libérer » les forces productives de leur enveloppe encore féodale, ce qu'il ne peut réaliser sans la classe capitaliste. La grande propriété foncière est encore un pôle non négligeable du bloc au pouvoir, c'est elle que la nouvelle alliance commencera par juguler. C'est une condition essentielle d'un développement économique propulsé sur des bases capitalistes. Alors, évidemment, les promesses de réformes agraires attendues par la paysannerie depuis plus de deux siècles ne procéderont assurément pas selon l'agenda du mouvement populaire. La gestion de la campagne sera confiée à des entrepreneurs et les paysan.ne.s soumis.es à la condition d'employé.es salarié.es.

Bref, c'est une version améliorée du pari de Fernando Henrique Cardoso, économiste brésilien qui, après avoir contribué pendant de nombreuses années à la théorie économique de la dépendance et à la critique du capitalisme, a fait de lui un apôtre imbécile de l'idéologie du développement, avant de devenir président du Brésil. Le gouvernement de Petro n'est sans doute pas aussi crédule que le fut Cardoso. Le néolibéralisme semble être rentré dans une période de crise qui force l'application de nouvelles méthodes, plus audacieuses et progressistes. Toujours est-il que le spectre du (néo-)développementalisme guette l'actuel gouvernement colombien. Dans cette quête de développement des forces productives, ce sont les intérêts des grandes industries et des banquiers qui seront priorisés ; l'ascension d'une partie des classes populaires est certes envisagée, mais aussi au sacrifice du projet d'émancipation social promu par ses tranches les plus militantes et les plus radicales.

On a aussi promis aux Colombiens et Colombiennes une sortie du pétrole et de l'industrie extractive. Comment réaliser un tel tour de force alors que le mandat de Petro est précisément de dynamiser les forces productives ? Rappelons que dans l'économie formelle (car au niveau de l'informel, c'est encore la coca qui forme la colonne vertébrale de l'économie colombienne), le pétrole et les mines constituent les premières sources de revenus du PIB. En pleine crise énergétique provoquée par l'invasion de l'Ukraine, il est fort à parier que cette tentative de transition sera mise à mal par les besoins des pays du Nord. Les capitalistes ont faim de matière, et leur désir

toujours élargi d'accumulation repose sur ces précieuses denrées que sont les hydrocarbures et les métaux. Autant dire que la pression internationale sera forte. Elle a déjà commencé ailleurs. Même le Venezuela, devenu l'indécrottable ennemi de Washington, est en processus d'être reconverti en « allié commercial » des États-Unis, pour autant que le pétrole coule à flots.

Évidemment, le mouvement social devra appuyer cette dimension écologique et progressiste du programme de Petro. Mais on ne peut sous-évaluer la question du rapport de force en présence. La lutte sera chaude, d'autant plus que l'application du versant le plus progressiste du programme de Petro repose sur son projet de réforme fiscale qui viendra taxer davantage les grandes fortunes. Le ministre de l'Intérieur a déjà appelé à la mobilisation citoyenne pour défendre cette réforme.

On voit déjà que la « réussite » de l'application du programme de Petro devra s'apprécier selon des critères et un modèle très différent de celui conçu à même l'expérience du *Paro*, à savoir une expérience politique qui fit goûter aux classes populaires, ne fût-ce qu'un instant, la saveur du pouvoir ; en un mot, la possibilité d'une prise de contrôle réelle sur leur existence. Évidemment, cela s'est fait de manière encore immature, beaucoup de chemin reste à parcourir pour que cette prise de possession obtienne un caractère total.

*Si cette revue a bien montré une chose, c'est que les problèmes de ce pays sont nombreux. La grève n'en aura été que l'expression, la réponse la plus adéquate trouvée par le peuple. Maintenant qu'un gouvernement de gauche a pris le pouvoir, le paramilitarisme, l'extractivisme, la présence des multinationales, la violence d'État, la dépossession des terres paysannes et autochtones demeurent des phénomènes structurels, ils ne disparaîtront pas du jour au lendemain.*

Les masses marchent sur une fine ligne : elles devront endosser les éléments progressistes de l'agenda du *Pacto Histórico*, mais rester sur leurs gardes. Il est clair, la gauche – pour autant qu'il existe une forme « d'unité » dans ce concept – devra avancer prudemment. *L'optimisme peut aisément se transformer en naïveté.*

Cette phrase devra certes servir de leçon pour le peuple colombien, mais aussi pour les internationalistes qui les appuient de loin.

– Nathan Brullemans et Bernadette Perron, octobre 2022.





